



cyberpresse.ca

# LA PRESSE

# LP2

SPÉCIAL  
FILMS  
D'AÔÛT

THE PRINCESS DIARIES 2

## TÉLÉVISION

LA PROGRAMMATION  
D'AUTOMNE DE RADIO-CANADA  
ARTS+SPECTACLES 1



## Ultime rencontre aujourd'hui pour briser l'impasse avec les TCA

# SITUATION CRITIQUE À AIR CANADA

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO — L'impasse des négociations avec le syndicat des TCA, pour conclure un accord de concessions salariales, a replongé Air Canada dans une zone de turbulences dangereuses dans ses efforts de restructuration pour éviter la faillite.

En fin de soirée hier, la direction du transporteur aérien a fait savoir qu'à l'instar des TCA, elle acceptait

l'invitation du juge Warren Winkler, de la Cour supérieure de l'Ontario, qui a convoqué Robert Milton (président d'Air Canada) et Buzz Hargrove (président des TCA) ce matin pour une ultime rencontre afin d'éviter la faillite de la compagnie.

Le syndicat des TCA est le seul qui refusait encore un accord hier, quatre jours après l'échéance fixée par deux financiers dont

► Voir AIR CANADA en A2

## Missiles et obus israéliens contre des manifestants palestiniens à Rafah



Un Palestinien en colère transporte dans ses bras un adolescent tué hier quand l'armée israélienne a pilonné, aux missiles et aux obus de char, une marche de quelque 500 personnes, dont des femmes et des enfants, qui protestaient contre la démolition de leurs demeures dans le camp de réfugiés de Rafah, au sud de la bande de Gaza.

PHOTO REUTERS

## Arafat réclame une force internationale pour protéger son peuple

D'APRÈS AFP

RAFAH, bande de Gaza — Des missiles tirés par un hélicoptère et des obus tirés par des blindés ont fauché hier au moins 10 Palestiniens à Rafah et blessé une cinquantaine d'autres qui marchaient, des femmes et des

enfants compris, pour protester contre la destruction par l'armée d'Israël de leur camp de réfugiés situé à la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte.

Six des victimes sont âgées de 11 à 18 ans, selon les médecins. Quatre autres Palestiniens ont été tués dans ce même quartier par

des soldats. La générale Ruth Yaron, porte-parole de l'armée citée par la radio israélienne, a expliqué que, selon une « enquête préliminaire, un seul missile a été tiré à partir d'un hélicoptère en titre d'avertissement », mais comme « les manifestants continuaient d'avancer et que des

hommes armés se trouvaient parmi eux, nos forces ont finalement tiré quatre obus de char et ouvert le feu à l'arme automatique ».

« Nous exprimons nos regrets pour les morts », a-t-elle ajouté.

Mais les responsables israéliens,

► Voir RAFAH en A2

**CANNES**  
CAROLE LAURE  
EN MOUVEMENT  
ARTS+SPECTACLES 1

## 40 Irakiens tués dans un raid américain controversé

JOONEED KHAN

Quarante civils, dont des femmes et des enfants, qui célébraient un mariage dans un village de l'ouest de l'Irak ont été tués mardi soir dans un bombardement aérien américain, selon des télévisions satellitaires arabes et des témoins.

La coalition militaire menée par les Américains et qui occupe l'Irak traverse « une période de vulnérabilité » face à des adversaires

► Voir RAID en A2

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**  
« On a bombardé un mariage parce que, désormais, dès qu'on voit quelqu'un prendre des photos en Irak, on le bombarde. »  
— Donald Rumsfeld

### SOMMAIRE

Astrologie du jour	AFFAIRES 16
Bandes dessinées	AFFAIRES 13
Bridge	AFFAIRES 19
Décès	AFFAIRES 18 et 19
Feuilleton	A 21 à 23
Forum	A 21 à 23
Horaire télévision	ARTS 5
Loteries	A 12
Mots croisés	AFFAIRES 13 et SPORTS 12
Mot mystère	AFFAIRES 12
Observateur	AFFAIRES 14
Petites annonces	AFFAIRES 14 et AFFAIRES 2
Trait d'union	LP2 26 et 27

### Météo

Passages nuageux, maximum 23, minimum 9, plus de détails en page SPORTS 16



## LE FEUILLETON DE L'AUTOROUTE 30

# Québec refait ses devoirs et adopte le tracé sud original retenu en 2002

DENIS LESSARD ET BRUNO BISSON

QUÉBEC — Signe indubitable de l'imminence d'élections, Québec et Ottawa vont réécrire cette semaine un autre chapitre du feuilleton de l'autoroute 30. Le gouvernement Charest vient de décréter que le « tracé sud original », celui qui avait déjà eu un feu vert environnemental il y a deux ans, sera retenu pour le segment entre Sainte-Catherine et Candiac.

C'est ce que doit annoncer demain, en conférence de presse, le

ministre québécois des Transports, Yvon Marcoux. À la veille du déclenchement des élections, il en profitera pour annoncer la signature récente d'une entente avec le gouvernement Martin. Les ministres fédéraux Tony Valeri (Transports) et Andy Scott (Infrastructures) ont approuvé une participation fédérale aux études préalable au choix d'un partenaire privé pour la réalisation du segment de 30 kilomètres qui doit se faire en collaboration avec le privé. Québec et Ottawa injecteront chacun une dizaine de millions dans cette étude, dira M. Marcoux.

Les chiffres des projets n'ont guère changé. On parlait de 750 millions de dollars en 1997, soit probablement plus d'un milliard en dollars d'aujourd'hui. Les deux gouvernements doivent partager la note.

L'inauguration du prolongement de l'autoroute 30 est toujours prévue pour la fin de 2008, insistera M. Marcoux. En choisissant le tracé qui avait eu la bénédiction du BAPE en 2002, Québec pense éviter une longue guérilla judiciaire avec les producteurs agricoles.

► Voir AUTOROUTE en A4

## SERGE TURGEON VOULAIT RENCONTRER LA POLICE

Page A3



OFFRE SPÉCIALE  
Lunettes de soleil  
selon votre prescription

Verres et monture

# 99\$

Verres simple vision, teinte unie et traitement contre les ultraviolets inclus. Offre d'une durée limitée, vaste choix, voir détails et sélection en succursale.

GREICHE SCAFF

OPTOMÉTRISTES

www.greiche-scaff.com

Achetez maintenant et payez en 12 versements sans intérêt

Sur approbation de crédit.

Examen de la vue  
Vaste choix de montures signées  
(514) 336-4444  
Sans frais 1 877 667-2020

# SUITES DE LA UNE

## DEMAIN DANS LA PRESSE



### Quand Papa retourne chez ses parents !

Bien sûr, il y a de grands enfants qui vivent chez leurs parents. Mais il y a aussi des parents qui vivent encore... chez leurs propres parents. Dans ces « maisons intergénérationnelles », les grands-parents sont souvent conciliants et comprennent que fiston ou fillette puisse vivre un revers amoureux ou ait des difficultés financières. « Ce sont les hippies des années 60. Ils sont moins scrupuleux, plus tolérants, ça ne les choque pas. » Notre journaliste Sylvia Galipeau a rencontré certains de ces « Tanguy » nouveau genre. **A lire demain dans le cahier Actuel Magazine**

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



Venez clavarder avec la chanteuse Natasha St-Pier à 13 h  
[cyberpresse.ca/clavardage](http://cyberpresse.ca/clavardage)

Toute l'actualité du Festival de Cannes en photos  
[cyberpresse.ca/cannes](http://cyberpresse.ca/cannes)

### POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques,  
Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT	(514) 285-6911
<a href="http://cyberpresse.ca/abonnement">cyberpresse.ca/abonnement</a>	1 800 361-7453
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363
<a href="mailto:petitesannonces@lapresse.ca">petitesannonces@lapresse.ca</a>	1 866 987-8363
DÉCÈS	(514) 285-6816
<a href="mailto:deces@lapresse.ca">deces@lapresse.ca</a>	
CARRIÈRES	(514) 285-7320
<a href="mailto:carrieres@lapresse.ca">carrieres@lapresse.ca</a>	
RÉDACTION	(514) 285-7070

## Précisions

Méga Centre Côte Vertu

En page 3 de *La Presse Affaires* de mardi, il était question de l'achat, par la fiducie de revenus RioCan, des centres commerciaux Méga Centre Côte Vertu et Galeries Richelieu. Or, la photo accompagnant la nouvelle présentait le centre Place Vertu, propriété de Ivanhoe Cambridge. Il est situé à proximité du Méga Centre Côte Vertu mais il n'est pas touché par la transaction. Nos excuses.

## Parti vert

Le Parti vert se dit « prêt à travailler » et à discuter avec François David, qui vient de lancer le mouvement Option citoyenne. Par contre, cela ne signifie pas que le Parti vert entend s'unir avec le futur parti de M<sup>me</sup> David, ni se dissoudre à son profit.

## Lorraine Doucet

Contrairement à ce que nous avons écrit dans un texte publié le 11 avril dernier, madame Lorraine Doucet n'est pas psychoéducatrice, mais plutôt spécialiste de la réadaptation psychosociale. Nos excuses.

## Séquestration

La jeune femme qui a été séquestrée lundi soir, dans un appartement de Laval, a été retrouvée au 968, boulevard Vanier et non au 928. Nos excuses.

**ACTUEL SANTÉ**  
AUX P'TITS SOINS...  
Tous les dimanches dans  
**LA PRESSE**

## Situation critique à Air Canada

### AIR CANADA suite de la page A1

L'intervention est considérée comme vitale pour la restructuration d'Air Canada.

En annonçant que les discussions étaient dans une impasse, le vice-président d'Air Canada, Paul Brotto, a aussi confirmé que la compagnie devait consulter « immédiatement » ses financiers de sauvetage, Deutsche Bank et GE Capital. Ceux-ci offrent en tout 2,6 milliards en capitaux et prêts à condition de combler 200 millions en concessions salariales qui manquent au montant de 1,1 milliard convenu il y a un an.

Aux TCA, Air Canada demande 45 millions, qui s'ajouteraient aux 155 millions convenus avec les autres syndicats. Mais pour Buzz Hargrove, président des TCA, « Air Canada se trompe dans ses calculs. Nous refusons de céder un dollar de plus que les 18,3 millions que nous avons identifiés, tant que la compagnie n'en fera pas une preuve valable. »

Toutefois, l'impasse avec les TCA met en péril les ententes des autres syndicats, incluant les pilotes, les agents de bord et les machinistes. « Tous ces accords doivent intervenir en même temps. Si un syndicat man-

que à l'appel, sa part ne peut pas être réclamée aux autres qui ont conclu leurs ententes. On se retrouve à la case départ », a expliqué Jean-Marc Bélanger, directeur de l'Association des pilotes. Ce groupe a conclu l'un des accords les plus coûteux du lot, évalué à 37 millions, soit 11 000 \$ par membre.

Le syndicat des agents de bord, affilié au SFCP, a conclu un accord évalué à 65 millions, soit quelque 10 000 \$ par membre. Sa directrice, Pamela Sachs, a encouragé « fortement Air Canada et les TCA à retourner à la table des négociations ».

D'ailleurs, les dirigeants inquiets de tous les syndicats se sont réunis à la hâte en fin de journée hier dans un hôtel du centre-ville de Toronto pour jauger la situation.

Des représentants d'Air Canada y ont participé en partie. De plus, l'un des juges ontariens — qui supervisent la restructuration depuis 13 mois — était disponible pour intervenir.

Du côté des financiers d'Air Canada, l'impasse avec les TCA a aussi provoqué des échos inquiétants. « Nous sommes très déçus de l'impasse entre Air Canada et l'un de ses principaux syndicats. Nous évaluons nos options », a dit Eric Jones, porte-parole de GE Capital au siège social de

Stamford, au Connecticut. La filiale d'aviation de GE Capital, GECAS, propose 1,5 milliard \$US (environ 1,8 milliard \$CAN) en prêts à Air Canada pour compléter sa restructuration, incluant l'acquisition de jets régionaux de Bombardier et d'Embraer, du Brésil.

La proposition de GECAS est toutefois rattachée à une offre d'investissement de 850 millions du géant allemand Deutsche Bank. Cette offre doit fournir aux créanciers d'Air Canada un accès prioritaire à une éventuelle émission d'actions, devenant le principal espoir de capitalisation du transporteur depuis le désistement de Victor Li. Les demandes de commentaires à la Deutsche Bank, à New York, étaient sans réponse hier soir.

En fait, à moins d'une reprise soudaine entre Air Canada et les TCA, la prochaine étape majeure est prévue demain en Cour supérieure de l'Ontario. Air Canada doit obtenir la prolongation de sa restructuration sous protection juridique qui vient à échéance demain. Le contrôleur comptable de la restructuration, Ernst & Young, doit faire le point et soumettre ses recommandations au juge.

On s'attend à ce que Deutsche Bank et GE Capital se prononcent alors sur le maintien de leurs offres financiè-

res. Dans le pire des cas, s'ils pliaient bagage, Air Canada serait gravement recalé dans sa quête de capitaux.

Face à cette perspective, le président des TCA, Buzz Hargrove, a soutenu que d'autres investisseurs étaient intéressés par Air Canada. Il a dit avoir lui-même discuté ces derniers jours avec deux ex-présidents de gros transporteurs américains qui auraient chacun regroupé des partenaires financiers. M. Hargrove a parlé de Donald Carty, ex-président d'American Airlines, et Gerald Greenward, ex-président de United Airlines. Ils auraient pris contact avec des investisseurs importants à Toronto comme les grosses caisses de retraite Teacher's et Omers, ainsi que le conglomérat Onex de Gerald Schwartz.

Ces organisations ont toutefois démenti hier les propos du président des TCA. Même que, pour Donald Carty, sa venue chez Air Canada serait incongrue après son départ forcé d'American Airlines, l'an dernier, après une affaire de millions de dollars en rémunération cachée.

Dans un message aux employés, le président d'Air Canada, Robert Milton, a qualifié de « mythes » les propos syndicaux laissant croire à un choix d'investisseurs en cas de retrait de Deutsche Bank et GECAS. « Les investisseurs prêts à se départir de centaines de millions de dollars pour obtenir un transporteur aérien, même renommé, sont devenus très rares », selon M. Milton.

## Missiles et obus israéliens contre des manifestants palestiniens à Rafah

### RAFAH suite de la page A1

dont le ministre de la Défense Shaul Mofaz, ont indiqué que l'opération militaire à Rafah continuerait en dépit de la mort des manifestants.

À Tel-Aviv, huit Israéliens ont été arrêtés en soirée lors d'une manifestation organisée par des mouvements de gauche pour dénoncer la tuerie de Rafah.

Au même moment, un hélicoptère israélien tirait une roquette contre une maison dans le quartier de Tal al-Sultan, à Rafah, faisant plusieurs blessés, selon des témoins, qui ont aussi fait état de tirs de chars israéliens dans le même quartier.

Selon d'autres témoins, un bâtiment abritant un centre éducatif financé

par le Canada a été détruit dans un autre quartier de Rafah.

L'armée israélienne a en outre mené deux incursions dans les quartiers Brésil et Salam situés dans l'est de la ville, ont indiqué les services de sécurité palestiniens.

Le président palestinien Yasser Arafat a aussitôt dénoncé les « crimes atroces » de l'armée israélienne à Rafah et appelé à l'envoi de forces internationales pour protéger son peuple.

« J'appelle le Quartette (ONU, Russie, États-Unis, Union européenne), les pays arabes, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre les décisions nécessaires pour faire face à ces crimes atroces », a déclaré Arafat en ouvrant une réunion d'urgence de l'Autorité palestinienne à Ramallah, en Cisjordanie.

Il a reçu par ailleurs un appel téléphonique du chef de la diplomatie française Michel Barnier et il s'est en-

tretenu avec le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa. À Beyrouth, une centaine de partis arabes ont pressé hier le sommet de la Ligue arabe prévu pour les 22 et 23 mai à Tunis à condamner le « terrorisme d'État » d'Israël contre les Palestiniens.

Son mouvement Fatah a appelé à une grève générale de trois jours dans la bande de Gaza, en signe de deuil pour les victimes de l'opération israélienne à Rafah, où 48 personnes ont été tuées en une semaine et plusieurs milliers jetées à la rue.

« La paix exige un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture de discussions », a déclaré le premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero au cours d'une conférence de presse, à Madrid, avec le premier ministre palestinien Ahmed Qoreï.

Le ministre israélien des Affaires étrangères Sylvan Shalom, qui se

trouve également en Espagne, avait déclaré la veille « qu'un cessez-le-feu n'est pas suffisant ; ce qu'il faut, c'est que l'Autorité palestinienne prenne des mesures concrètes contre le terrorisme ».

Israël commet des « crimes de guerre » en tuant des civils et en détruisant leurs propriétés, a affirmé la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) en appelant la communauté internationale à « intervenir le plus rapidement possible ».

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a déclaré avoir demandé à plusieurs reprises à Israël de protéger les civils palestiniens. « La mort de manifestants pacifiques, dont des femmes et enfants, a bouleversé le secrétaire général », a indiqué son porte-parole.

Le président américain George W. Bush a exprimé son « inquiétude » après le drame de Rafah et il a appelé Palestiniens et Israéliens à la « retenue ».

En soirée, les États-Unis s'abstenaient sur une résolution du conseil de sécurité de l'ONU dénonçant Israël pour ses opérations dans la bande de Gaza.

## 40 Irakiens tués dans un raid américain controversé

### RAID suite de la page A1

« sans pitié qui font tout pour faire échouer le processus », venait de déclarer à Washington, où il était interrogé par la Commission des Forces armées du Sénat, le général John Abizaid, chef du Commandement central ayant compétence pour l'Irak et l'Afghanistan.

Interrogée sur le bombardement du mariage dans le village de Makr el-Dib, dans la région d'Al-Qaém, près de la frontière avec la Syrie, l'armée américaine à Bagdad a indiqué dans un bref communiqué qu'une opération militaire avait été menée contre un bâtiment dans cette région soupçonné d'abriter des combattants étrangers.

Selon le communiqué, « le 19 mai à 3 h (19 h mardi à Montréal), les forces de la coalition ont mené une opération contre un bâtiment soupçonné d'abriter des combattants étrangers dans le désert, à 85 km de Houssayba », à une quinzaine de kilomètres d'Al-Qaém. « Les forces de la coalition ont été la cible de tirs hostiles et un soutien aérien a été fourni », ajoute le texte.

Pressé par les médias, le général Mark Kimmitt, chef adjoint des opérations militaires américaines, démentait en soirée les rapports des télévisions arabes et affirmait que les 40 Irakiens tués étaient « des combattants étrangers » que les Américains ont frappés.

Il a repris une phrase du communiqué indiquant que « des armes, deux millions de dinars irakiens, des passeports étrangers et une radio satelliti-

taire » avaient été saisis dans une maison. Le communiqué n'avait pas fait état de victimes.

La télévision satellitaire Al-Arabiya, dont les bureaux sont à Dubaï, a affirmé que des appareils avaient visé deux maisons dans lesquelles était célébré un mariage. Ils en ont détruit d'autres aussi, selon les témoins cités par la télévision arabe qui a diffusé des images de corps enroulés dans des couvertures et déchargés de camions pour être enterrés dans le désert.

« Nous avons reçu une quarantaine de martyrs aujourd'hui, surtout des femmes et des enfants de moins de 12 ans », a déclaré Hamby al-Lousy, directeur de l'hôpital d'Al-Qaém, à Al-Arabiya. « Nous avons 11 blessés dans un état critique », a-t-il ajouté.

Selon la télévision Al-Jazira, dont les bureaux sont à Doha, le bombardement mené par des hélicoptères a visé une grande tente dans le village montée pour les célébrations. Dans une intervention en direct, le correspondant d'Al-Jazira à Al-Qaém, Houssam Hassan, a affirmé que des témoins lui ont rapporté que 40 personnes avaient été tuées dont 18 femmes et enfants.

Des images d'Irakiens creusant des tombes, de même que celles de corps dont ceux de deux enfants, étaient diffusées en même temps par la chaîne.

Joint par l'AFP, Mortada Hamed, un agriculteur de 35 ans à Al-Qaém, a estimé que « plus de 40 personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont été tuées ». Il se trouvait à 500 mètres de l'endroit où était célé-

bré le mariage, dans une rue entre plusieurs maisons. « Les participants tiraient en l'air. Deux hélicoptères américains ont survolé les maisons et ont tiré », a-t-il affirmé.

Devant la Commission des Forces armées du Sénat, le général Abizaid a estimé qu'il restait à la première puissance mondiale à mener un long et difficile combat contre « un ennemi patient et méprisable ». « Les gens que nous essayons de vaincre sont sans pitié. Ils commettent (leurs actions) maintenant parce que c'est une période de vulnérabilité », a-t-il ajouté.

Interrogé pour savoir si le transfert de souveraineté aux Irakiens pourra être accompli le 1<sup>er</sup> juillet, il a répondu oui. « Mais, il est nécessaire que les noms de ceux qui seront aux affaires émergent rapidement », a-t-il dit.

Il a reconnu que la coalition avait subi « un revers » dans ses efforts pour créer des forces de sécurité irakiennes. Il a qualifié de « grande victoire » pour les adversaires des États-Unis le retrait des troupes espagnoles d'Irak, et il a mis en garde contre des attentats avant les élections américaines en Irak, en Afghanistan et aux États-Unis mêmes.

Les États-Unis souhaitent que toutes les forces, étrangères et irakiennes, présentes en Irak après le retour à la souveraineté le 30 juin soient placées sous un commandement unifié (américain), a indiqué entre-temps le secrétaire d'État.

Avec AFP, Reuters, BBC, et Financial Times



*Cartier*

Dépositaire Cartier

Célébrons 25 ans  
d'excellence

**CHÂTEAU D'IVOIRE**

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651  
[www.chateaudivoire.com](http://www.chateaudivoire.com)

LA MORT DE SERGE TURGEON

# « On voyait venir ça », dit son ami Jean-Pierre Coallier

CAROLINE TOUZIN  
ET JUDITH LACHAPELLE

Le comédien Serge Turgeon a tenté sans succès de joindre Monique Gravel le 24 avril dernier, la veille de la journée où elle a été retrouvée morte dans sa maison de l'arrondissement de Saint-Laurent, a appris *La Presse*, de source policière.

M. Turgeon a rencontré M<sup>me</sup> Gravel en 2002 lorsqu'elle lui prodiguait des soins à domicile comme infirmière. À l'époque, l'homme se remettait de plusieurs pontages coronariens. Une grande complicité les liait depuis. Serge Turgeon en était à l'une de ses premières rencontres officielles avec la police de Montréal, mardi, lorsqu'il a succombé à une malaise cardiaque. Il avait lui-même demandé à rencontrer les enquêteurs de la section des homicides.

Depuis quelque temps, M. Turgeon était visiblement affligé, selon ses proches. Son arrêt cardiaque n'a pas surpris son ami, le fondateur de la station Radio Classique, Jean-Pierre Coallier. « On voyait venir ça, à cause de son ACV, ses pontages et une réadaptation difficile. Il n'a pas arrêté de travailler surtout avec le Rideau Vert », a-t-il raconté, attristé. M. Coallier ignorait cependant que M. Turgeon collaborait avec les policiers au sujet de l'assassinat de M<sup>me</sup> Gravel.

Selon M. Coallier, les dernières années ont été très éprouvantes pour M. Turgeon. Sa séparation de la comédienne Chantal Provost (qui jouait sa femme dans *Entre chien et loup* et avec qui il a eu trois enfants) et la perte de son emploi, en 2000, à l'émission *Salut Bonjour* diffusée à TVA (durant laquelle il faisait la revue de presse quotidienne) ont précédé les problèmes cardiaques qui l'ont laissé affaibli.

L'homme de théâtre avait six enfants : Frédéric, Catherine et Stéphanie, nés d'une première union, et Florence, Violette et Arnaud, de



Serge Turgeon avait pris la pose pour *La Presse*, le 15 mars dernier, dans la salle du Théâtre du Rideau Vert.

PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE ©

son union avec Chantal Provost. Il était également quatre fois grand-père. Depuis deux ans, il fréquentait Carmita Rodrigues, directrice des communications du Théâtre du Rideau Vert.

La mort très médiatisée de Serge Turgeon ébranle les collègues de

Monique Gravel, enseignante au département de techniques de soins infirmiers au cégep Saint-Laurent depuis 26 ans. « Ça fait revivre l'événement tragique. Ses amies du département ne l'acceptent pas encore. Elles sont encore très traumatisées », raconte le directeur des étu-

des du cégep Saint-Laurent, Pierre Boucher.

La police a reçu plusieurs appels après avoir demandé, la semaine dernière, l'aide du public pour résoudre le meurtre de M<sup>me</sup> Gravel. Les policiers interrogent actuellement des témoins ayant des informa-

tions sur les auteurs de l'assassinat qui se sont enfuis avec l'auto de la victime, une Oldsmobile Aurora 2002 de couleur or. Le véhicule a été retrouvé intact dans l'après-midi du 25 avril, abandonné dans la rue Pont-Gravé, près du boulevard Laurentien dans le secteur Cartierville.

## La colonie artistique profondément attristée

JEAN BEAUNOYER

Le décès de Serge Turgeon, mardi, a profondément attristé la colonie artistique. On déplore la disparition d'un homme relativement jeune, à 58 ans, qui laisse dans le deuil six enfants dont le plus jeune, Arnaud, n'a que 13 ans.

Comédien d'abord mais journaliste, syndicaliste, animateur à la radio et directeur du Théâtre du Rideau Vert, Serge Turgeon a fait preuve, sa vie durant, d'une exceptionnelle générosité à l'égard de ses semblables. C'était l'homme de la rigueur, l'homme qui s'imposait dans une salle de nouvelles et qui arrivait le matin comme un « bulldozer » dans un poste de radio à la recherche d'informations ; mais c'était surtout l'homme qui privilégiait l'amitié indéfectible des êtres qu'il avait choisis. Et j'ai eu le bonheur d'être l'un de ceux-là. Qu'on me pardonne, aujourd'hui, un accroc à l'objectivité, et ce portrait très personnel d'un homme admirable qui a trop donné durant sa vie pour survivre bien longtemps.

Sa mère, Nélima C. Turgeon, écrivait dans le journal *La Presse* dans les années 40, et Serge Turgeon a toujours été fasciné par le journalisme.

Né à Montréal le 12 mars 1946, il a été élevé dans un monde où littérature, journalisme et politique se mêlaient et enrichissaient l'imaginaire de l'enfant.

Janine Sutto se souvient qu'à 12 ans, il avait auditionné pour jouer dans la pièce *La Reine morte*. À 17 ans, il entamait sa carrière de comédien avec la troupe des Apprentis-Sorciers. Il a joué par la suite des rôles secondaires au Théâtre du Rideau Vert et à la Compagnie Jean-Duceppe, où il a été adjoint à la direction de 1977 à 1981.

Parallèlement à une carrière de comédien, Serge Turgeon entretenait une carrière de journaliste au service des nouvelles à la radio de CJMS, à

la fin des années 60. C'est là que Jean-Pierre Coallier l'a recruté alors qu'il lançait sa station CFGL-FM, en 1974. Ce fut le début d'une longue amitié entre les deux hommes. Pendant 10 ans, Serge Turgeon s'est levé à 4h le matin et a préparé le bulletin d'informations de l'émission du matin. Souvent, il avait joué la veille au théâtre, enregistré des publicités et s'occupait d'activités syndicales.

Quand Coallier a fondé CIEL-FM, Turgeon l'a suivi jusqu'à ce que TVA le réclame pour faire la revue de presse tous les matins à l'émission *Salut Bonjour* au début des années 90.

**« Après Jean Duceppe, Serge Turgeon a été le meilleur président de l'Union des artistes. »**

« Ce n'est pas le travail qui a tué Serge Turgeon, affirme Jean-Pierre Coallier. Si tu veux tuer un homme, tu l'empêches de travailler. TVA l'a congédié et ça a été le commencement de la fin. Tout lui est tombé dessus en même temps. Il a perdu son émission, sa femme l'a quitté et il a subi un arrêt cardiaque. C'était un homme de parole, un homme de droiture qui a été courtoisé par tous les partis politiques. On lui a même offert le ministère de la Culture... qu'il a refusé. Je suis peiné mais pas surpris. Je voyais ça venir. Il n'était pas bien. »

En plus de sa présence matinale à la radio et à la télévision, Turgeon avait occupé la présidence de l'Union des artistes de 1985 à 1998. Il avait réussi à obtenir la reconnaissance légale du statut de l'artiste et s'était engagé dans d'autres dossiers politiques dont ceux du Conseil des arts et des lettres et de la Caisse d'économie de la culture. Indépendantiste convaincu, il a

de plus été de la commission Bélanger-Campeau en tant que représentant du milieu culturel.

« Après Jean Duceppe, Serge Turgeon a été le meilleur président de l'Union des artistes », affirmait hier Pierre Curzi, l'actuel président de l'UDA.

Dans le cadre d'un reportage que j'avais écrit sur les loges des théâtres du Québec, Serge Turgeon m'avait longuement parlé de sa carrière, de sa vie personnelle et admettait que les trop courtes heures de sommeil avaient miné sa santé. Il admettait également que sa séparation de sa femme, la mère de trois de ses six enfants, avait été pénible. Il m'avait longuement parlé de ses enfants, qu'il semblait adorer. Souvent pendant notre entretien, il interrompait la conversation pour parler à l'un de ses fils sur le téléphone portable. Frédéric, Catherine, Stéphanie, Florence, Violette et Arnaud étaient les êtres les plus importants de sa vie.

Nommé directeur adjoint du Théâtre du Rideau Vert en 1997, Serge Turgeon se consacrait avec toute la passion qu'on lui connaît à la reconstruction du plus vieux théâtre du pays. Après son arrêt cardiaque et son quadruple pontage, la fondatrice du Théâtre du Rideau Vert, Mercedes Palomino, a soutenu Serge Turgeon comme un fils et a facilité son retour à la santé.

« On était des amis, confiait-elle. On a fait tout ce qu'on pouvait pour le Rideau Vert. Ce ne sont pas les difficultés du Théâtre du Rideau Vert qui l'ont miné : c'est ce qu'il faisait ailleurs. » Femme de tête, femme froide parfois, M<sup>me</sup> Palomino pleurait, hier.

La dernière compagne de Serge Turgeon, Carmita Rodrigues, le pleure aussi. Et sûrement les artistes du Québec, à qui il a donné une bonne partie de sa vie.

## Dernier hommage au directeur du Rideau Vert

CAROLINE TOUZIN

Les acteurs de la comédie musicale *Cabaret* ont tenu à rendre un dernier hommage à leur directeur, Serge Turgeon, hier soir, au Théâtre du Rideau Vert.

Un vent de tristesse a parcouru la salle lorsque Sylvie Moreau s'est adressée à la foule, encouragée par une ovation. « Ce soir, ça été une soirée bien différente pour nous », a confié celle qui joue le rôle d'une chanteuse de cabaret, Sally Bowles, dans le spectacle. Elle n'a prononcé que quelques mots, émouvants, puis toute la troupe s'est retirée en saluant le public.

« On lui a dédié ce spectacle. C'est une grande perte », a-t-elle dit avec une certaine difficulté.

À leur sortie des loges, tour à tour, les musiciens et les comédiens ont tenu les mêmes paroles à l'endroit de M. Turgeon. « Il était très

concerné par notre bonheur », ont lancé Sylvie Moreau et François Papineau. « Chaque fois qu'il nous parlait, sa dernière question était : Êtes-vous heureux ? » a ajouté la chorégraphe de la comédie musicale, Chantal Dauphinais.

« Accueillant », « généreux », « responsable », les qualificatifs empreints d'admiration ne manquaient pas pour décrire leur patron.

Entre quatre et cinq fois par semaine, M. Turgeon s'assoit dans la dernière rangée de son théâtre pour voir évoluer les acteurs. Il sortait toujours le premier de la salle, curieux de savoir ce que le public avait pensé du spectacle.

Le petit théâtre faisait salle comble, hier, ce qui aurait sans doute réjoui M. Turgeon aux prises avec la situation financière très difficile de l'établissement dont il venait d'être nommé directeur général.



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Les comédiens de la pièce *Cabaret* ont rendu hommage hier soir à Serge Turgeon, le directeur général du Théâtre du Rideau Vert décédé mardi. À la fin de la pièce, la comédienne Sylvie Moreau a dédié la représentation à M. Turgeon, et la foule a ovationné le disparu. Sur la photo, on reconnaît Stéphane Gagnon, François Papineau, Sylvie Moreau, Paul Doucet et Normand D'Amour.

## ACTUALITÉS

Québec refait ses devoirs et adopte le tracé sud original

### AUTOROUTE

suite de la page A1

Le tracé modifié envisagé par Transports Québec par la suite aurait enclavé davantage de terres agricoles.

Une loi extraordinaire pour créer un parcours en dépit de toutes les procédures d'évaluation avait été envisagée à Québec, mais ce scénario a été mis de côté compte tenu des risques de confrontation.

Mineure en apparence, l'annonce prévue est d'une importance vitale pour Serge Marcil, le député libéral fédéral de Beauharnois-Salaberry qui avait fait de la construction de la 30 le centre de sa campagne... de l'an 2000.

Il risque une défaite cinglante s'il ne parvient pas à donner l'impression d'un progrès dans le dossier, a confié une source fédérale.

Déjà, aux dernières élections, il était clair qu'Ottawa n'était pas entiché du projet.

On avait noté que l'annonce n'avait pas été faite par M. Chrétien, mais bien par Alfonso Gagliano.

Avec ces annonces même mineures, Québec donne un peu d'oxygène au maire de Longueuil, Jacques Olivier qui, à l'approche des référendums sur les défusions, a bien besoin d'un coup de pouce de Québec.

Le ministre Marcoux ne devrait pas être accompagné de ministres fédéraux cette semaine.

En revanche, on s'attend à ce que M. Marcil soit présent à l'annonce, tout comme le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, qui avait fait du tracé sud l'engagement de sa campagne il y a un an.

Le gouvernement péquiste préconisait un tracé en tranchée, traversant des agglomérations comme Saint-Constant.

Les circonstances entourant l'assassinat de l'ex-Rocker demeurent nébuleuses

# Où sont les effets personnels d'Aimé Simard?

JUDITH LACHAPELLE

« Mme Simard, vous allez bien ?  
— Oui, merci. Pourquoi ?  
— Votre fils est mort. »

C'était le 19 juillet dernier, en pleine nuit. Élisa Simard n'avait pas eu de nouvelles de son fils Aimé depuis deux mois. L'ancien tueur des Rockers, qui purgeait une peine de prison à vie après avoir été reconnu coupable de trois meurtres, avait été transféré du pénitencier de Port-Cartier à celui de Prince Albert en Saskatchewan parce que sa sécurité était menacée. Il a été retrouvé poignardé dans sa cellule le matin du 18 juillet.

Près d'un an a passé. Et Mme Simard se sent seule. Aimé Simard avait commis des crimes très graves, « mais c'était mon garçon », dit-elle. Simard, qui a grandi à Québec, a été décrit comme étant un criminel pas comme les autres : fils sage et modèle jusqu'à ses 18 ans, il n'a commencé à tater du milieu du crime qu'après sa majorité, avec des fraudes. « Je ne savais pas qui étaient ses amis, raconte Mme Simard. Quand il a été arrêté à Montréal en 1996, je ne savais pas ce qu'il faisait. »

Emprisonné une première fois en 1996, il rencontre alors Dany Kane, proche des Hells Angels. Kane sera tour à tour son meilleur ami, son modèle de gangster puis son amant. Simard commet son premier meurtre en 1997, le premier d'une série d'attentats pour le compte des Rockers, filiale des Hells Angels. Le 18 juin de la même année, il se fait prendre par la police, et on l'invite à devenir un témoin spécial (délateur). Il témoignera contre cinq de ses anciens complices en 1998. En vain, puisque les cinq motards ont été acquittés et libérés. Aimé Simard, qui s'était avoué coupable de trois meurtres et de trois tentatives de meurtre, doit purger sa peine de prison à vie à Port-Cartier.

« Je me sens traqué, confiait-il en 2001 à La Presse. Les autres détenus

me cherchent noise et je me bute à la bureaucratie du service correctionnel. (...) C'est vrai que j'ai viré ma veste, mais je tiens à tourner la page sur mon passé. »

Elisa Simard a rendu visite à son fils tous les mois à Port-Cartier. Une fois transféré à Prince Albert, Aimé Simard l'appelait habituellement chaque mois. « Ça faisait deux mois qu'il ne m'avait pas appelée, je me posais des questions, je ne pouvais pas le joindre », indique Mme Simard. Jusqu'à ce coup de fil en plein milieu d'une nuit d'été.

Dix mois plus tard, Elisa Simard a la tête pleine de questions. Comment se fait-il qu'un codétenu ait pu s'introduire, armé, dans la cellule de son fils ? Les gardiens de la prison savaient-ils qu'ils devaient exercer une surveillance particulière à son endroit ? Et surtout, où sont passés les effets personnels de son fils ? Aimé Simard lui avait dit qu'il travaillait à la rédaction d'un livre. « On nous a envoyé des choses, mais ils ont gardé son ordinateur, affirme la dame. Mon fils avait aussi des bijoux, des boucles d'oreilles en or que je lui avais achetées, je n'ai rien reçu. Il a dit qu'il avait un testament, son livre, et un compte en banque, mais je n'ai rien vu de tout ça. »

### L'enquête se poursuit

La Gendarmerie royale du Canada en Saskatchewan indique que l'affaire fait toujours l'objet d'une enquête, et que si des effets personnels n'ont pas été retournés à la famille du défunt, c'est qu'ils sont encore entre les mains de la police, indique la porte-parole Heather Russel.

Même chose pour le Bureau du coroner de la province, qui ne peut encore acheminer à la famille ni le rapport d'autopsie, ni celui du coroner, tant que la police n'aura pas terminé son enquête (si aucune accusation n'est déposée par les policiers, le co-

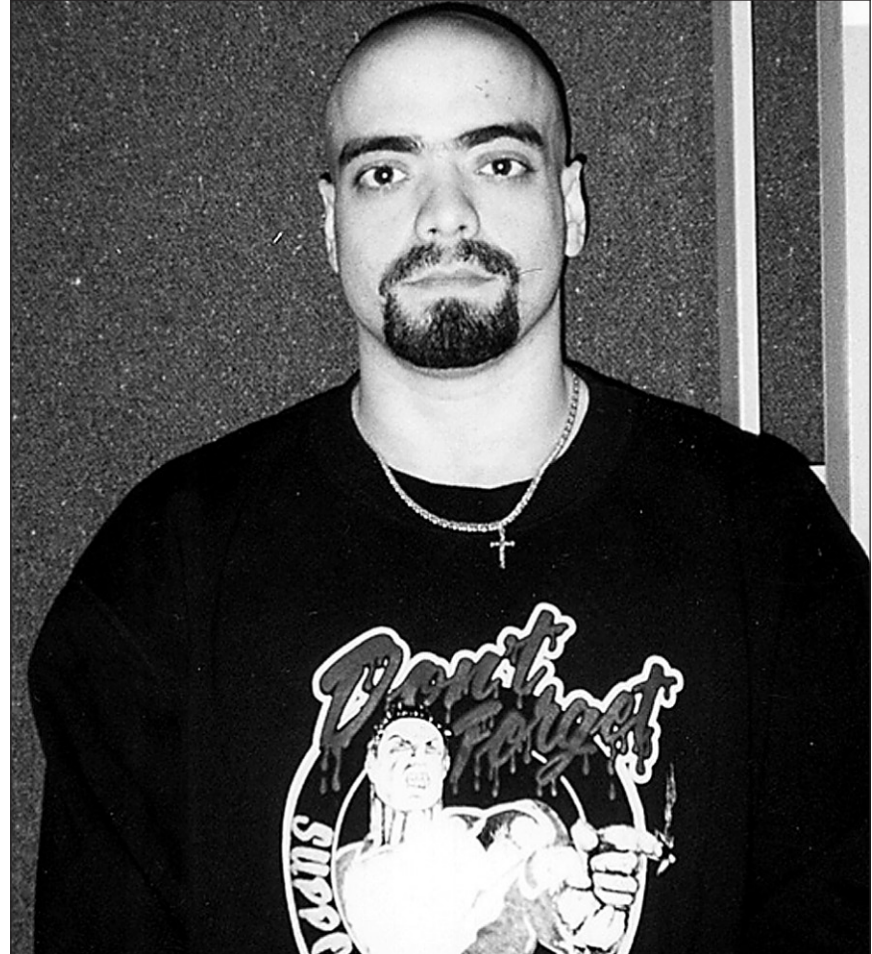


PHOTO FOURNIE PAR ALLÔ POLICE ©

Aimé Simard, ex-Rocker liquidé en juillet dernier au pénitencier de Port-Cartier.

roner entreprendra une enquête publique).

Pour Mme Simard, qui ne parle pas anglais, les informations lui parviennent au compte-gouttes et l'incompréhension demeure. « C'est pas normal ce qui est arrivé à mon fils, dit-elle. Et moi, je n'arrive pas à savoir ce qui se passe. »

« C'est inacceptable que la famille soit obligée de courir après l'information, dénonce le président de l'Association des témoins spéciaux du

Québec, Jim Boivin. C'est assez lourd comme ça, la simple décence serait de les renseigner. » L'Association dénonce les conditions de détention des témoins spéciaux dans les établissements carcéraux de la province. L'isolement où ils sont confinés finit parfois, comme pour M. Simard, par les pousser à demander un transfert dans un pénitencier fédéral, où les conditions sont meilleures mais où leur sécurité n'est plus aussi garantie.

## KIA PRÉSENTE

# PLUS QU'UNE GARANTIE



+ CHANGEMENTS D'HUILE ET DE FILTRE À VIE\*

**GARANTIE PARE-CHOC**  
À PARE-CHOC DE  
**5 ANS/100 000 KM<sup>S</sup>**  
**GARANTIE SUR LE GROUPE**  
MOTOPROPULSEUR DE  
**5 ANS/100 000 KM**  
**ASSISTANCE ROUTIÈRE**  
AVANTAGE PLUS DE  
**5 ANS/100 000 KM**

Caractéristiques	Toyota Echo LE 2004	Kia Rio S 2004
Portes	3	4
Versement initial/ Paiement de location	179 \$/993 \$	129 \$/1 395 \$
Taux de financement pour 48 mois	2,9 %	0 %
Chaîne AM/FM/CD stéréo	S/O	DE SÉRIE
Nombre de sièges	4	5
Garantie pare-chocs à pare-chocs	36 mois/60 000 km	60 mois/100 000 km
Assistance routière	36 mois/60 000 km	60 mois/100 000 km
Changement d'huile et de filtre gratuits	S/O	À VIE

## RIO S 2004



Modèle LS illustré\*

PDSF : 12 650 \$\*\*

LOCATION À PARTIR DE  
**129 \$\***  
PAR MOIS  
60 MOIS  
FRAIS DE LIVRAISON ET  
DESTINATION INCLUS  
**0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ**

**0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT**  
POUR UN MAXIMUM DE 48 MOIS

Faites un bon coup KIA  
L'événement



Kia est fière de commanditer MikeWeir.com



Partez devant.

Pour GAGNER, participez au concours Faites un bon coup Kia à [www.kia.ca](http://www.kia.ca)

Albi le Géant Kia  
Mascouche (450) 474-3333  
Kia de Granby  
Granby (450) 777-0332  
Kia Mario Blain  
McMasterville (450) 464-4551  
Kia St-Léonard  
St-Léonard (514) 256-1010

Boisvert Kia  
Blainville (450) 430-2223  
Gravel Kia  
St-Jean-sur-Richelieu (450) 347-2835  
Kia Montréal  
Montréal (514) 908-2300  
Kia Serge Morand  
St-Constant (450) 635-4610  
Kia de Sherbrooke  
Rock-Forest (819) 563-3737

Bourassa Kia  
Laval (450) 669-7040  
Kia Grenville  
Grenville (819) 242-0115  
Kia Repentigny  
Repentigny (450) 657-1031  
Kia Sorel-Tracy  
Tracy (450) 742-1542

Kia de Brossard  
Brossard (450) 671-5050  
Joliette Kia  
S.C.B. Joliette (450) 752-1952  
Royal Kia  
Lasalle (514) 595-6666  
Kia Trois-Rivières  
Trois-Rivières (819) 373-7300

Kia de Drummondville  
Drummondville (819) 478-2655  
Kia des Laurentides  
Lafontaine (450) 438-4438  
Kia St-Eustache  
St-Eustache (450) 623-9004  
Kia Valleyfield  
Valleyfield (450) 370-1130

Kia Gabriel  
Dollard-des-Ormeaux (514) 426-7777  
Kia Longueuil  
Longueuil (450) 928-3000  
Kia St-Hyacinthe  
St-Hyacinthe (450) 774-3444  
Kia Victoriaville  
Victoriaville (819) 758-5054  
Ville-Marie Kia  
Montréal (514) 598-8800





# PIERRE FOGLIA

## Je ne déteste pas le dalaï-lama, pas du tout

Je vous ai trouvé pas mal gâgas avec le dalaï-lama. Même si j'étais en vacances, je vous ai vus vous prosterner. J'ai eu un peu honte, je dois dire. C'est drôle comme vous avez n'importe quoi. Arrive un type dans une robe orange qui vous dit, moi là, je suis la 14<sup>e</sup> réincarnation du « Boddhisattwa » et hop, aussi sec, vous lui baisiez le bas de la robe, et vous lui donnez le Nobel de la paix, même si vous n'avez aucune foutue idée de quoi y cause.

Voulez je vous dise, pour moi, le dalaï-lama c'est comme la mer. Je dis toujours que je déteste la mer. Mais je ne déteste pas la mer. Je déteste les gens au bord de la mer. Je déteste l'épicière sur son matelas pneumatique, je déteste ce que sont devenus les bords de toutes les mers, mais la mer elle-même, j'en ai rien à foutre. Pareil le dalaï-lama, rien à foutre. Mais je déteste Richard Gere. Je déteste l'association Laval-Tibet qui n'existe sans doute pas. Une fois, je suis allé pédaler au Tibet, et dans notre groupe, il y avait des gens de Laval. On est parti de Lhassa en vélo pour se rendre à Katmandou au Népal, l'expédition a mal tourné, mais la première semaine, on a pédalé le Tibet, Qüxü, Nagarzé, les hauts plateaux désertiques himalayens, de temps en temps on croisait des nomades

qui se traînaient à genoux dans la poussière vers quelque temple, les petits enfants nous tiraient la langue, c'est leur façon de dire bonjour. Les gens de Laval dont je vous parle étaient très jeunes, parents catholiques, grands-parents catholiques, une soeur missionnaire au Nicaragua. Comment ont-ils pu devenir bouddhistes à 22 ans, sans être pratiquement jamais sortis de leur sous-sol de Pont-Viau ? Fouille-moi.

Que dis-je, bouddhistes ! Ce serait trop simple. Bouddhistes tibétains ! (on dit plus couramment : lamaïque) Les bouddhistes tibétains ou lamaïques représentent moins de 1 % des bouddhistes du monde. Ce sont les moins spirituellement évolués des bouddhistes, plus portés sur la magie que sur la sagesse, des réformistes sectaires comme on en trouve à l'intérieur de toute les grandes religions. Je me revois pédaler à côté des Lavallois et leur dire tant qu'à prendre la religion pour un sport extrême, pourquoi pas rejoindre les juifs à boudins d'Outremont ? C'est aussi une minorité à l'intérieur d'une grande religion, et ça vous ferait bien moins loin pour aller en pèlerinage.

Mais le tibétain de Laval est d'abord un croisé qui veut combattre les vilains oppresseurs chinois. On n'est pas fait pour s'entendre. Moi, au Tibet, j'ai surtout

aimé les Chinois. Les seuls Tibétains qui m'ont fait tripper, ce sont ceux que j'ai rencontrés aux Indes, des jeunes en révolte contre la diaspora, volontairement déconnectés de leur culture tibétaine, critiques à l'égard du dalaï-lama et de l'obscurantiste théocratie dont il cultive le souvenir.

Mais comme je vous disais, je ne déteste pas le dalaï-lama lui-même, j'en ai rien à foutre. Je déteste Richard Gere, les bouddhistes tibétains de Laval, la fausse sagesse, le lait de yak, le fromage de yak, la confiture de yak, les sandales en cuir de yak et le tourisme métaphysique.

**MONTRER L'HORREUR** — La décapitation filmée du jeune entrepreneur américain de 26 ans, Nicholas Berg, en plus de susciter l'horreur, a suscité de grands débats sur la torture, la haine, sa représentation et sa projection dans les médias. Cela n'empêchera pas la barbarie de se répéter, mais il y a quand même dans cette mobilisation planétaire des consciences, dans cette unanimité contre l'horreur, un petit quelque chose de reconfortant sur l'homme au moment précis où on en désespérait.

Ce que je veux ajouter, ici, c'est que cette mobilisation à propos d'une décapitation arrive bien tard.

On a décapité des innocents en

Algérie depuis le début des années 90 jusqu'à tout récemment. Cet hiver encore. Qui ça, on ? Le GIA, les Groupes islamistes armés. Je parle de MILLIERS d'innocents. Oui, oui décapités exactement comme Nicholas Berg. Avec un grand couteau. On sait par les confidences des repentis que les bouchers sont le plus souvent afghans. Démobilisés après la guerre contre les Soviétiques ils sont allés reprendre du service en Algérie. Ils ont été incorporés aux commandos qui dressent des barages sur les routes, en particulier dans le triangle de la mort dans le sud d'Alger. Les commandos arrêtent les autos et les chauffeurs et leurs passagers suspectés de n'être pas des bons musulmans sont confiés au boucher afghan qui les exécute sur place. Les commandos investissent des villages entiers, égorgent les pauvres paysans qui n'ont pas payé l'impôt révolutionnaire. Et leur femmes. Et leurs enfants. Pourquoi au couteau ? Parce que le sang doit couler pour la purification des apostats.

Depuis 1992, des milliers d'innocents immolés par décapitation.

Mais jamais la communauté internationale ne s'était mobilisée contre cette barbarie comme elle le fait maintenant. Mais non ce n'est pas parce que Berg est américain.

C'est parce qu'elle a vu.

J'entendais que vous vous demandiez s'il convenait que les médias montrent de telles horreurs ?

**LA HAINE DE L'AUTRE** — *Peu à peu, le nationalisme indien en est venu à se confondre avec le nationalisme hindou, lequel se définit non pas par le respect de lui-même, mais par la haine de l'autre.*

C'est ce que dit de l'Inde, son pays, l'écrivain et militante féministe Arundhati Roy, auteur du *Dieu des Petits Riens* (un roman décevant même si tout le monde a dit que c'était génial après qu'il eut reçu le Booker Price en 1997. Par contre M<sup>me</sup> Roy est une essayiste politique passionnée et passionnante, émule de Noam Chomsky auquel elle rend un vibrant hommage dans un recueil d'articles politiques que je vous recommande bien avant son roman, cela s'appelle *L'Écrivain-militant* chez Folio documents). Excusez la longue parenthèse, revenons à l'Inde où M<sup>me</sup> Sonia Gandhi a renoncé hier devenir premier ministre, même si le poste lui revenait de droit après avoir mené son parti à une renversante victoire aux récentes élections législatives, victoire remportée sur les hindouistes précisément.

D'origine italienne — veuve du premier ministre Rajiv Gandhi — Sonia Gandhi a fini par reculer devant la *haine de l'autre*.

## Enseignement: criminels s'abstenir

PRESSE CANADIENNE

**QUÉBEC** — Les personnes possédant des antécédents criminels graves ne pourront plus obtenir un permis d'enseignement au Québec, en vertu d'un projet de règlement étudié par le ministre de l'Éducation, Pierre Reid.

Ce règlement dresse une liste

d'infractions. Toute personne reconnue coupable d'avoir commis une de ces infractions ne pourrait recevoir de permis d'enseignement, à moins d'avoir « obtenu le pardon ou la réhabilitation », précise le projet de règlement, qui vient d'être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

La liste comprend des infractions

d'ordre sexuel, notamment avec des enfants à l'étranger, des infractions contre l'ordre public comme la piraterie, le détournement d'avion, la fabrication d'explosifs, le braquage de banques, le proxénétisme, les infractions relatives aux maisons de débauche, le vol qualifié et l'extorsion, l'importation de drogues, l'enlèvement ou

l'abandon d'enfants, etc.

Les futurs enseignants devront, à l'embauche, signer une déclaration affirmant qu'ils ne font l'objet d'aucune condamnation relative aux infractions mentionnées.

« Nous voulons vérifier s'il y a un consensus social qui existe sur les crimes incompatibles avec la fonction d'enseignant », a expliqué Julie Gosselin, sous-ministre adjointe au ministère de l'Éducation.

Il est important de noter qu'il s'agit d'un projet de règlement, qui n'est donc pas en vigueur. Le mi-

nistère de l'Éducation dévoile le projet afin de connaître les réactions des milieux intéressés, dont les syndicats d'enseignants.

On demande aussi à la Commission des droits de la personne de se pencher sur la compatibilité d'un tel règlement avec la Charte des droits.

La procédure utilisée par le ministre Pierre Reid prévoit un délai d'au moins 45 jours au cours duquel toute personne intéressée à commenter le projet pourra le faire par écrit auprès du ministre.

## Une policière de Gatineau poursuit cinq pompiers

Ses ébats amoureux diffusés dans la caserne

JEAN-FRANÇOIS PLANTE  
LE DROIT

Une policière de Gatineau intente une poursuite civile de 120 000 \$ contre un pompier, quatre de ses collègues et la Ville de Gatineau après que ses ébats amoureux eurent été écoutés sur le téléphone haut-parleur de la salle commune d'une caserne de la région en mai 2001.

Parce qu'il aurait voulu faire rigoler ses collègues de la caserne 5, le pompier Dominic Hughes, dans un geste planifié, aurait activé son téléphone cellulaire de telle sorte que ses collègues puissent entendre les ébats de la policière sur le téléphone haut-parleur de la caserne.

Selon les détails de la mise en demeure, l'événement se serait produit le soir du 4 mai 2001. Ce soir-là, la policière Isabelle Bélair avait une relation sexuelle avec Dominic Hughes et, à l'insu de la policière, les ébats étaient captés par le téléphone cellulaire de l'accusé. Avec la complicité de ses collègues, ces ébats auraient été amplifiés par le téléphone haut-parleur de la caserne.

C'est ainsi que les pompiers David Gonnet, Sylvain Lessard, Stéphane Miville et Stéphane Denis auraient entendu l'acte intime que partageait la victime et le défendeur. Selon la requête, M<sup>me</sup> Bélair n'aurait été mise au courant de la « plaisanterie » que deux semaines plus tard, vers le 19 mai.

Par la suite, l'événement aurait été raconté de l'un à l'autre, au point où tout le service de police et celui de la protection des incendies auraient été mis au courant.

Depuis le 4 mai 2001, la plaignante aurait été victime de commentaires irrespectueux, de railleries portant atteinte à sa réputation, à sa dignité et à son intégrité physique et psychologique.

De plus, un second événement se serait produit le 30 juillet 2002. Alors que la policière était sur les lieux d'un incendie et qu'elle se trouvait à l'intérieur du bâtiment, des pompiers auraient volontairement mouillé le siège de sa voiture, se moquant à nouveau d'elle.



### le complet stretch tropical 199.95

Une valeur vraiment exceptionnelle pour un complet léger, 94% polyester 6% spandex qui vous offre une tenue impeccable pendant la saison chaude. Style deux boutons, pantalon sans plis. Ivoire, marine, noir. 36 à 46. Rég. 250.00 Chemise 98.00, cravate 85.00

3230087A



### la chemise fleurs en rayures 59.95

Un style pure mode qui combine les deux imprimés vedettes de l'été. Pur coton, col évasé, poignets boutonnés. Tons de bleu sur blanc ou choco sur blanc. 15 à 17 1/2. Rég. 85.00 Cravate 59.95



### le polo zip coton mercerisé 39.95

Le pur coton mercerisé est reconnu pour sa texture exceptionnelle, son grand confort et sa tenue durable...c'est vraiment un essentiel d'été. Une exclusivité du 31. Blanc, sable, noir. P.m.g.tg.tg. Rég. 60.00



POLITIQUE

# Alcoa: Québec dépose une nouvelle offre

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC – Le gouvernement Charest attend la réponse d'Alcoa d'ici une semaine sur l'offre faite à l'aluminerie hier afin de soutenir la modernisation de son usine de Baie-Comeau tout en y sauvegardant un maximum d'emplois.

Sans préciser les détails de l'offre, le ministre des Ressources naturelles, Pierre Corbeil, a indiqué en fin de journée qu'elle était « bénéfique » pour la région de la Côte-Nord et « équitable » pour l'entreprise.

En entrevue téléphonique, M. Corbeil a précisé qu'Alcoa profitera d'un « approvisionnement électrique fiable, à long terme et d'une quantité suffisante ». Il ne saurait être question, dit-il toutefois, d'ainsi mettre en péril l'équilibre énergétique du Québec.

« Il y a des tarifs qui existent et il y a des ententes signées avec des entreprises comparables. On ne peut pas aller dans le sens d'une surenchère », précise M. Corbeil en faisant allusion aux engagements qu'avaient pris le gouvernement précédent du Parti québécois envers Alcoa.

L'aluminerie s'attend toujours à recevoir 175 mégawatts supplémentaires au tarif « L » d'Hydro-Québec pour son usine modernisée. Les échanges avec Québec portent sur « la stabilité de l'évolution de ce tarif dans le temps », un tarif industriel qui se situe en ce moment à 4 cents le kilowattheure.

L'offre déposée par le gouvernement Charest, souligne le ministre Corbeil, est une « très bonne offre, dans laquelle il y a des choses immuables et d'autres qui ne le sont pas ».

**Pas aussi loin**

Sur le plan financier, le gouvernement actuel n'irait pas aussi loin que le précédent avec un prêt sans intérêt de 170 millions de



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES CP ©

Hier, le dossier d'Alcoa a donné lieu à un long échange virulent à l'Assemblée nationale entre le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, et le premier ministre Jean Charest.

dollars, mais tout dépendrait des emplois créés par Alcoa et sauvegardés après la modernisation de l'usine.

Québec aurait demandé à l'entreprise que les pertes éventuelles d'emplois se fassent par attrition et non par mises à pied dans une usine qui représente 2700 emplois directs et indirects à Baie-Comeau.

Le maire de la ville, Ivo Di Piazza, s'est dit satisfait de sa brève rencontre avec le premier ministre Jean Charest hier à Québec et de sa plus longue réunion avec quatre autres ministres du cabinet. « Il y a une reprise soutenue des

négociations et j'ai senti que les gens du gouvernement ne veulent pas s'éterniser autour de ça. Les pressions qu'on fait portent fruits », estime le maire.

« On est très sensible au maintien et à la création d'emplois afin que le projet d'Alcoa se réalise dans son ensemble », a ajouté le ministre Corbeil en résumant les informations qu'il a transmises aux représentants de Baie-Comeau.

**Des échanges musclés**

Plus tôt hier, le dossier d'Alcoa avait donné lieu à un long échange virulent à l'Assemblée nationale

entre le premier ministre Jean Charest et le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry.

M. Charest a accusé le gouvernement péquiste d'avoir « dilapidé » pendant trop longtemps des fonds publics et les ressources naturelles du Québec en donnant des cadeaux aux investisseurs privés. « L'intervention de l'État doit être l'exception et non la règle », a-t-il répondu au chef péquiste Bernard Landry qui lui demandait de rencontrer les leaders de Baie-Comeau pour leur « dire en plein face » que le gouvernement ne comptait pas mettre un sou de plus dans ce projet majeur pour la relance de la Côte-Nord.

LES DÉFUSIONS EN BREF

En attente à Québec

Il ne risque pas d'y avoir de bataille à l'hôtel de ville de Québec ce soir, au moment du dévoilement des résultats des signatures de registres ; les défusionnistes auront tout le plancher puisque le maire Jean-Paul L'Allier et ses conseillers ont décidé d'attendre les résultats officiels de vendredi avant de commenter. La grande salle du conseil risque malgré tout d'être bondée puisqu'elle sera le seul lieu où seront diffusés les résultats provisoires des registres et les lieux des futurs référendums. Les militants défusionnistes de toutes les anciennes villes, les citoyens en général et les médias pourront voir s'afficher les résultats sur deux écrans géants après qu'ils aient été acheminés au greffe de la Ville, soit autour de 19 h 30. « Les résultats vont rentrer par téléphone au fur et à mesure que la compilation sera faite dans les bureaux de registres et on va les afficher par ville », explique Jacques Perron, porte-parole de la Ville de Québec. Les résultats des petites villes seront certainement les premiers à être diffusés, puisque la compilation est moins longue à faire. Selon plusieurs estimations, il pourrait y avoir des référendums dans plus ou moins six anciennes villes sur 13. Le maire de Québec et chef de file des profusion, Jean-Paul L'Allier, devrait être invisible ce soir, puisque, selon son porte-parole, Richard-Pierre Caron, il souhaite prendre le temps d'analyser les résultats. « Le maire ne veut pas faire de commentaires à chaud, dit M. Caron. Les enjeux pour la région sont trop importants. » Il faudra donc attendre à demain matin pour obtenir ses réactions. Une fois les résultats provisoires connus, l'équipe de la greffière de la Ville, Josette Tessier, effectuera une vérification des listes, jusqu'à tard dans la nuit s'il le faut, pour s'assurer de la validité de tous les résultats. Le Soleil

Des résultats gonflés, selon le maire de Gatineau

Le maire de Gatineau, Yves Ducharme, accuse les défusionnistes de gonfler les résultats des registres référendaires. « Je pense que, des fois, il se compte deux pattes au lieu d'une », a-t-il lancé dans une boutade, hier matin. La période de signature des registres se termine ce soir. La Ville a refusé de dévoiler les résultats avant la toute fin, si bien que ce sont les défusionnistes qui ont fourni jusqu'ici des mises à jour quotidiennes aux médias. Hier, le maire Ducharme a accusé les défusionnistes de gonfler les résultats dans le but d'inciter les gens à aller voter. Avant-hier, l'organisateur défusionniste du secteur Gatineau, Pierre Durand, a déclaré aux journalistes qu'à un certain moment, une file de 250 personnes attendaient pour signer le registre à la Maison de la culture de Gatineau. Or, en entretien avec *Le Droit* hier après-midi, la responsable de ce bureau de scrutin a formellement nié l'information. « C'est faux, complètement faux. La plus longue file que nous avons eue, c'est, au plus, une dizaine de personnes », a-t-elle déclaré sous le couvert de l'anonymat. Avant-hier, les défusionnistes de ce secteur insistaient aussi pour dire que le système informatique avait planté, surchargé en raison du trop grand nombre de signatures à rentrer en même temps. « Ça aussi c'est faux, a dit la responsable. C'est un orage qui a causé des problèmes à notre système informatique. Internet ne fonctionnait plus. » De leur propre aveu, les défusionnistes ont toutes les misères du monde à obtenir des résultats exacts et fiables. Dans le secteur Hull, c'est une dame de 90 ans qui faisait le compte des signataires, hier après-midi. Un référendum sur la défusion se tiendra si au moins 10 % des électeurs inscrits ont signé le registre. Les défusionnistes ont affirmé que ce seuil a été atteint à Masson-Angers et Buckingham. La stratégie de gonfler délibérément les résultats est une arme à double tranchant, selon des observateurs. En donnant aux électeurs l'impression que la victoire est acquise, on risque de les convaincre de rester chez eux, ce qui n'est pas l'effet désiré ! Le Droit

Espoir à La Baie

Pendant qu'on jette pratiquement l'éponge à Chicoutimi, les défusionnistes de La Baie gardent espoir. « Ce n'est pas gagné, mais ce n'est pas perdu », a lancé Réjean Simard, en prenant connaissance des derniers résultats de la journée. À 24 heures de la fermeture des registres, les tenants du Oui à La Baie ont réussi à franchir presque la moitié du chemin de la séparation d'un référendum. « C'est faisable, mais il faudra travailler fort », poursuit l'ancien maire sans se décourager. Le Quotidien

## LORSQUE VOUS EN OBTENEZ PLUS

- Moteur 2,4 litres à DACT
- Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques
- Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs
- Climatiseur
- Régulateur de vitesse
- Transmission automatique SHIFTRONIC<sup>MC</sup>
- Télédévrouillage avec alarme
- Et beaucoup plus!

## À UN PRIX MOINDRE... VOUS ÊTES GAGNANT!



### Sonata GL

EN LOCATION à partir de **205\$\*** par mois/60 mois

**0\$** DÉPÔT DE SÉCURITÉ

**0%** FINANCEMENT À L'ACHAT DISPONIBLE JUSQU'À 60 MOIS

**ACHETEZ ET ROULEZ SANS PAYER PENDANT 1 AN**  
(AUCUN COMPTANT, AUCUN PAIEMENT MENSUEL PENDANT 12 MOIS)

Photo à titre indicatif seulement. \* Paiements de location basés sur un contrat de 60 mois pour la SONATA GL 2004 à partir de 205 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 60 mois est de 15 295 \$. Comptant de 2 995 \$, aucun dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 60 mois. Un report de paiement d'un an (360 jours) est offert pour tous les véhicules neufs 2004. Aucuns frais d'intérêt ne s'appliquent aux 335 premiers jours suivant la prise de possession d'un véhicule participant par son propriétaire. Après ces 335 jours, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur doit payer mensuellement le capital et les intérêts au taux de 7,99 % par année jusqu'à la fin du contrat. Le premier paiement est dû le 366e jour après la livraison du véhicule. La durée de contrat maximum est de 48 mois, sans compter le report de paiement de 12 mois. Un versement initial ou un échange peuvent être requis. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2004. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre supplémentaire. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison d'ici au 31 mai 2004.

**LA MEILLEURE GARANTIE AU PAYS**

**7 ans/120 000 km**  
Groupe motopropulseur

**5 ans/100 000 km**  
Garantie globale\*

**5 ans/100 000 km**  
Assistance routière

L'assistance routière 24 heures comprend : livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.

**HYUNDAI**  
*Gagnant*

www.hyundaicanada.com

**PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLOMÉS**

LES PARTENAIRES HYUNDAI

\*La garantie globale de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous des conditions normales d'utilisation et d'entretien. En vigueur pour les véhicules vendus le ou après le 22 mars 2004. Voir le concessionnaire pour les détails.

# Où vont les registres?

FRANÇOIS CARDINAL

Mais où vont les livres des registres sur les défusions le soir venu? Le maire Gérald Tremblay a-t-il accès à ces documents d'une grande importance, contrairement aux défusionnistes?

Lors d'un point de presse d'une grande agressivité, hier dans l'arrondissement de Saint-Laurent, Maria Tutino, une des deux porte-parole des citoyens en faveur de l'éclatement de Montréal, a mis en doute la crédibilité du processus d'enregistrement en cours depuis dimanche. La veille, un important lieutenant de l'administration Tremblay a également douté du processus.

« Il n'y a aucun défusionniste dans les bureaux de registres, a-t-elle précisé. Les livres vont quelque part le soir, mais seule la Ville de Montréal sait où ils vont puisqu'elle est responsable du processus. On ne dit pas que c'est croche, mais on se pose des questions. »

Il est impossible que le maire ou tout employé de son cabinet ait accès aux registres, a répondu Patrick Doyon, porte-parole de la Ville pour la question des registres. « À 19 h, chaque registre est scellé sous enveloppe, a-t-il précisé. Je ne peux pas vous dire où ils vont après. Tout ce que je peux dire, c'est que c'est dans un endroit sécuritaire. »

Mardi, le maire de l'arrondissement de Saint-Laurent et membre du comité exécutif de la Ville, Alan DeSousa, a soutenu que sa confiance avait été « ébranlée » après le congédiement de deux travailleurs affectés aux registres, lundi. Ce qui ressemble à une tactique pour faire « gonfler le nombre de signatures », « ça affecte la crédibilité du résultat », a-t-il ajouté en entrevue au *Devoir*.

Lundi, deux employés affectés à la signature des registres à Saint-Laurent ont été congédiés parce qu'ils auraient fraudé en permettant à des personnes qui ne figuraient pas sur la liste électorale de signer les registres.

Hier, des citoyens en faveur du démembrement de leur ancienne municipalité ont invité les journalistes à Saint-Laurent, un secteur chaud de l'île qui viendrait tout juste de franchir le cap du 10 % de signatures, pour lancer un message aux citoyens : allez signer, peu importe que vous soyez pour ou contre la défusion.

Cette conférence de presse a eu lieu dans un minuscule local surchauffé du Comité pour recréer Saint-Laurent (CRSL). Et il n'est pas ici question de la température de la pièce. Plusieurs des défusionnistes présents ne sont pas gênés pour invectiver les journalistes pendant et après l'événement, que ce soit pour des articles précédemment publiés ou pour des questions posées aux porte-parole.

« Vous sentez peut-être qu'il y a de la frustration, a reconnu M<sup>me</sup> Tutino, de l'arrondissement de Baie-d'Urfé. Il faut comprendre que ça fait trois ans qu'on attend ce moment. » Après le point de presse, son collègue de Montréal-Est, Daniel Fournier, est même venu s'excuser pour le comportement des différentes personnes présentes.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

À Brossard, où de nombreux citoyens sont allés signer les registres dimanche dernier, il y aura vraisemblablement un référendum le 20 juin prochain, l'ancienne ville de la Rive-Sud estimant avoir obtenu le nombre de signatures nécessaire.

## DÉFUSIONS MUNICIPALES

# Les ex-villes de Saint-Laurent et Anjou au coeur d'une guerre de chiffres

Les résultats officiels de la signature des registres seront dévoilés ce soir

FRANÇOIS CARDINAL ET SÉBASTIEN RODRIGUE

Anjou et Saint-Laurent ont-elles basculé du côté des défusionnistes? Hier, ces deux ex-villes, devenues de véritables symboles pour l'administration Tremblay, étaient au coeur d'une guerre de chiffres entre les camps du Oui et du Non.

Selon des données non officielles, l'île de Montréal pourrait être le théâtre d'au moins 16 référendums sur le démembrement le 20 juin. Mais cela exclut Anjou et Saint-Laurent, qui pourraient bien s'ajouter demain soir.

Selon diverses sources des deux camps, le comptage manuel qui s'effectue depuis dimanche devant les bureaux des deux ex-municipalités révèle que chacune d'entre elles auraient déjà droit au référendum. Le seuil de signatures de 10 % aurait été atteint dans la journée d'hier.

« J'espère que vous n'allez pas tomber dans le panneau du camp du Non, a lancé le maire de l'arrondissement d'Anjou, Luis Miranda. Il nous manque encore des signatures et aujourd'hui (hier),

c'était mort autour des bureaux de registre. »

Nos sources sont pourtant formelles : le nombre de signatures excède de quelques centaines le chiffre magique de 2997. « Anjou et Saint-Laurent, c'est fait », a indiqué une source du camp du Non, visiblement désolé de la tournure des événements.

« L'objectif du camp du Non, c'est que les gens cessent d'aller voter, a rétorqué M. Miranda. De toute façon, il est impossible qu'ils aient le bon chiffre puisque le plus gros bureau est à la bibliothèque et il est impossible de savoir parmi ceux qui entrent dans l'édifice qui le fait pour signer. »

Même son de cloche dans l'arrondissement de Saint-Laurent où le principal bureau de registre est à l'hôtel de ville. Selon les chiffres non officiels, les livres contiendraient tout près de 6000 signatures alors que le seuil est de 5653. Le 10 % est donc atteint. « Je ne peux pas dire ça, a répondu Bernard Paquet, ancien maire de Saint-Laurent. Je ne suis pas sûr de l'avoir atteint. On a bon espoir de l'avoir, mais on va

le savoir demain soir seulement. »

Martin Dumont, le directeur de l'organisation de l'UCIM, le parti du maire Tremblay, n'a pas voulu confirmer non plus les chiffres recueillis par ses bénévoles et fournis à *La Presse*. « On ne peut pas confirmer qu'Anjou et Saint-Laurent ont franchi le seuil de 10 %, a-t-il dit. Les résultats seront connus demain soir. »

Ces résultats décevants pour les partisans de la nouvelle ville n'ont pas surpris le maire de l'arrondissement de Dorval, Peter Yeomans. Il croit que les registres ont servi de soupape aux citoyens frustrés par les fusions municipales. « Je crois que c'est une réaction à deux années de répression d'un gouvernement qui les a fusionné de force », dit-il.

M. Yeomans estime que les citoyens comprennent mal les enjeux entourant la reconstitution des villes, notamment les impacts sur la gouvernance, les finances et les relations avec les syndicats. Optimiste, le maire de l'arrondissement de Dorval croit que les défusionnistes se laisseront convaincre d'ici le 20 juin.

M. Yeomans, l'un des ténors du maire Gérald Tremblay dans l'Ouest-de-Île, martèle que son administration a « mis la hache » dans la loi 170 sur les fusions municipales pour la remplacer par une formule plus souple avec le projet de loi 33. « La défusion est déjà gagnée parce que nous avons mis la loi 170 à la poubelle », dit-il.

Le maire de l'arrondissement de Dorval soutient qu'il fera campagne pour faire contrepoids aux défusionnistes, notamment à Dorval et à Pointe-Claire. Ceux-ci sont très actifs à Dorval où le seuil de 10 % des signatures nécessaires a été atteint durant la deuxième journée de tenue des registres, selon des résultats non officiels.

Par ailleurs, il y aura vraisemblablement des référendums dans cinq anciennes villes sur la Rive-Sud. D'après un décompte manuel, les comités du Oui de Saint-Bruno, Saint-Lambert, Boucherville, Brossard et Greenfield Park affirment avoir obtenu le nombre de signatures nécessaire. Les résultats officiels seront dévoilés ce soir.



CONCOURS  
**GAGNEZ  
à  
COMPARER**

Venez vous aussi faire l'essai routier d'un modèle Pontiac, Buick ou GMC et courez la chance de le gagner.\*



« La Grand Am offre une expérience de conduite à en donner la chair de poule. »  
— M. Forget, Montréal

**PONTIAC GRAND AM SE**  
4 portes

**188 \$**/mois\*\*

Terme de 48 mois à la location  
Transport et préparation inclus

— OU —

**0 %** FINANCEMENT  
À L'ACHAT†

- Moteur ECOTEC DACT 4 cyl. d'aluminium 2,2L de 140 HP • Boîte manuelle 5 vitesses Getrag • Climatiseur • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD
- Portes et ouvre-coffre à commandes électriques • Banquette arrière repliable divisée 60/40

PONTIAC LA PASSION DE CONDUIRE

PONTIAC  
BUICK  
GMC

Tirage du prix : 19 juillet 2004.

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf Grand Am (2NE69/1SA/AM9/VK4) 2004 en stock. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. \*Prix : le véhicule Pontiac, Buick ou GMC essayé par la personne gagnante, et indiqué sur le bulletin pigné, jusqu'à concurrence d'un montant de 35 000 \$, taxes incluses. Aucun achat requis. Concours ouvert aux résidents du Québec âgés de 18 ans ou plus. Règlement disponible chez les concessionnaires GM participants et au 1 800 463-7483. Concours du 5 mai au 25 juin 2004. Limite de deux participations par personne. Photos à titre indicatif seulement. \*\*À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial de 1 967 \$ ou échange équivalent. À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. †Taux de financement à l'achat de 0 % pour des termes allant jusqu'à 48 mois. Cette offre est exclusive et ne peut être jumelée à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à moindre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.



POLITIQUE

# Québec aura ses congés parentaux

Les ministres Claude Bécharard et Joe Volpe signeront l'entente demain

DENIS LESSARD

**QUÉBEC** — Le Québec devrait avoir son programme distinct de congés parentaux à compter de janvier 2006, estime le ministre québécois de l'Emploi, Claude Bécharard, confirmant la signature demain d'une entente de principe avec son homologue fédéral, Joe Volpe.

Le programme québécois sera plus généreux, les deux semaines de délai de carence disparaîtront, la couverture passera de 15 semaines à 55 % d'un revenu plafonné à 39 000 \$ à 18 semaines à 70 % d'un revenu porté à 53 500 \$ pour les prestations de maternité, par exemple. Le programme québécois vise aussi à couvrir les 8000 tra-

vailleuses autonomes — 3700 naissances cette année.

Un exemple : une travailleuse qui aurait un enfant sous le régime actuel, avec un salaire de 52 000 \$, obtiendrait 21 000 \$ en prestation de maternité. Avec les nouveaux barèmes mis en place en 2006 elle obtiendrait 31 500 \$.

« C'est une bonne nouvelle pour les familles », soutenait hier M. Bécharard constatant « l'ouverture » du gouvernement Martin pour les revendications fort anciennes du Québec.

**Annnonce électorale**

« Une bonne nouvelle pour la famille libérale », a ajouté Jonathan Valois, critique du PQ dans ce dos-

sier pour qui seule l'imminence des élections a poussé Ottawa à conclure une entente avec le gouvernement Charest.

L'entente de principe devra se transformer d'ici février 2005 en accord définitif — beaucoup de données devront être colligées avant la mise en place du régime, a dit M. Bécharard, expliquant le report de l'application à 2006. Jusqu'ici on s'est entendu sur une formule qui, appliquée aux données de 2003, permettrait à la Régie des rentes de récolter 852 millions de plus auprès des travailleurs, Ottawa acceptant par cette entente de réduire d'autant ses cotisations d'assurance-emploi.

Selon les calculs, la part fédérale sera entre 650 et 800 millions sur un programme qui coûtera au total entre 850 millions et un milliard. Québec devra mettre plus d'argent ou faire grimper les cotisations des assurés et des employeurs pour son régime plus généreux.

Hier, M. Bécharard n'a pas voulu

donner de chiffres quant à l'application de la formule convenue en 2005 ou 2006.

**« La meilleure entente »**

À l'Assemblée nationale, l'entente avec Ottawa a permis à Bernard Landry de décocher des traits. Si le gouvernement Charest « veut qu'on le félicite, il faudra d'abord qu'il nous félicite d'avoir eu l'idée, d'avoir déposé le projet et de l'avoir défendu en Cour d'appel », a lancé M. Landry.

Aux péquistes qui soutenaient que l'entente n'était que la conclusion d'une démarche entamée en 1996 par Lucien Bouchard pour la mise en place d'une politique familiale, M. Bécharard a répliqué que les parents auront eu à attendre « neuf ans sous le Parti québécois contre une sous les libéraux ».

Selon M. Bécharard, le Québec n'a pas négocié à rabais pour en arriver à un accord avant les élections fédérales, « élections ou pas, on a la meilleure entente possible » insis-

taut-il. « Je n'aide pas Paul Martin, j'aide les familles », a précisé M. Bécharard. L'entente prévoit aussi que la cession de ce champ d'intervention par Ottawa n'est pas réversible, et que le Québec pourra modifier son programme pour le bonifier sans avoir à obtenir chaque fois l'aval d'Ottawa.

De passage à Québec, le ministre Denis Coderre a soutenu que l'entente « démontrait encore une fois que le gouvernement canadien et le gouvernement du Québec peuvent travailler ensemble pour réaliser des choses que le Bloc n'aurait pu réaliser ».

En dépit de l'entente, Ottawa maintient son appel du jugement de la Cour d'appel du Québec qui avait au début de l'année contesté la constitutionnalité du programme fédéral de prestations parentales. Pour le ministre Benoît Pelletier, même si la Cour suprême tranchait en faveur du fédéral, l'entente conclue cette semaine aurait préséance.



*Pointez-vous le nez, je sors les grands crus*

## TAXE SCOLAIRE

# Grogne au sein de la députation libérale

MARIO CLOUTIER

**QUÉBEC** — Plusieurs députés libéraux sont fort mécontents de la décision du ministre de l'Éducation, Pierre Reid, de ne pas étaler l'augmentation de la taxe scolaire cette année.

La colère gronde au sein du caucus montréalais des libéraux en raison d'une hausse moyenne de 22 % de la facture scolaire à Montréal, mais aussi chez les élus

d'autres régions également touchées par des évaluations foncières en hausse.

Les députés libéraux ont d'ailleurs obtenu du ministre Reid la tenue d'une rencontre extraordinaire à ce sujet qui devrait avoir lieu mardi prochain.

Avant-hier soir, lors de la rencontre hebdomadaire de l'aile parlementaire libérale, le ministre de l'Éducation a été pris à partie par quelques-uns de ses collègues qui

veulent le faire changer d'avis sur l'étalement de la facture de taxe scolaire, a appris *La Presse*.

« Disons que nous avons défendu l'intérêt de nos concitoyens », a reconnu simplement Henri-François Gauthrin, président depuis 15 ans du caucus de l'ouest de l'île et député de Verdun. Son homologue dans l'est montréalais, la députée d'Anjou, Lise Thériault, confirme le malaise. « C'est un sujet qui soulève beaucoup de questionnement et de mécontentement, a-t-elle dit avant d'ajouter à propos de l'étalement de la facture réclamée du ministre Reid : « Si cela a déjà été fait une première fois, on ne voit pas pourquoi ce ne serait pas fait à nouveau. »

Le ministre de l'Éducation a expliqué mardi que Montréal ne saurait représenter une « exception » au Québec quand l'évaluation foncière augmente comme c'est le cas cette année.

Selon lui, la métropole ne « perd pas au change » puisque sur les 21 millions dégagés par la hausse de taxe scolaire au Québec, 10 millions seront injectés dans une mesure spécifique pour les élèves provenant de milieux défavorisés à Montréal.

L'augmentation moyenne de 22 % à Montréal signifie que, pour une maison de 150 000 \$, la taxe scolaire passerait de 525 \$ à 640 \$ en 2004. Dans Notre-Dame-de-Grâce et sur le Plateau Mont-Royal, la hausse pourrait approcher 40 % pour une maison unifamiliale.

**L'appui de l'opposition...**

Les députés libéraux veulent donc obtenir du ministre Reid un étalement de la facture sur trois ans, comme c'était le cas sous la gouverne péquiste. S'ils réussissent, cependant, comme la date limite des dépôts de projet de loi est passée, ils devront obtenir l'appui de l'opposition officielle.

« Dans nos comtés, explique M. Gauthrin, les gens ne sont pas mécontents, ils sont en maudit. Notre travail de député c'est de convaincre le ministre d'étaler l'augmentation de taxes. »

Prévoyant la hausse de l'évaluation foncière à Montréal, le député de Verdun avait déjà écrit en mars au ministre Reid pour le sensibiliser à ce problème. En vain.

« Mais le caucus des députés libéraux n'est pas resté inactif, dit M. Gauthrin. Il y a une solidarité entre nous à ce sujet. On est d'abord les représentants de nos concitoyens. Un député ou un ministre n'existe pas tant qu'il n'est pas représentant de sa communauté. »

**FEDERAL AUCTION SERVICE**  
**ENCAN PUBLIC SANS RESTRICTION**  
 PLUS DE 100 ARTICLES ACQUIS PAR L'ENTREMISE DE  
**TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES**  
**DU GOUVERNEMENT CANADA**  
 BIJOUX ET MONTRES NON RÉCLAMÉS, ABANDONNÉS  
 SANS RÉSERVES PAS D'OFFRE MINIMUM

**AUTRES CONSIGNATEURS**  
 PLUS DE 100 ARTICLES, DE NOUVEAUX BIJOUX DE  
 GRANDE VALEUR, VENDUS À L'UNITÉ AU PLUS OFFRANT

BAGUE DE PLATINE POUR DAMES AVEC 15CTS DE SAPHIRS ET DIAMANTS, CERTIFIÉE NATURELLE. VALEUR ESTIMÉE \$350,000  
 PLUSIEURS BAGUES À DIAMANTS DE 1 À 5 CARATS, PERLES, RUBIS, BOUCLES D'OREILLES, BRACELETS, ÉMERAUDES, SAPHIRS, DIAMANTS, COLLIER, PLUSIEURS MONTRES ROLEX, CARTIER, PATEK PHILIPPE.

**ALLEZ À L'HÔTEL OMNI MONT-ROYAL**  
 1050 RUE SHERBROOKE OUEST, MONTREAL

**LE LUNDI 24 MAI 2004, À 14H PRÉCISES.**  
**INSPECTION PUBLIQUE ET INSCRIPTION À COMPTER DE 13H.**

Quelques réservations, additions et/ou suppressions peuvent s'appliquer. Les adjudicataires devront payer des frais de manutention de 15% plus TPS et TVQ. Paiement: comptant, cartes de crédit, Interac et chèques certifiés. Les articles peuvent ne pas être exactement comme montrés. Renseignements: (905) 458-9509. Federal Auction Service est la seule compagnie privée d'enchères enregistrée de ISO 9001:2000 au Canada. Chaque article est garanti authentique. Toutes les montres ont une garantie standard d'un an. Federal Auction Service n'est pas un organisme gouvernemental. © 2004 FAS

[www.federalauctionservice.com](http://www.federalauctionservice.com)

Jusqu'à lundi

# Économisez 10%

avec tout achat de 100\$ et plus

**SAQ**

18+ La modération a bien meilleur goût. Educ'Alcool

Achetez en ligne **SAQ.COM**

Offre en vigueur du jeudi 20 au lundi 24 mai 2004. 18 ans et plus. SAQ Dépôt et Comptoirs Vin en vrac inclus. Offre également disponible dans SAQ.COM. Titulaires de permis et agences de la SAQ exclus. Achats non cumulatifs. Cette promotion est applicable à tous les produits à l'exception des chèques-cadeaux SAQ et des bons-cadeaux « Les Connaisseurs ». Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion.

# Réservez 2 nuits\* et obtenez la 3<sup>e</sup> nuit gratuitement\*\*

\* 2 nuits ou deux forfaits par personne.  
 \*\* la 3<sup>e</sup> nuit est valide seulement pour la chambre.

**LE CHANTECLER**  
**HÔTEL LE CHANTECLER**  
 1-888-916-1616  
[www.lechantecler.com](http://www.lechantecler.com)

Cette offre est valable jusqu'au 31 août 2004. Sur réservation, selon disponibilité. Aucune autre offre promotionnelle ne pourra être jumelée à cette offre.

## Sages-femmes à domicile

**PRESSE CANADIENNE**

**QUÉBEC** — Les Québécoises pourront dorénavant accoucher à domicile avec l'aide d'une sage-femme. C'est ce qu'a annoncé hier le gouvernement du Québec, qui a cependant imposé certaines conditions. Les sages-femmes devront notamment s'assurer, avant la 36<sup>e</sup> semaine de grossesse, que le domicile choisi pour l'accouchement soit accessible par des ambulanciers et qu'il est situé à une distance raisonnable d'un établissement de santé. Un médecin aura également été prévenu.

Le Québec compte actuellement près de 70 sages-femmes qui effectuent le suivi d'environ 1000 grossesses normales par année.



# LES 5 JOURS FORD FOCUS

~~UN~~ ~~MAR~~ ~~MER~~ JEU VEN  
17 18 19 20 21

Applicable à toutes les Focus 2004

**3 PREMIÈRES  
MENSUALITÉS PAYÉES  
JUSQU'À 800 \$\***

Applicable à toutes les Focus 2004

**ENTRETIEN  
SERVICE DE QUALITÉ  
GRATUIT**

**OU**

**80 000 km/4 ans\*\***

Focus LX 2004

**179 \$/mois**

Location 48 mois<sup>†</sup>

**FAITES VITE  
PENDANT QU'IL Y A  
ENCORE DU CHOIX!**

De plus, profitez du concours

**CENT ANS  
ÇA SE FÊTE!**

100 véhicules à gagner<sup>††</sup>



**Bien pensé**

Ford Motor Company  
100 ANS AU CANADA  
ford.ca

Photos à titre indicatif seulement. \*Dépôt de sécurité (225 \$), mise de fonds de 2 795 \$ et première mensualité exigés à la livraison s'il y a lieu. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 80 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. \* Sur location ou sur financement à l'achat, jusqu'à un maximum de 800 \$ après taxes pour trois (3) mois. \*\* Protection entretien Service de qualité (PEP) normal sur location ou sur financement à l'achat recommandé par le conseiller pour une durée de quatre (4) ans ou un kilométrage de 80 000 km. Ces offres s'appliquent à des particuliers sur approbation du crédit de Crédit Ford. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. La mensualité annoncée inclut une remise taxable du constructeur de 800 \$. Les taxes sont calculées sur le plein prix de location avant la déduction de la remise. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre offre en vigueur, à l'exception de la remise aux diplômés ou du concours Cent ans ça se fête! pour lesquels certaines conditions s'appliquent. Ces offres d'une durée limitée s'adressent à des particuliers et s'appliquent uniquement aux véhicules neufs 2004 en stock et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Votre conseiller Ford peut louer moins cher. Voyez votre conseiller Ford pour obtenir tous les détails. \*\*Vingt (20) véhicules pour le Québec. Certains prix peuvent ne pas être attribués si aucun appel n'est effectué dans la minute précise déterminée au hasard pour ces prix. Plus de détails en consultant le règlement disponible chez votre conseiller Ford ou à ford.ca.

POLITIQUE

# Le budget ontarien embarrasse Martin

GILLES TOUPIN

OTTAWA – Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a planté une autre épine au pied de Paul Martin, mardi, en ne respectant pas sa promesse électorale de ne pas augmenter les impôts de sa province.

En présentant avant-hier le premier budget de son mandat, le gouvernement libéral ontarien, élu voici sept mois, a en effet annoncé la réintroduction d'une surtaxe pour l'assurance santé qui coûtera entre 300 \$ et 900 \$ par année à chacune des familles ontariennes, selon l'importance de leurs revenus; une surtaxe qui sera prélevée sur les salaires dès le 1<sup>er</sup> juillet et qui générera 1,6 milliard de dollars.

Le ministre des Finances de l'Ontario, Greg Sorbara, a reconnu que la nouvelle mesure constituait une hausse d'impôts. « Il n'y a aucun doute », a-t-il dit. Il a aussi dit qu'il était conscient de la promesse faite aux Ontariens pendant la campagne électorale par son parti de ne pas hausser les taxes et les impôts, mais qu'il était impossible au gouvernement de tenir cette promesse s'il voulait assurer des soins de santé convenables aux citoyens.

Les libéraux ontariens ont également augmenté les taxes sur le tabac de 2,50 \$ la cartouche de cigarette, de même que sur la bière et le vin, en plus de hausser le coût du permis de conduire de 25 \$, sans compter qu'il ont mis un terme à plusieurs services de santé assurés tels les examens de la vue et les traitements de chiropractie et de physiothérapie.



PHOTO MIKE CASSESE, REUTERS

En plus de mettre Paul Martin dans une situation difficile, le budget du gouvernement McGuinty, en Ontario, a semblé enragier l'opposition conservatrice à Queen's Park. Le député John Baird était tellement en colère, avant-hier, qu'il a été expulsé de l'Assemblée législative.

Déjà que les libéraux fédéraux sont en difficulté au Québec, selon les sondages, voici maintenant que le gouvernement frère de l'Ontario met de l'avant des politiques fiscales propres à nuire considérablement aux chances du premier ministre Martin de former un gouvernement majoritaire.

Le quotidien *The Toronto Sun* titrait à la une hier *Menteurs!* à côté d'un croquis représentant Dalton McGuinty en Pinocchio au nez allongé. L'un des chroniqueurs politiques de ce quotidien, Greg Weston, a affirmé à *La Presse* que ce budget allait faire perdre au moins 20 sièges aux libéraux de Paul Martin dans la province.

Il va sans dire que ce budget a rendu passablement nerveux les libéraux fédéraux, qui ont réagi en faisant porter le blâme de ces hausses sur l'ancien gouvernement conservateur de Mike Harris. Le premier ministre Paul Martin a notamment déclaré que M. Harris avait prématurément réduit les impôts en

Ontario et que le premier ministre McGuinty « a dû faire face à une situation très difficile ». M. Martin a estimé que le premier ministre ontarien n'a pas eu le choix devant la détérioration des services engendrée par « les coupes draconiennes » de Mike Harris. Il a même ajouté que le chef conservateur fédéral, Stephen Harper, allait faire de même aux Canadiens en leur promettant des baisses d'impôt. « Baissez les impôts et subissez-en les conséquences plus tard, a lancé le premier ministre. C'est ce que Mike Harris disait et voyez maintenant ce qui arrive. »

Le Parti conservateur a réagi hier à ces accusations en disant que M. Martin cherchait « désespérément quelqu'un à blâmer pour l'augmentation massive des impôts (...) annoncée dans le budget de l'Ontario ».

« Nous tenons à rappeler à Paul Martin, et au Parti libéral, que les seuls responsables du budget de mardi sont les libéraux », affirment les conservateurs dans un communiqué. « Ce sont les libéraux qui ont décidé de manquer à leurs promesses électorales. Ce sont les libéraux qui ont décidé d'imposer la pire hausse fiscale en Ontario depuis 10 ans. »

Du côté des néo-démocrates, la porte-parole en santé, la députée Bev Desjarlais, a rendu responsable le premier ministre Martin des hausses d'impôt ontariennes. « Si Paul Martin avait fait son travail, a-t-elle dit, les Ontariens n'auraient pas à payer jusqu'à 900 \$ de surtaxe pour le système de santé cette année. Les libéraux de l'Ontario reviennent à l'ancienne notion de surtaxe pour la santé parce que Paul Martin a choisi d'ignorer le rapport Romanow. »

## PRIX FLIPPANTS FORAITS RENVERSANTS



**RABAIS DE 50\$**  
MOTOROLA T720  
MAINTENANT  
**29<sup>99</sup>\$\***  
\*Dans le cadre d'un abonnement de deux ans  
Sans abonnement – 399\*\*

**RABAIS DE 30\$**  
SAMSUNG X426  
MAINTENANT  
**99<sup>99</sup>\$\***  
\*Dans le cadre d'un abonnement de deux ans  
Sans abonnement – 349\*\*

**RABAIS DE 50\$**  
MOTOROLA V300  
MAINTENANT  
**149<sup>99</sup>\$\***  
\*Dans le cadre d'un abonnement de deux ans  
Sans abonnement – 499\*\*

**RABAIS DE 20\$**  
LG 4010  
MAINTENANT  
**9<sup>99</sup>\$\***  
\*Après remise postale, dans le cadre d'un abonnement de deux ans  
Sans abonnement – 299\*\*

LE NEC PLUS ULTRA : Sans-fil à rabat – Écran couleur – Messagerie photo – Jeux téléchargeables

Forfaits Méga-minutes à partir de 25\$ par mois\*

- 1000 minutes soirs et week-ends
- 100 minutes de jour en semaine
- Messages texte entrants sans frais\*\*

PLUS 3 MOIS D'APPELS LOCAUX, DE MESSAGERIE TEXTE ET DE MESSAGERIE PHOTO ILLIMITÉS\*\*

Le plus vaste réseau sans-fil voix et données du Canada.



Votre monde. Maintenant.



CONSULTEZ WWW.ROGERS.COM/ZONE-URBAINE, COMPOSEZ LE 1 800 IMAGINE OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS SANS-FIL, ROGERS PLUS OU ROGERS VIDEO.

Les appareils illustrés peuvent ne pas être offerts dans tous les magasins. \* Le prix des appareils est valable dans le cadre d'un abonnement de deux ans. Offre en vigueur jusqu'au 24 mai 2004. Les forfaits Méga-minutes sont offerts dans le cadre d'un abonnement de un ou deux ans. \*\* Jusqu'à 2500 messages texte entrants par mois. Les frais mensuels d'accès au système et au service d'urgence 911, les frais d'interurbain et de déplacement, les services de messagerie texte et de messagerie photo seront facturés à l'utilisation. \*\*\* L'offre de trois mois d'utilisation illimitée comprend les appels locaux, la messagerie texte (à l'exception des messages texte en déplacement ou internationaux, des alertes MSN et des messages relatifs aux concours et aux promotions) ainsi que la messagerie photo disponible uniquement à partir des appareils compatibles. L'offre de messagerie photo illimitée débute avec le premier envoi effectué à partir de votre téléphone. L'offre peut changer sans préavis. ©2004 Rogers Sans-fil inc. Tous droits réservés. \*\*Rogers, Rogers Sans-fil et le ruban de Möbius sont des marques de commerce de Rogers Communications inc. Utilisés sous licence.



- MONTREAL  
1104, rue Ste-Catherine O. (514) 877-0090  
3575, boul. St-Laurent (514) 288-0600  
2360, rue Notre-Dame O. (514) 583-1666  
Place-Ville-Marie (514) 394-0000  
8984, boul. de l'Acadie (514) 387-9999  
1201, avenue Greene (514) 933-8000  
5150, rue Jean-Talon O. (514) 341-2221  
5954, boul. Métropolitain E. (514) 257-8826  
6224A, rue St-Jacques O. (514) 369-4000  
Centre Rockland (514) 735-4086  
Place Alexis-Nihon (514) 865-9949  
Place Versailles (514) 355-0003  
Les Galeries d'Anjou (514) 356-0356  
997, rue St-Antoine O. (514) 866-3326  
505, boul. De Maisonneuve O. (514) 845-8353  
3339L, boul. des Sources (514) 883-3333  
2758, boul. St-Charles (514) 428-9000  
8457, boul. Newman (514) 368-4000  
Carrefour Angrignon (514) 368-4230  
Place Vertu (514) 745-0745  
2100, boul. Marcel-Laurin (514) 856-1884  
740, boul. de la Côte-Vertu (514) 789-0101  
Fairview Pointe-Claire (514) 695-1554  
Complexe Desjardins (514) 842-0288  
BOUCHERVILLE  
Promenades Montarville (450) 449-4998  
BROSSARD  
7005, boul. Taschereau, bur. 150 (450) 926-3111  
Mail Champlain (450) 671-3300  
Place Portobello (450) 671-4744  
CANDIAC  
878-4, boul. Marie-Victorin (450) 441-2100  
CHATEAUGUAY  
129, boul. St-Jean-Baptiste (450) 692-2201  
Centre Région Châteauguay (450) 692-5136  
DRUMMONDVILLE  
965, boul. St-Joseph (819) 478-9977  
Promenades Drummondville (819) 475-5024  
GATINEAU  
360, boul. Maloney O., bur. 1 (819) 663-8580  
Promenades de l'Outaouais (819) 561-5031  
GRANBY  
575, boul. Boivin (450) 777-6612  
Galeries Granby (450) 375-4355  
GREENFIELD PARK  
Mail Carnavale (450) 672-7522  
HULL  
Les Galeries de Hull (819) 775-3687  
ILE PERROT  
15, boul. Don-Quichotte (514) 943-5005  
LOUETTE  
517, rue St-Charles-Borromée N. (450) 755-5000  
Galeries Louette (450) 760-3000  
LAVAL  
2142, boul. des Laurentides (450) 629-6060  
379, boul. Curé-Labelle (450) 622-0303  
Centre Laval (450) 978-1081  
1888, boul. St-Martin O. (450) 682-2640  
241C, boul. Samson (450) 969-1771  
Carrefour Laval (450) 682-5386  
1273, boul. Curé-Labelle (450) 680-1234  
LONGUEUIL  
1490, chemin de Chambly (450) 442-1566  
MAGOG  
221, rue Principale O. (819) 943-4455  
REPERTIGNY  
110, boul. Industriel (450) 581-4666  
Les Galeries Rive-Nord (450) 581-7756  
ROSEMERE  
Place Rosemere (450) 971-2000  
SAINT-BRUNO  
Promenades St-Bruno (450) 633-7472  
SAINT-EUSTACHE  
360, boul. Arthur-Sauvé (450) 574-9299  
SAINT-HYACINTHE  
Les Galeries St-Hyacinthe (450) 261-9991  
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
Carrefour Richelieu (450) 359-4941  
SAINT-JEROME  
Carrefour du Nord (450) 436-5895  
60, rue Bélanger (450) 421-2355  
SHAWINIGAN  
2563, boul. des Héberts (819) 539-5004  
SHREBROUKE  
2980, rue King O. (819) 566-5555  
Carrefour de l'Estrie (819) 822-4650  
SOREL  
2605, chemin Saint-Roch (450) 742-9500  
Promenades de Sorel (450) 746-2079  
TERREBONNE  
1270, boul. Moisy, bur. 10 (450) 964-1964  
Les Galeries de Terrebonne (819) 694-6812  
VALLEEFIELD  
Centre Valleyfield (450) 373-0519

## Un budget qui encourage les Ontariens à choisir Gatineau

CAROLINE BARRIÈRE LE DROIT

L'augmentation des impôts en Ontario, contenue dans le budget provincial, déposé mardi, pourrait éventuellement inciter certains résidents d'Ottawa à traverser la rivière et à s'établir en Outaouais.

Le facteur premier qui pousse les Ontariens à déménager au Québec demeure le prix moins élevé des maisons. Selon les plus récents chiffres de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le prix moyen d'une maison à Ottawa est actuellement de 230 000 \$ alors qu'il est de 160 000 \$ à Gatineau. Mais il faut également tenir compte des hausses d'impôts dont la nouvelle « contribution-santé » annoncée cette semaine qui a été fixée à 900 \$ pour un revenu de 48 000 \$ à 72 000 \$ pour 2004 et 2005.

Mario Lefebvre, qui est économiste au Conference Board du Canada, rappelle que le mouvement de migration d'une région à l'autre dépend toujours de la différence d'impôts entre les deux provinces. « Si l'écart de l'impôt sur le revenu diminue, ça peut venir amplifier le mouvement en direction du Québec. Mais il faut voir cette possibilité avec prudence puisque ça ne viendrait pas tout chambouler. Il reste que cet écart est encore important. Cette tendance est très difficile à mesurer, mais il ne faut pas la négliger. »

De plus, l'économiste souligne la contrainte linguistique à laquelle sont confrontés les anglophones qui décident de s'installer en Outaouais. « Quelqu'un qui songeait déjà à s'établir au Québec avant le dépôt du budget ontarien va peut-être finalement choisir cette option. Mais on peut aussi se demander à quoi le prochain budget du Québec ressemblera en ce qui a trait aux impôts », dit M. Lefebvre.

Du côté du Groupe Brigil Construction, on est convaincu que le budget ontarien aura une incidence directe sur certains contribuables d'Ottawa qui décideront de franchir la frontière. Gilles Desjardins, propriétaire de l'entreprise, affirme qu'en plus de la différence du prix des maisons qui peut atteindre 30 % et des impôts qui semblent augmenter, les gens d'Ottawa choisissent l'Outaouais à cause de l'impôt foncier moins élevé, tout comme les tarifs de gaz naturel et d'électricité qui sont moindres.

Cependant, Martin Lacasse, président de la Chambre de commerce de Gatineau, estime que le taux d'imposition n'a aucun impact sur le choix des Ontariens de faire le saut au Québec. « Selon nous, il faut strictement prendre en compte le prix des maisons neuves à cause de la différence qui va de 70 000 \$ à 100 000 \$ », explique-t-il.

# Pour une politique du médicament

PASCALE BRETON

Le Symposium sur le médicament qui s'ouvre aujourd'hui à Québec n'est que le début de la discussion vers une réflexion beaucoup plus large où chaque participant compte ajouter son grain de sel pour orienter la future politique du médicament.

Personne ne doute de l'importance pour le Québec de se doter d'une telle politique. La santé gruge déjà près de 40 % du budget du gouvernement et avec un régime public d'assurance médicaments dont le coût augmente de 15 % par année, il est urgent de redresser sérieusement la barre.

## 300 participants

Mais que devrait inclure cette politique du médicament ? Comment arriver à une utilisation optimale du médicament ? Pour débroussailler le terrain, quelque 300 participants issus tant du milieu médical que de l'industrie pharmaceutique

et de la société sont réunis jusqu'à demain dans la Vieille Capitale pour lancer le débat en se penchant d'abord sur le volet scientifique.

« Il faut s'assurer que chaque dollar investi est investi à la bonne place », souligne le vice-président du comité Québec de l'Association des compagnies de recherche pharmaceutique du Canada (Rx&D), Sylvain Clermont. Ce qui est investi de bonne façon aux yeux d'une pharmaceutique ne l'est cependant pas nécessairement pour un autre intervenant du milieu.

Souvent décriée pour les profits qu'elle engrange, l'industrie pharmaceutique se présente à Québec dans un esprit conciliant, désireuse de démontrer l'importance de la recherche. Dans l'élaboration de sa politique sur le médicament, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, doit tenir compte du leadership des pharmaceutiques au Québec, croit M. Clermont. Leur présence est importante pour l'économie de la province, tout comme

pour la découverte de nouveaux traitements innovateurs.

« On doit aussi regarder l'intérêt du Québec à participer à l'innovation pharmaceutique au niveau international », déclare-t-il en soulignant que la province pourrait jouer un rôle de leader au sein des provinces canadiennes. « Il faut comprendre que si on a des répercussions économiques positives pour le Québec, on aura les moyens de s'offrir de meilleurs traitements, mais aussi, un meilleur système de santé », ajoute aussi M. Clermont.

## Petite révolution

La politique du médicament est l'occasion d'une petite révolution dans le milieu, croit pour sa part le directeur général de l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires (AQPP), Normand Cadieux, qui se présente au symposium avec cinq grandes recommandations en poche.

L'AQPP suggère notamment au

ministre d'établir systématiquement des protocoles pour les médicaments les plus chers, qui guideront ensuite les médecins dans leur prescription. Elle propose aussi que le médecin inscrive l'intention thérapeutique — la maladie pour lequel un traitement est requis — sur l'ordonnance qu'il rédige. Après discussion avec le médecin, le pharmacien aurait le droit de remplacer le médicament prescrit par un autre jugé plus adéquat, toujours en respectant les protocoles établis.

« Ce ne sont pas de grands revirements extraordinaires, mais plutôt une série de petites choses qui exigent davantage de collaboration, qui exigent que les gens travaillent davantage ensemble pour le bien-être du patient », affirme M. Cadieux.

Tous s'entendent donc sur l'importance d'une politique du médicament, mais les moyens d'y arriver sont différents pour chacun. Trouver un terrain d'entente lors de ce symposium de deux jours constitue un grand défi. Déjà, la Coalition solidarité santé a annoncé qu'elle n'y participait plus, estimant que « l'importance du volet scientifique évacuait complètement la possibilité d'amener un débat d'un point de vue citoyen ». Les centrales syndicales, qui ont pour leur part reçu une invitation in extremis deux jours avant le début du symposium, ont bien failli ne pas être du débat du tout.

# La pilule du lendemain en vente libre

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le ministère fédéral de la Santé donnera bientôt le feu vert à la vente libre de la « pilule du lendemain ». Ainsi, toutes les femmes du pays pourront se procurer le produit en pharmacie, sans devoir présenter une ordonnance du médecin.

Le ministre de la Santé, Pierre Pettigrew, a expliqué mardi qu'un accès plus facile à la pilule du lendemain permettra aux Canadiennes d'éviter des grossesses non désirées. Cette pilule est déjà en vente libre dans trois provinces, dont le Québec. Pour être efficaces, ces comprimés — techniquement, du lévonorgestrel — doivent être absorbés dans un bref délai suivant la conception. La pilule ne provoque pas d'avortement, et n'aura aucun effet si son utilisatrice est déjà enceinte. Mais, ingérée dans les 72 heures suivant une relation sexuelle non protégée, elle empêche toute fécondation. Ceci devrait se traduire par une baisse du nombre de femmes aux prises avec une grossesse non désirée et peut-être, un avortement, a dit le docteur Henry Morgentaler, l'un des praticiens de l'avortement les plus connus au pays.

Plans de location et de financement de Toyota Services Financiers. Approbation de crédit requise. \*La location est basée sur une location-bail de 48 mois et un taux de location de 3,8 % pour une Corolla CE 2004 (modèle BR32EM-A avec boîte manuelle), avec acompte de 1 750 \$. Premier paiement de 0 \$ et dépôt de garantie de 0 \$ exigés au moment de la livraison. Coût total de la location de 10 822 \$. Prix de l'option d'achat de 7 242,70 \$ basé sur un maximum de 96 000 km. Des frais de 0,07 \$ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire. En fonction du prix Accès de 15 393 \$. Le prix Accès indiqué dans cette annonce est en vigueur en mai 2004 et a été établi par les concessionnaires Accès Toyota participants du marché de Montréal. La location comprend un maximum de 1 010 \$ pour frais de transport et de préparation. Immatriculation, enregistrement (y compris RDPRM), assurance et taxes applicables en sus. \*\*Exemple de financement : 20 000 \$ à 3,8 % par an équivaut à 366,53 \$ par mois pendant 60 mois. Frais d'emprunt de 1 991,80 \$ pour un total de 21 991,80 \$. Immatriculation, frais de transport et de préparation, enregistrement (y compris RDPRM), assurance et taxes en sus. Offres valables sur une Corolla 2004 achetée ou louée avant le 31 mai 2004. Certaines conditions s'appliquent. †Basé sur les statistiques d'enregistrement des véhicules neufs de R.L. Polk Canada, Inc. en fin d'année civile 2003. Tous droits réservés. ††Valable jusqu'au 31 mai 2004 sur une Corolla 2004 neuve louée pour au moins 48 mois. Un concessionnaire Toyota est libre d'établir ses propres prix de détail et ne subira aucune réclamation s'il choisit de vendre à un prix inférieur à ceux indiqués dans cette annonce. Voyez votre concessionnaire Accès Toyota participant pour plus de détails ou visitez [www.acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca) ou composez le 1 888 TOYOTA-8.



**JOURS**  
**ÉTIQUETTES**  
**ROUGES**

**Corolla CE**  
**2004**

Location à  
**189 \$\***  
par mois

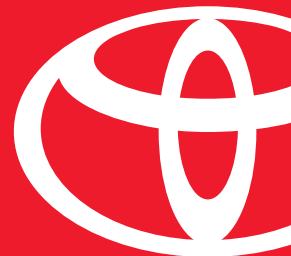
avec dépôt de garantie de **0 \$**  
et première mensualité de **0 \$††**

Ou financement à  
**3,8 %**  
jusqu'à 60 mois\*\*

# La fin approche. En fait, c'est le 31 mai.

Quand elles sont parties, c'est fini! Profitez de votre dernière chance d'obtenir des prix Étiquette rouge sur la gamme complète des voitures Toyota, y compris la Corolla, la berline la plus vendue au Canada en 2003†.

- Moteur de 1,8 litre, distribution à calage variable intelligent
- Faible consommation d'essence ville/route L/100 km : 7,1/5,3
- Véhicule à émissions ultra faibles
- Banquette arrière divisée 60/40 à dossiers rabattables
- Radio AM-FM CD
- Rétroviseurs à télécommande assistée
- Indicateur de température extérieure
- Qualité légendaire Toyota



**TOYOTA**  
un coup de cœur sans fin

Visitez votre concessionnaire Accès aujourd'hui. Ou visitez notre site [www.acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca) ou composez le 1 888 TOYOTA-8.

## POLITIQUE

## DÉSÉQUILIBRE FISCAL

## Coderre et Scherrer prônent le dialogue

GILLES NORMAND

QUÉBEC — De passage à Québec pour apporter leur soutien aux députés libéraux fédéraux de la région, à la veille du déclenchement des élections fédérales, les ministres

Denis Coderre et Hélène Chalfour Scherrer ont tous deux nié, comme le fait leur chef Paul Martin, qu'il y ait déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces, mais se sont dits ouverts au dialogue.

Ils assurent toutefois que le gou-

vernement Martin est prêt à « s'asseoir avec le gouvernement du Québec pour définir les besoins et trouver les outils » pour combler les besoins de Québec.

« Si vous me demandez mon avis, je pense qu'il n'y a pas de désé-

quilibre fiscal. Ce n'est pas ça la question. La question, c'est que le premier ministre Charest a dit que peu importe la forme, on veut s'assurer que le Québec ait les outils nécessaires pour combler ses besoins. Et c'est ce qu'on dit. On dit

oui à ça », a déclaré M. Coderre, président du Conseil privé.

Répondant à la même question, M<sup>me</sup> Scherrer, ministre du Patrimoine canadien, a pour sa part indiqué qu'elle croyait qu'il y avait « des besoins dans chacune des provinces », et que ça, elle ne le niait pas.

« Sauf que, comme je vous dis, ça travaille ministère par ministère. C'est surtout en santé que c'est important. Plusieurs démarches ont été faites et d'autres sont en vue pour prochainement et on va avoir des résultats très concrets », assure M<sup>me</sup> Scherrer.

Le ministre Coderre a décoché quelque flèches à l'endroit du Bloc québécois qu'il accuse de tromper la population.

« Quand je vois le Bloc tenter de jouer continuellement sur l'humeur des gens, tenter de salir des réputations, pour un parti qui se veut propre, il a une campagne assez sale merci », a poursuivi M. Coderre ajoutant qu'il y avait une différence entre s'occuper d'un dossier et « essayer de faire un clip de 15 secondes comme le Bloc le fait ».

De retour d'une tournée dans l'est du Québec, M. Coderre dit par ailleurs avoir constaté que le véritable enjeu de la prochaine campagne électorale sera la réduction des listes d'attente en santé.

# Je clique, j'envoie et on placote.



Audiovox 8900

LG 5450

Samsung A600

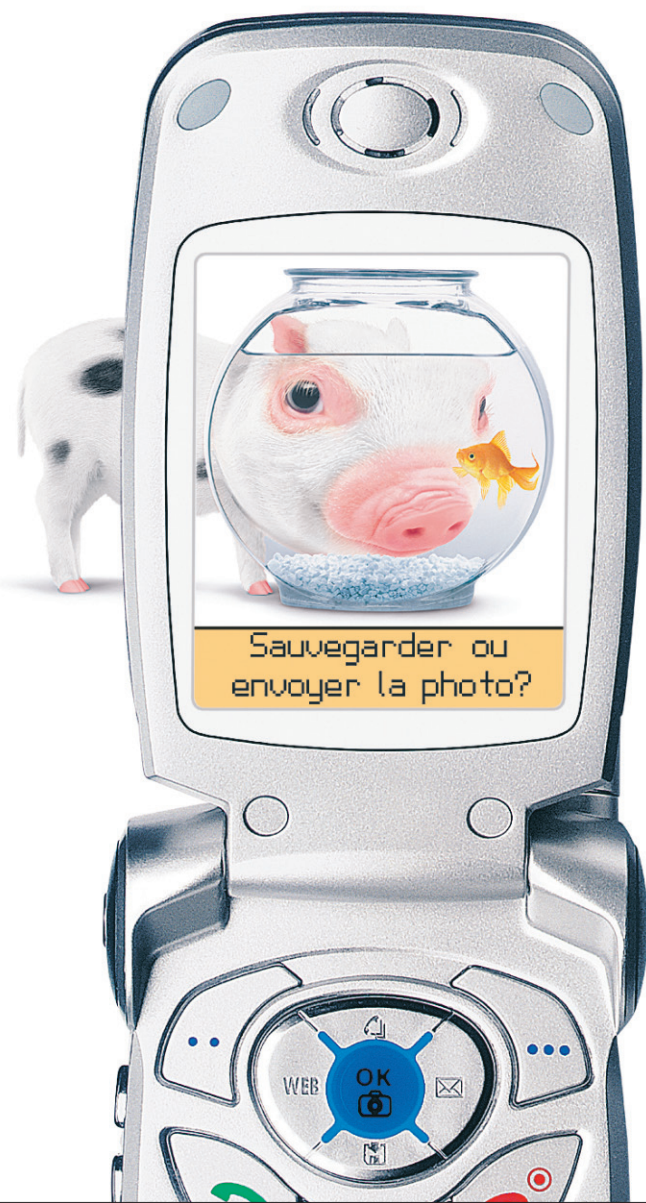
Photo-téléphones à partir de

## 99,99 \$

avec un contrat 3 ans\*

Avec un photo-téléphone TELUS Mobilité, non seulement vous pouvez décrire ce que vous voyez, mais en plus, vous pouvez le montrer. Et à ce prix là, il faut vraiment le voir pour le croire! Alors faites vite, l'offre se termine le 30 mai.

DE PLUS, recevez 30 jours de messagerie photo gratuite\* ET 3 mois d'appels locaux illimités au Canada†.



**TELUS**  
mobilité<sup>mc</sup>

le futur est simple<sup>md</sup>

#### BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

##### MONTREAL

Carrefour Angrignon  
Centre commercial Le Boulevard  
Centre Eaton  
Centre Rockland  
Complexe Desjardins  
Fairview Pointe-Claire  
Galeries d'Anjou  
Galeries Lachine  
Mail Cavendish  
Place Alexis Nihon  
Place Lasalle  
Place Versailles  
Place Vertu  
Centre-ville  
950, rue Sainte-Catherine Ouest  
4202, rue Saint-Denis

Action Télécom Inc.  
1531, rue Notre-Dame Ouest  
Communications Métropolitaine  
10223, boul. Pie-IX

Communications Mobilenet  
5165, ch. Queen-Mary  
La Zone SCP  
6321, route Transcanadienne,  
local 1470

##### Dollard-des-Ormeaux

La Zone SCP  
3349B, boul. des Sources

##### Saint-Laurent

D2 Technologie Inc.  
2119, boul. Marcel-Laurin  
PC Page Communications Inc.  
3832, boul. Côte-Vertu

##### LAVAL ET RIVE-NORD

##### Blainville

Digital Radiocommunication  
9, boul. de la Seigneurie,  
bureau 7

##### Joliette

Multicom Communications 2000  
159, boul. Antonio-Barrette

##### Laval

Carrefour Laval  
Centre Laval  
Contact Com. D.L.  
Communications  
1521, autoroute 440 Ouest

Proxi Telecom Inc.  
1662, boul. Saint-Martin Ouest  
2995, boul. Dagenais, local D

SRAD Communications Inc.  
2995, boul. Dagenais, local D

##### Repentigny

Galeries Five-Nord  
Technicom  
346, rue Notre-Dame, bureau C

##### Rosemère

Place Rosemère  
Contact Com. D.L.  
Communications  
259, boul. Labelle, local 102

##### Saint-Jérôme

Carrefour du Nord

##### Terrebonne

Galeries de Terrebonne  
SRAD Communications Inc.  
2292, ch. Gascon

##### RÉGIONS

##### Saint-Hyacinthe

Cellulaire +  
Galeries Saint-Hyacinthe  
3200, boul. Laframboise

##### RIVE-SUD

Mail Champlain  
Place Longueuil  
Promenades Saint-Bruno

##### Beloil

Cellulaire +  
559, boul. Laurier

##### Candiac

D2 Technologie Inc.  
89, ch. Saint-François-Xavier

##### Greenfield Park

Proxi Telecom Inc.  
3814, boul. Taschereau

##### Sainte-Julie

Alto Communication  
1950, ch. du Fer-à-Cheval

**Stressless**  
EMOBIEN

Vos meilleurs moments de détente

En cuir souple

**EspritNouveau**  
1828, boul. Le Corbusier, Laval  
Tél. : (450) 686-5055  
www.esprit-nouveau.com

**L'OURS CHANCEUX EN LOTS BONIS**

**LOTO QUÉBEC** Résultats  
TVA, le réseau des tirages

**Tirage du 2004-05-19**

1 <sup>er</sup> numéro	2 <sup>e</sup> numéro	3 <sup>e</sup> numéro
585828	920134	935663
25 000 \$	50 000 \$	100 000 \$

décomposables

**Numéros "Télé"**  
547199 085487 051585  
non décomposables

**NUMÉRO BONI** 04

**Lotto 649** Tirage du 2004-05-19  
05 16 24 26 46 48  
Complémentaire: (11)

**Québec 49** Tirage du 2004-05-19  
01 16 20 26 27 49  
Complémentaire: (08)

**PANCO** Tirage du 2004-05-19  
04 05 07 08 12 13 15 23 25 27  
36 37 38 39 41 42 50 60 61 62

**Quintissime** Tirage du 2004-05-19  
3 4  
706 0878

**Extra** Tirage du 2004-05-19  
NUMÉRO  
297530

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI 1 866 505-JEU**

FUTURE SHOP

100 GOALS

LA MAISON TRIMONCOULET

24/7 TelePlus

HomeLife

DRAIVE &amp; DÉTENTE

100 GOALS

Le choix des téléphones peut varier d'un emplacement à l'autre. Nouvelles mises en service seulement. \*Le prix indiqué est celui de l'Audiovox 8900 et est valable jusqu'au 30 mai 2004. †La messagerie photo est seulement offerte dans nos zones de couverture numérique 1X. Pour consulter nos cartes de couverture numérique, visitez telusmobilité.com. Seuls les clients de TELUS Mobilité abonnés à la messagerie photo pourront visualiser les messages photos à l'aide de leur appareil. Tous les autres clients devront visualiser les messages photos en ligne sur un ordinateur personnel. Cette offre inclut la messagerie photo gratuite (envoi et réception) pendant 30 jours à partir de la date de la mise en service de l'appareil. ‡Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ou 3 ans. Offre valable jusqu'au 30 juin 2004 avec certains forfaits. Visitez telusmobilité.com ou votre marchand le plus près pour tous les détails. © 2004 SOCIÉTÉ TELE-MOBILE.

**VENTE ANNUELLE TRACTION INTÉGRALE SUBARU**

**FORESTER 2.5X 2004**

**FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE 0% \*\***

**27 395 \$\***

**PRIX VENTE ANNUELLE**

**MEILLEUR NOUVEAU VUS**  
LA FORESTER 2.5XT TURBO 2004  
CHOISI PAR L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA (AJAC)

La Subaru Forester a reçu la meilleure note possible lors d'essais de collision frontale réalisés par IIHS (Institut des assureurs américains).

- Traction intégrale symétrique à prise constante
- Moteur boxer 2,5 litres - 165 ch
- Transmission manuelle à 5 rapports • Climatisateur
- Stéréo AM/FM/Bande météo/CD
- Et plus encore...

www.subaru.ca

ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES SUBARU DU GRAND MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL  
ADM AUTOMOBILES  
LACHUTE SUBARU  
BROWNSBURG  
SUBARU DES SOURCES  
DOLLARD DES ORMEAUX  
CARREFOUR SUBARU/AUTO  
SAINTE-ROSE LAVAL  
SUBARU RIVE-SUD  
GREENFIELD PARK  
JOHN SCOTTI SUBARU  
SAINT-LEONARD  
JOLLETTE SUBARU  
JOLLETTE

**Subaru.**  
L'atTraction intégrale<sup>™</sup>



**SUBARU**

3229801

\* Pour le modèle Forester 2.5X 2004 5 vitesses (4J1QW): prix Vente Annuelle Traction Intégrale. Transport et préparation (1295\$) en sus. Taxes en sus. Le prix de vente du concessionnaire peut être inférieur. Immatriculation (selon variables du consommateur), assurances, taxes sur les pneus neufs (17\$) et autres taxes en sus. Offre valide jusqu'au 31 mai 2004. Photo à titre indicatif seulement. \*\* Possibilité de financement à l'achat à partir de 0%, disponible sur le modèle annoncé. Sujet à l'approbation de crédit par «Compagnie de Service de Financement Automobile Primus Canada». Pour plus d'information, visitez votre concessionnaire Subaru.

EN BREF

Local électoral vandalisé

Bien que la campagne électorale ne soit pas encore déclenchée, le local du candidat libéral dans la circonscription de Laurier a été vandalisé dans la nuit de mardi à hier. Lorsque Jean-François Thibault et son équipe se sont présentés hier matin au local, rue Saint-Denis, à Montréal, la vitrine, placardée d'affiches du Parti libéral du Canada, était fracassée. Des vandales y ont lancé une pierre ou une brique, croit l'organisateur de M. Thibault, Bernard Hogue. Pour sa part, le candidat du Nouveau Parti démocratique dans la même circonscription, François Grégoire, s'est dit surpris et déçu de voir que de pareils événements puissent se produire en démocratie.

Nathalie Morissette

Pour des voitures moins énergivores

Ottawa devrait profiter de la hausse du prix de l'essence pour exiger des constructeurs automobiles qu'ils fabriquent des voitures moins énergivores, a affirmé hier la Fondation David Suzuki. Le groupe écologiste estime qu'il est possible d'augmenter de 50 à 70 % l'efficacité des véhicules, pour une hausse de prix d'à peine 5 %. « Le prix élevé de l'essence s'apprête à devenir un enjeu politique majeur, a expliqué le directeur du programme de changement climatique de la Fondation, Morag Carter. Les Canadiens dépenseraient moins en essence si les politiciens fédéraux appuyaient une législation solide en matière d'efficacité des véhicules. »

Nicolas Bérubé

Au volant sans permis en Ontario

Des milliers d'automobilistes ontariens parmi les plus dangereux conduisent leur véhicule sans permis et sans assurance, plutôt que de demander un renouvellement de permis de conduire, indique une étude qui a été rendue publique hier. En fait, la situation a empiré depuis que la province a adopté des règlements plus sévères en 1998 pour combattre l'ivresse au volant, précise la recherche effectuée pour le compte de Mothers Against Drunk Driving (MADD). L'étude conclut que plus de la moitié des 16 000 conducteurs qui ont vu leur permis suspendu pour conduite en état d'ébriété chaque année sortent complètement du système. Jusqu'à 75 % des conducteurs reprennent le volant après la suspension de leur permis.

Presse Canadienne

Clark prédit une victoire libérale

L'ancien premier ministre conservateur, Joe Clark, prédit une autre victoire libérale aux prochaines élections fédérales qui pourraient être déclenchées ce dimanche. M. Clark, qui a annoncé son départ de la vie politique la semaine dernière, a affirmé à Ottawa, mardi : « Ce que nous savons... c'est que les sondages, pour ce qu'ils valent, indiquent un plus grand appui pour le Parti libéral que pour tout autre parti, et cet appui est présent dans plus d'endroits que pour tout autre parti. »

Presse Canadienne

L'ex-juge Antonio Lamer hospitalisé

L'ex-juge en chef de la Cour suprême du Canada Antonio Lamer a été hospitalisé pour des problèmes cardiaques. Il se trouvait hier au service des soins intensifs d'un établissement d'Ottawa. L'enquête publique qu'il présidait sur trois condamnations injustifiées, à Terre-Neuve, a dû être reportée, ont annoncé les autorités. Le magistrat, qui est âgé de 70 ans, devait recevoir son congé de l'hôpital hier, mais la commission ne siègera pas de nouveau avant septembre.

Presse Canadienne

3,5 milliards pour nettoyer des bases militaires

Ottawa s'engage à consacrer 3,5 milliards en 10 ans au nettoyage d'une soixantaine d'ancienne bases militaires contaminées par des substances toxiques, a annoncé hier le ministre de l'Environnement, David Anderson. Au cours d'une visite à des membres de la nation Tsuu T'ina, près de Calgary, le ministre a déclaré que le problème qu'il avait eu à affronter depuis quatre ans et demi était « l'absence d'un sentiment d'urgence » face au nettoyage de ces terrains, pollués depuis longtemps.

Presse Canadienne

Le NPD dévoile sa campagne télé

PRESSSE CANADIENNE

OTTAWA — Le Nouveau Parti démocratique a lancé hier sa campagne publicitaire télé en vue des élections fédérales qui devraient être déclenchées dimanche.

L'annonce, la première de la série à avoir été dévoilée, fait « ressortir les idées et le choix positif qu'offre le parti aux Canadien(ne)s lors de cette élection », indique le NPD dans un communiqué.

La publicité se veut un contraste frappant aux annonces libérales qualifiées de négatives.

Cette première production ne met en scène que le chef du parti, Jack Layton, et des gens ordinaires à mesure que les messages thématiques apparaissent.

Cinq thèmes — qui correspondent tous à des promesses du NPD — sont mentionnés durant les 30 secondes que dure le message : les soins de santé, les retraites, la TPS, l'environnement et la formation.

« Les élections doivent être une affaire d'idées », dit M. Layton dans l'annonce, sans toutefois associer des coûts à ses promesses.

Dans son communiqué, le NPD

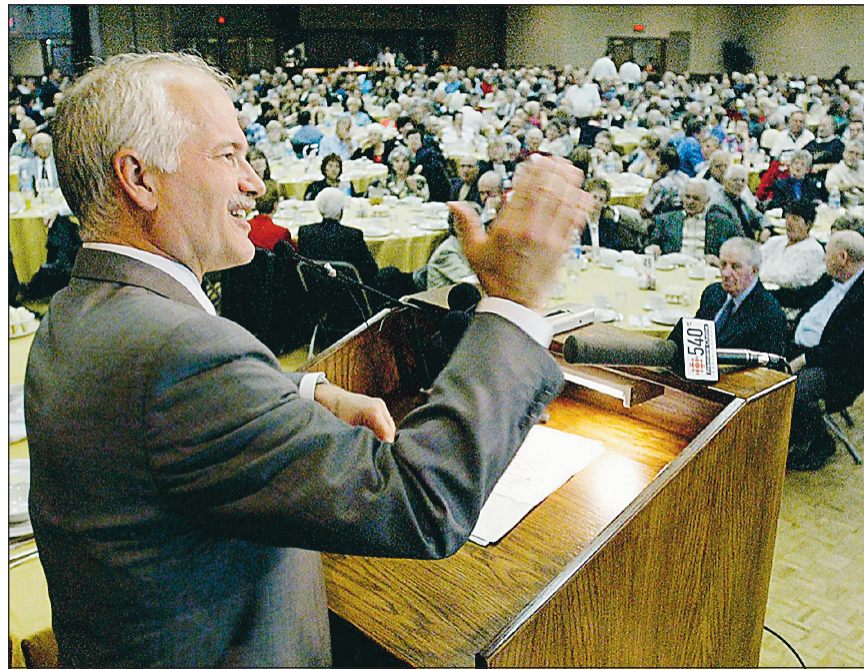


PHOTO BRENT FOSTER, PC

Jack Layton était de passage à Windsor, en Ontario, hier, où il a pris la parole devant des travailleurs de l'automobile à la retraite.

dit avoir « des idées novatrices qui intéressent les Canadien(ne)s comme l'amélioration des soins de santé par l'innovation et non la privatisation, la protection des

pensions et (la diminution du) coût de la vie pour en améliorer la qualité en supprimant la TPS sur les produits de base pour les familles ».

Un expert, Jonathan Rose, de l'Université Queen's, de Kingston, en Ontario, a fait remarquer que le texte de l'annonce renforce le message visuel, ce qui « suggère que le NPD croit que sa force réside dans son chef et, en mettant l'attention seulement sur son chef, il renforce cette perception. Ça semble être Jack, tout le temps ».

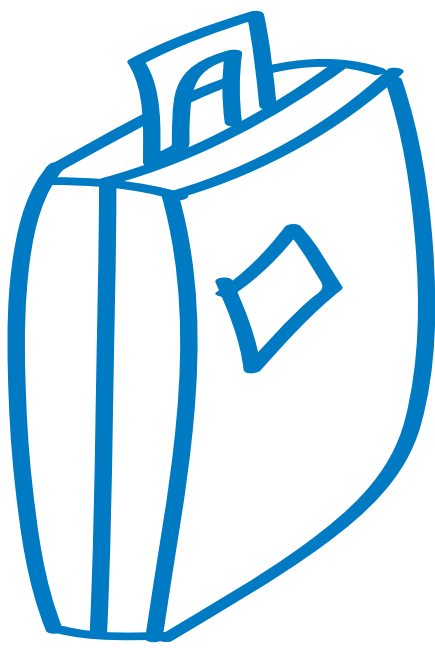
M. Rose a aussi indiqué que « les annonces positives renforcent les préconceptions des gens, elles ne changent pas, en général, les idées des gens, mais elles sont importantes pour établir la place du parti dans l'esprit des électeurs ».

Si l'annonce est du genre « positif », le communiqué du NPD est toutefois plus « négatif » puisqu'il s'attaque aux partis libéraux et conservateurs.

« Les libéraux ont clarifié les choses : ils n'ont rien de nouveau à offrir en début d'élection ; ils ne peuvent qu'attaquer les autres partis et taire leur feuille de route », peut-on y lire.

Le message publicitaire ne sera pas diffusée à la télévision avant le déclenchement des élections générales par le premier ministre.

Décollez plus vite



La carte MasterCard<sup>MD</sup> Mosaik<sup>MD</sup> avec la nouvelle option AIR MILES<sup>MD</sup> WestJet Or.

- 1 mille de récompense AIR MILES par tranche d'achat de 15 \$.
- Vols sur WestJet pour seulement 800 à 1 600 milles de récompense.
- Milles de récompense en double offerts par WestJet sur les billets achetés en ligne.
- Billet WestJet pour compagnon en prime.

bmo.com/mosaik\_f 1 800 263-2263



Une exclusivité de



<sup>MD</sup> Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal. Brevet en instance.

<sup>MD</sup> La Banque de Montréal est un usager sous licence de la marque de commerce déposée et du symbole de MasterCard International Inc.

<sup>MD</sup> Marque déposée d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et par la Banque de Montréal.

# MONTREAL PLUS

## Montréal, champion des balcons

CAROLINE TOUZIN

Que ce soit pour se dorer au soleil ou faire cuire une côtelette de porc sur le barbecue, les Québécois passent l'équivalent de deux semaines par année sur leur balcon. Les plus fervents amateurs de ces plateformes en saillie sont les retraités et les familles de la classe moyenne.

Selon un sondage Léger Marketing, Montréal constitue la véritable capitale du balcon avec plus d'un million et demi de ces oasis urbaines. Quelque 71 % des résidents de la métropole en possèdent un ou deux.

Les retraités et les familles avec enfants de moins de 18 ans au foyer y passent environ 8,8 heures par semaine, suivis de près par les personnes de la classe moyenne dont le revenu familial annuel brut

se situe entre 40 000 \$ et 60 000 \$ avec 8,5 heures par semaine.

Le balcon semble un excellent moyen de détente puisque les Québécois l'utilisent surtout pour relaxer et prendre l'air (73 %). Ils y font aussi du barbecue (44 %), y mangent (41 %) et y mettent leur poubelle (14 %).

L'étude a été réalisée pour une PME montréalaise spécialisée en conception de produits pour le balcon auprès de 1002 Québécois, du 28 avril au 2 mai 2004. L'entreprise LYLL Industriel a décidé à la suite de ces résultats de commercialiser un support qui permet d'accrocher la poubelle à l'extérieur du balcon. « Il y a 41 % des gens interrogés qui aimeraient que leur balcon soit plus spacieux, alors on a décidé de trouver un moyen de leur économiser de l'espace », explique le président de la compagnie, Yves Leroux.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Montréal constitue la véritable capitale du balcon avec plus d'un million et demi de ces oasis urbaines.

## Immeubles d'importance cherchent réduction d'évaluation foncière

SÉBASTIEN RODRIGUE

Les propriétaires de sept immeubles dont la valeur dépasse 100 millions de dollars chacun, comme le Centre Bell et la Place Ville-Marie, demandent à la Ville de Montréal de revoir leur évaluation foncière.

Depuis l'introduction d'un rôle triennal d'immobilisation, Montréal a enregistré cette année son plus faible niveau de contestation, soit 4068 demandes de révision. Un sommet avait été atteint lors du rôle de 1992-1993-1994 avec 35 280 contestations.

Les propriétaires d'immeubles avaient jusqu'au 30 avril dernier pour déposer une demande de révision. Selon un compte rendu déposé au comité exécutif de la Ville de Montréal la semaine dernière, il y a eu 2280 demandes de révision pour des propriétés résidentielles et 1788 pour des immeubles non résidentiels.

Selon Francine Godin, directrice adjointe du service d'évaluation de la Ville de Montréal, les propriétaires comprennent mieux les principes guidant l'évaluation foncière. « Les gens sont plus informés, ils sont très conscients de ce qui se passe dans le marché », dit-elle. Dans le dernier rôle, les

évaluations foncières sont souvent en dessous de la valeur marchande actuelle, fait-elle remarquer.

### Pas le reflet de la réalité

Quelques poids lourds du centre-ville de Montréal considèrent toutefois que l'évaluation de leur bâtiment ne reflète pas la réalité. Montréal compte 47 immeubles dont la valeur dépasse 100 millions.

La valeur des immeubles visés par une contestation varie de 103,3 millions pour le siège social de Bombardier, à 515 millions pour la Place Ville-Marie. Les autres immeubles concernés sont le palais des Congrès (282 millions), le Stade olympique (194,9 millions), le Centre Bell (150 millions), la Société Radio-Canada (114,6 millions) et le nouvel immeuble de la Caisse de dépôt au centre-ville (159,5 millions). Plusieurs de ces immeubles ont des gros avis d'impôt foncier allant de 433 000 dollars pour Bombardier (dans l'arrondissement de Saint-Laurent) à 18,3 millions pour la Place Ville-Marie (en plein centre-ville).

La valeur du Centre Bell n'a pourtant pas changé dans le nouveau rôle. Lors du dernier exercice, la valeur du domicile du Ca-

nadien avait été révisée, passant de 196 à 150 millions. À toutes nos questions, le porte-parole du Canadien de Montréal, Donald Beauchamp, a refusé de répondre. La direction du Canadien exige une réduction d'impôt foncier depuis quelque temps déjà.

La filière immobilière de la Caisse de dépôt, SITQ Immobilier, souhaite quant à elle que la nouvelle évaluation foncière de la Place Ville-Marie tienne aussi compte de travaux de rénovation imminents.

Le nouvel immeuble de la Caisse de dépôt, évalué à 159,5 millions, est surévalué selon le porte-parole de la SITQ, Jacques-André Marchand. La SITQ Immobilier estime que la valeur du bâtiment au pied carré est plus élevée que celle d'autres immeubles du centre-ville. Ce complexe immobilier a coûté 393 millions de dollars, selon le rapport de la vérificatrice générale, soit bien davantage que ce qui avait été annoncé à l'origine (102,5 millions).

Pour le Palais des congrès, la Ville de Montréal a tenu compte d'une valeur locative qui excède son chiffre d'affaires, selon son président et directeur général, Paul Saint-Jacques. Même si le niveau de taxation de cet immeu-

ble fraîchement rénové est gelé, l'évaluation foncière a néanmoins une influence sur le coût de la taxe d'eau.

De son côté, la Régie des installations olympiques (RIO) ne paie pas d'impôt foncier, mais l'organisme souhaite réviser la valeur du Stade olympique au cas où elle paierait une taxe d'eau basée sur sa valeur foncière. L'immeuble de Radio-Canada, sur le boulevard René-Lévesque, fait l'objet d'une contre-vérification de la part de la société d'État. La SRC pourrait donc abandonner sa contestation selon les résultats de cette analyse.

### Augmentation moyenne de 15,2%

Dans le nouveau rôle d'évaluation foncière, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier dernier, les valeurs des immeubles non résidentiels ont augmenté de 15,2 % en moyenne. L'estimation de la valeur d'une propriété équivaut à sa valeur marchande au 1<sup>er</sup> juillet 2002. Cette valeur reflète donc l'évolution du marché entre 1999 et 2002.

La Ville a maintenant jusqu'à la mi-février 2005 pour répondre aux demandes d'évaluation des immeubles d'une valeur supérieure à 5 millions.

### EN BREF

#### Repentigny: la mairesse blanchie

La Cour supérieure du Québec vient de rejeter la requête d'un citoyen de Repentigny, M<sup>re</sup> Michel Carignan, qui voulait faire déclarer inhabile à siéger la mairesse de cette municipalité. M<sup>re</sup> Carignan prétendait que la mairesse, Chantal Deschamps, avait enfreint la loi en octroyant sans appel d'offres un contrat visant à faire la promotion de la construction résidentielle à Repentigny. Le tribunal a jugé que la dépense effectuée par la Ville, qui totalisait 88 852 \$, n'avait pas besoin de faire l'objet d'un appel d'offres puisqu'elle était inférieure à 100 000 \$, la limite à partir de laquelle la ville doit lancer un appel public. Nicolas Bérubé

#### Réduire la prostitution

La Ville de Montréal a présenté hier un plan d'action visant à réduire la prostitution de rue. Le plan triennal a été conçu en collaboration avec la police et l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Montréal. L'administration municipale souhaite surtout réduire les désagréments de la prostitution pour les résidents et les commerçants des secteurs touchés. L'agence souhaite notamment cibler les problèmes de toxicomanie souvent à l'origine du recours à la prostitution. En 2003, la police de Montréal a fait plus de 600 arrestations relativement à la prostitution.

.com s'évader plus souvent



Profitez de nos tarifs réduits pour voyager au Canada.

Air Canada est maintenant le chef de file des bas tarifs aller simple pour toutes les grandes villes canadiennes.

Tarifs spéciaux Web Tango, aller simple de Montréal à partir de:

<b>74\$</b> TORONTO	<b>99\$</b> SYDNEY <small>SERVICE SANS ESCALE! 1<sup>er</sup> - 30 JUIN 2004</small>	<b>118\$</b> HALIFAX	<b>139\$</b> SEPT-ÎLES	<b>151\$</b> ST. JOHN'S (T.-N.-L.)
<b>130\$</b> WINNIPEG	<b>199\$</b> REGINA SASKATOON	<b>217\$</b> VANCOUVER	<b>183\$</b> CALGARY	<b>182\$</b> EDMONTON

Le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs pour les vols au pays.

Réservez sur [aircanada.com](http://aircanada.com) et obtenez un mille Aéroplan<sup>MD</sup> supplémentaire pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis. Ou téléphonez à votre agent de voyages.

aircanada.com

.com c'est pas cher



# Les maires de la MRC des Pays-d'en-Haut insatisfaits des services de la Sûreté du Québec

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Convaincus que la Sûreté du Québec n'assure pas la sécurité de leur population comme elle s'est engagée à le faire, les maires de la municipalité régionale de comté (MRC) des Pays-d'en-Haut demandent une rencontre d'urgence avec le directeur général de ce corps de police, Norman Proulx. S'ils n'ont pas gain de cause, les maires ont l'intention de s'adresser au pouvoir politique.

Lundi, le maire de Saint-Sauveur, Georges Filion, a fait part à ses collègues de son désarroi.

Après son intervention, une résolution unanime a été adoptée par les six maires qui reçoivent les services de la SQ pour obtenir une rencontre avec M. Proulx. Aucun contrat n'a encore été signé entre ces municipalités et la SQ. À la suite de la mise en application de la nouvelle carte policière, plusieurs municipalités se sont rangées derrière la SQ parce qu'il devenait trop onéreux de maintenir leur corps de police local.

#### Insatisfaction généralisée

« L'insatisfaction est généralisée dans la MRC. Si M. Proulx nous informe qu'il ne peut rien faire,

nous allons nous adresser au ministre de la Sécurité publique afin d'obtenir l'autorisation de créer notre corps de police à Saint-Sauveur ou de rejoindre celui de la Régie de la Rivière-du-Nord », a indiqué M. Filion.

Cette MRC est formée notamment de Saint-Sauveur, Morin Heights, Saint-Adolphe-d'Howard, Sainte-Marguerite—Estrel, Piedmont, Sainte-Anne-des-Lacs et Sainte-Adèle. Piedmont et Sainte-Anne-des-Lacs se sont regroupées pour créer la Régie de police de la Rivière-du-Nord avec une voisine, Saint-Hippolyte, tandis que Sainte-Adèle a son propre service.

« Pour une ville de 10 000 habitants, Sainte-Adèle a constamment deux véhicules de police sur la route. De notre côté, nous en avons deux pour toute la MRC qui a un territoire beaucoup plus vaste avec une population permanente de plus de 18 000 personnes, et beaucoup plus les week-ends. Nous n'avons jamais eu la police à proximité promise par la SQ. Notre ville est presque constamment laissée sans protection. En 2003, la police de la Régie de la Rivière-du-Nord est intervenue une trentaine fois à Saint-Sauveur parce que la SQ ne pouvait venir, ses agents étant occupés à l'autre bout de la MRC. En 2004, Saint-Sauveur versera à la

SQ 1,9 million de dollars et nous croyons avoir droit en retour à un service adéquat et de qualité », a ajouté M. Filion.

M. Filion a rencontré à plusieurs reprises la direction locale de la SQ pour lui faire part d'un manque d'effectifs. Il a aussi écrit, le 29 avril, à Jacques Beaupré, inspecteur-chef, responsable du fonctionnement de la SQ dans des MRC. « C'est comme si je m'étais adressé à un mur. La SQ a mis en exécution son propre scénario, qui ne répond aucunement aux attentes de la population », a-t-il ajouté.

Le préfet de cette MRC, Charles Garnier, estime également que l'ensemble du territoire est très mal desservi par la SQ.

## Camping?

### Laissez-vous tenter!

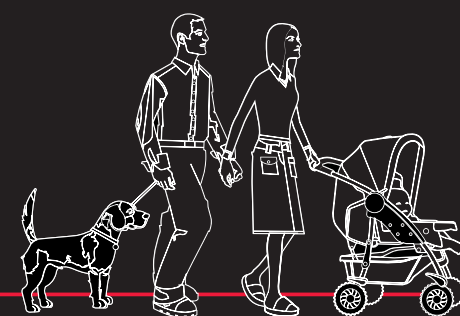
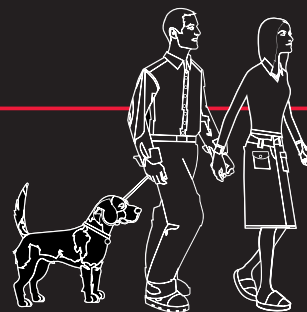
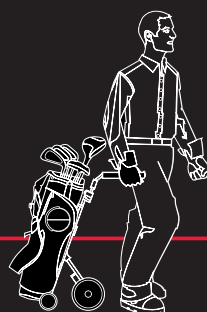


- Très grande salle d'exposition
- Choix incomparable de tentes
- À des prix d'entrepôt

**André Jac Sport**

5520, boul. des Laurentides, Laval  
4 km au nord de la 440 / 6 km au sud de la 640  
(450) 622-2410 / Sans frais 1 800 997-2410

« Est-ce que votre VUS évolue à votre rythme ? »



REPLACEMENT DE PORTES ET FENÊTRES



Il suffit d'un appel!

« Mon traitement pour la fièvre de ressort? Belles nouvelles fenêtres et portes de Pella qui régénèrent ma maison à l'intérieur et dehors. »

**15%**

Réduction de sur chaque fenêtre et porte-fenêtre de rénovation Pella\*

**Aucun paiement pour 180 jours!\***

**solde** chambre avec vue

Appelez-nous, passez nous voir ou confiez-nous le soin de vous visiter. Prenez rendez-vous en consultant notre site Web: <http://appointment.pella.com>.

FENÊTRES DE RÉNOVATION - PORTES-FENÊTRES - PORTES D'ENTRÉE PELLA™

9620 ROUTE TRANS CANADIENNE  
MONTREAL  
514-331-1055

1600 MERIVALE ROAD  
OTTAWA  
613-727-8080



LE REGARD DES CONNAISSEURS.™

\* Ne s'applique pas aux produits ProLine™. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. Voir les renseignements en magasin. L'installation doit être confiée aux professionnels de Pella. Cette offre, qui ne peut être jumelée à aucune autre offre ou promotion spéciale, est réservée aux projets de rénovation. Financement offert aux clients admissibles seulement. L'offre prend fin le 30 mai 2004. © 2004 Pella Corporation.



### Voici le X-TRAIL de NISSAN

Le VUS qui évolue au rythme de votre vie.

La vie va vite. Vous avez donc besoin d'un véhicule qui s'adapte à vos besoins. Voici le X-Trail, le petit VUS pour ceux qui ont une bien grande vie. Moteur 2,5 litres de 165 chevaux, aire de chargement polyvalente, très grand toit Pana<sup>MC+</sup>, habitacle super spacieux, plancher de l'espace de chargement amovible et lavable, porte-tasses chaud/froid et traction intégrale tout-mode en option\*\*. À compter de 25 900 \$\*. Le X-Trail de Nissan. Le VUS qui évolue au rythme de votre vie.



DÉCOUVRIR l'avenir

nissan.ca

Version du X-Trail SE à boîte manuelle et traction intégrale représentée. Prix à l'achat : 29 600 \$ \*De série sur les versions SE et L.E. \*\*De série sur la version L.E. En option sur les versions XE et SE : 125 900 \$ pour le X-Trail XE à traction avant et boîte de vitesses automatique. Frais de transport et de préparation (935 \$), immatriculation, frais d'enregistrement RDPRM et taxes en sus. Les concessionnaires peuvent vendre à prix moindre. Nissan, le logo Nissan, la signature « DÉCOUVRIR » et les noms des modèles Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

## MONTRÉAL PLUS

## Autre étape dans le procès François Houle

Les 12 jurés appelés à décider si François Houle a bel et bien acheté les services sexuels d'une mineure commenceront leur travail aujourd'hui. Les huit femmes et quatre hommes en-

tendront les témoins dès ce matin. Choisi lundi, le jury a bénéficié de deux jours de congé, le temps que les avocats règlent les questions de droit et des requêtes préliminaires. Houle, 41 ans, ex-président du Festival d'été de Québec, est accusé d'avoir obtenu contre moyennant rétribution les services sexuels d'une mineure, âgée de 15 ans au moment du crime. Le Soleil

## Sept ans de prison réclamés pour deux contremaîtres du port d'Halifax

ANDRÉ CÉDILOT

Estimant leur geste très grave, le ministère fédéral de la Justice a réclamé sept ans de pénitencier, hier, contre deux contremaîtres du port d'Halifax qui ont participé à l'importation d'un chargement de cocaïne destiné à un proche de Maurice Boucher qui aspirait à devenir un Hells Angels Nomads.

Pour leur part, les avocats de Laurence Cody et Robert Langille estiment qu'une sentence avec sursis serait satisfaisante. Tout en minimisant le rôle de leurs clients, ils croient que les deux hommes ont eu leur leçon, ayant perdu leur emploi et mis toute leur famille dans un profond et pénible embarras.

Originaires de la Nouvelle-Écosse, Cody et Langille ont été reconnus coupables d'une importation de 49 kg de cocaïne au terme d'un procès devant jury qui a duré quatre semaines au palais de justice de Montréal. En liberté durant toutes ces procédures, ils avaient été arrêtés en juillet 2002, en même temps, entre autres, que le Hells Angels Steven Bertrand et un autre employé du port d'Halifax.

La preuve a démontré que Cody et Langille, en raison de leurs hautes fonctions — l'un était surintendant et l'autre contremaître sur les quais —, ont aidé les trafiquants en leur fournissant l'heure, la date et le lieu exact d'arrivée du bateau transportant la drogue. Ils refilaient les précieux renseignements au débardeur Paul Arthur (il a éclopé 12 ans de réclusion l'an dernier. Celui-ci s'arrangeait ensuite pour faire sortir la drogue du port sans encombre.

Selon M<sup>e</sup> Thierry Nadon, de la poursuite fédérale, même s'ils n'ont jamais touché à la drogue, les accusés ont joué un rôle crucial dans cette affaire de contrebande internationale. « À cause de leur rang dans la compagnie, ils avaient accès à plein d'informations sensibles. Ils ont trahi la confiance de leur employeur en aidant Arthur et ses complices à sortir la cocaïne du port », a-t-il dit dans son réquisitoire. De son point de vue, sur le plan du droit, ce sont là des facteurs aggravants qui favorisent une sentence sévère.

« Ils sont plus que de simples courriers. Avec Arthur, ils ouvraient grandes les portes pour faire entrer la drogue », a relaté M<sup>e</sup> Nadon, en rappelant que la Cour d'appel de l'Ontario requerrait des sentences de six à huit ans de pénitencier pour les hommes de main d'organisations d'envergure comme celle avec laquelle ont collaboré les accusés. L'enquête de la GRC a permis d'apprendre que le groupe avait perdu 800 000 \$ à la suite de l'échec d'une autre importation.

De leur côté, les avocats de la défense ne croient pas que le rôle de leurs clients ait été essentiel dans la réalisation de l'importation des 49 kg de cocaïne. « La drogue serait entrée quand même, et Arthur aurait pu opérer. C'est lui qui était en lien avec les trafiquants. Les informations sur l'arrivée des bateaux ne sont pas si confidentielles que ça, plusieurs personnes y ont accès », a mentionné M<sup>e</sup> Giuseppe Battista, qui défend Laurence Cody.

La juge Carol Cohen rendra sentence le 27 mai.

## FIN DE SEMAINE

**OLYMPUS** VENDREDI 21 MAI DE 14h À 21h **SIGMA**  
SAMEDI 22 MAI DE 10h À 17h

Le Grand Chef de la photographie vous invite à venir rencontrer Sylvie Durand, représentante d'OLYMPUS et Guy Valiquette, représentant de SIGMA pour une démonstration personnalisée!

**OLYMPUS**  
Camedia C5060

- Appareil photo numérique
- Résolution 5 millions de pixels
- Zoom 4x optique équivalent 27-110mm
- Écran pivotant
- Carte mémoire XD
- Interface USB



Incluant :  
carte mémoire 32 Mo  
et accessoires

899<sup>99</sup>\$

RECEVEZ 15\$ D'IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE

**SIGMA**  
Objectif AF 70-300mm  
f/4 - 5.6 Super

POUR : CANON, MINOLTA, NIKON ET PENTAX

219<sup>99</sup>\$**OLYMPUS** Camedia C8080

- Appareil photo numérique
- Résolution 8 millions de pixels
- Zoom 3x optique équivalent 28-140mm
- Écran pivotant
- Carte mémoire XD
- Interface USB



Incluant :  
carte mémoire 32 Mo  
et accessoires

1349<sup>99</sup>\$

RECEVEZ 15\$ D'IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE

**SIGMA**  
Objectif AF 17-35mm  
f/2.8 - 4

POUR : CANON ET NIKON

699<sup>99</sup>\$**OLYMPUS** Ensemble E-1

- Boîtier réflex numérique en magnésium numérique
- Résolution 5 millions de pixels
- Objectif 14-54mm Zuiko
- Carte mémoire Compact Flash ou XD
- Interface USB et FireWire



Incluant :  
pile rechargeable et chargeur

2699<sup>99</sup>\$

RECEVEZ 25\$ D'IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE

**SIGMA**  
Objectif AF 170-500mm  
f/5 - 6.3

POUR : CANON ET NIKON

959<sup>99</sup>\$

**L.L. Lozeau** Valide jusqu'au 3 Juin 2004  
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE  
1-800-363-3535 Photos peuvent différer.  
(514) 274-6577 6224, St-Hubert  
www.lozeau.com Montréal, Québec

## Déraillement d'un train à Saint-Félicien

Un train de marchandises du Canadien National a déraillé hier à Saint-Félicien, au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Sept wagons ont quitté la voie, dont six se sont renversés sur le côté. On ne signale aucun blessé ni aucun dommage à l'environnement. « Ils (les wagons) transportaient des matériaux de construction (du bois) et du papier », a expliqué le porte-parole du CN, Pierre Leclerc. L'incident est survenu à 13 h 05 en plein cœur de la municipalité, alors que le train roulait vers Chambord. Même si la cause de ce déraillement n'est pas encore connue, le CN exclut la vitesse. Le Quotidien

CRTC



## AVIS PUBLIC DU CRTC Canadā

1. L'ENSEMBLE DU CANADA. CTV TELEVISION INC. demande l'autorisation de modifier les licences des entreprises nationales de programmation d'émissions spécialisées appelées respectivement Report on Business Television (ROBTv) et Talk TV en changeant la condition de licence relative à la publicité. EXAMEN DE LA DEMANDE : 9, Channel Nine Court, Scarborough (Ont.). Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2. Vous pouvez également soumettre votre intervention par fax au (819) 994-0218, par courriel au: procedure@crtc.gc.ca, ou en utilisant le «Formulaire d'intervention/observations» trouvé sur le site web du CRTC sous le bouton «Dépôt et Inscription». Vos commentaires doivent être reçus par le CRTC au plus tard le 2 juin 2004 et DOIVENT inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations: 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet: http://www.crtc.gc.ca. Document de référence: Avis public CRTC 2004-33.

323022A



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

## VENTE DE DÉBUT DE SAISON

Plus de 1,5 millions en inventaire

Plus de 200 ensembles (fixation - wakeboard) Réduits jusqu'à 60%

Shorty à partir de 45\$

Tube O'Brien 79\$

Skis Combo 179\$

Spéciaux valides jusqu'au 31 mai 2004

Kneeboard O'Brien 149\$

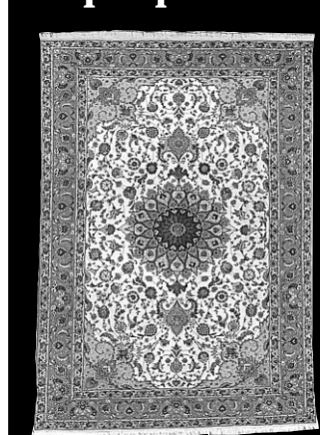
L'ENTREPÔT au vent fou

QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

514-640-3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal  
www.auventfou.com 1-800-336-2126

## Liquidation spéciale

## Tapis persans



Tapis persans et orientaux  
100% tissés main

CARGAISON DÉTOURNÉE (no 16661)  
Port d'arrivée : New York, N.Y.

Une grosse cargaison de tapis faits à la main a été libérée et confiée à Heriz Persian Rugs pour liquidation immédiate. Tous les genres (Qum soie, Tabriz, Nain, Kashan, tapis tribaux, etc.) et toutes les dimensions, de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur.

Tous les tapis vont de 100\$ à 1 800\$

Premiers arrivés, premiers servis  
Vendredi 21 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm  
Samedi 22 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm  
Dimanche 23 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm  
Lundi 24 mai 2004 - 11 h am - 19 h pm

HÔTEL RUBY FOO'S  
7655, boul. Décarie  
Montréal QC (514) 731-7701



## Nos obligations suscitent l'intérêt :

1 800 463-5229

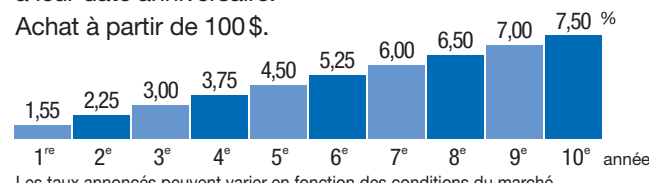
## Obligations à taux progressif

Capital garanti à 100 %.

Taux avantageux garantis pour 10 ans.

Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.

Achat à partir de 100 \$.



BONI DE

1%

la première année pour les nouveaux fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h. Passez nous voir au 2000, av. McGill College à Montréal, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h.

Visitez le [www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

Épargne Placements

Québec



3225075

**Incendie de l'école juive United Talmud Torah**

# La mère d'un des accusés mise en liberté

CHRISTIANE DESJARDINS

Au terme de l'enquête sur leur mise en liberté qui a duré presque toute la journée, hier, au palais de justice de Montréal, Rouba Fahd Elmerhebi, 36 ans, a été libérée, tandis que son fils, Sleiman, est reparti en cellule. Estimant que le cas du jeune homme de 18 ans demandait une plus longue réflexion, le juge Robert Sansfaçon a dit qu'il ferait connaître mardi le sort qu'il lui réserve.

Sleiman Elmerhebi est accusé d'avoir mis le feu à l'école United Talmud Torah, dans la nuit du 5 avril dernier. L'incendie, qui a détruit la bibliothèque de cette école primaire juive de Saint-Laurent, avait été revendiqué par un tract signé « Les Brigades du Sheik Ahmed Yassine ». Yassine est le chef spirituel du Hamas assassiné récemment lors d'un raid israélien. Rouba Fahd Elmerhebi, mère du jeune homme, est accusée de complicité après le fait, pour un incident qui serait survenu le 13 mai dernier, soit la veille des arrestations.

Hier, Luc Lamy, enquêteur de la section antigang de la police de Montréal, est venu expliquer comment leur enquête les a mené au jeune Sleiman, employé comme commis dans un Canadian Tire de Saint-Laurent. Une ordonnance de non-publication nous interdit toutefois de dévoiler la teneur de tous les témoignages entendus hier. La directrice de l'école incendiée, Soly Benamron, est également venue témoigner de l'impact qu'a eu cet attentat sur les élèves, les parents et les enseignants, de même que dans la communauté.

Du côté de la défense, un seul témoin a été entendu. Il s'agit de Khaled Elmerhebi, père et mari des deux accusés, qui acceptait de s'en porter garant. À la fin de l'audience, le juge acceptait de mettre Mme Elmerhebi en liberté à diverses conditions. Sa caution a été fixée à 10 000 \$. Elle doit remettre son passeport et elle a dû s'engager à ne pas communiquer avec son fils. Rappelons qu'un troisième accusé dans cette affaire, Simon Zogheib, également âgé de 18 ans, a été mis en liberté au début de la semaine.



L'incendie qui a détruit la bibliothèque de l'école United Talmud Torah, un établissement juif de Saint-Laurent, dans la nuit du 5 avril, avait été revendiqué par un tract signé « Les Brigades du Sheik Ahmed Yassine ».

# Sursis pour un ancien garde du chah d'Iran

ANDRÉ CÉDILOT

Recherché depuis 10 ans pour trafic de cocaïne, un ancien garde du corps du chah d'Iran, l'un des rares à avoir survécu à la révolution de 1979, vient d'échapper de deux ans d'emprisonnement avec sursis en Cour du Québec.

Si Monsoud Monfered s'en est si bien tiré, c'est que la juge Isabelle Rheault a tenu compte de sa santé extrêmement précaire. Âgé de 50 ans, l'accusé a de graves problèmes cardiaques et de diabète. En général, il se déplace en fauteuil roulant et vit à Vancouver avec son fils de 14 ans.

Monfered avait été inculpé en 1994 après avoir servi d'intermédiaire dans une transaction de 1 kilo de cocaïne. Avec trois complices à la solde d'Ines Barbosa, considérée comme la marraine du cartel de Cali à Montréal, l'ex-militaire iranien était tombé dans le piège d'un agent double de la police. Il avait profité de sa mise en liberté sur caution pour prendre la fuite. Il a été ramené à Montréal il y a quelques semaines à la suite de sa capture par la GRC, à Coquitlam, en Colombie-Britannique, où il s'était établi avec sa famille.

En l'apercevant, les détectives montréalais ont été surpris par le radical changement de sa physiologie. Pâle et passablement amaigri, il n'était plus le colosse tout en muscles de 6 pieds 2 pouces et 325 livres qu'ils avaient interpellé 10 ans plus tôt dans la rue Coloniale, au centre-ville.

Grâce à une argumentation efficace, son avocat, Manlia Del Negro, a convaincu la juge Rheault qu'une sentence avec sursis était suffisante, étant donné que l'affaire remontait à très longtemps et que son client était très malade. En échange d'un plaidoyer de culpabilité, il a aussi obtenu que Monfered puisse purger sa peine à Vancouver.

De son côté, l'avocate de la poursuite, Véronique Beauchamp, n'a pas offert une trop grande opposition. Tout en réclamant deux années de réclusion, elle a laissé au tribunal le soin de prendre la décision finale.

Ex-membre de la garde privée du chah, Monfered est arrivé au Canada en 1985 après avoir fui le régime de l'ayatollah Khomeiny, porté au pouvoir peu de temps après la révolution islamique de 1979. Avant de quitter l'Iran avec l'aide d'un dirigeant d'un consulat, il dit avoir passé deux ans dans une prison locale, où il aurait subi des sévices. On lui aurait notamment fracturé la colonne vertébrale et brisé des doigts avec une mitrailleuse.

Monfered se dit l'un des survivants de l'entourage du chah. Selon lui, 128 de ses collègues ont été tués durant la rébellion ou par la torture. Il est parvenu au Canada en passant par la Syrie et la France. Dans le temps, il se faisait aussi appeler Ghasemi Monfered ou Ghasemi Monfared. Il était sans travail quand la GRC l'a arrêté en Colombie-Britannique.



Trouvez la différence entre la Civic DX et la voiture de course de la Série Challenge Honda Michelin.



Le coupé Civic DX Honda que vous trouverez chez le concessionnaire près de chez vous est pratiquement le même qui participe à la Série Challenge Honda Michelin, de retour à la demande populaire. Vous pouvez donc compter sur la durabilité, la fiabilité et la performance équilibrée que chaque conducteur ou pilote apprécie, que ce soit en piste ou hors-piste. Arrêtez voir une course cet été. Ou encore mieux, montez.

**CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS**

23 mai	Victoria Day Sprints, Mosport	3 et 4 juillet	Club de Motorsport d'Ottawa, Shannonville	22 août	Course régionale, St-Eustache
13 juin	Grand Prix du Canada, Montréal	1 <sup>er</sup> août	Grand Prix de Trois-Rivières, Trois-Rivières	26 septembre	Classique d'automne, Mt-Tremblant
20 juin	CASCAR, Mosport	8 août	American LeMans Series, Mosport	3 octobre	Célébration 2004, Mosport

Pour plus de détails, visitez le [www.hondamichelin.ca](http://www.hondamichelin.ca)



**HONDA**

# MONDE

## Un jet de poudre mauve atteint Blair au parlement

Les mesures de sécurité remises en question



ISABELLE HACHEY  
À LONDRES

Une attaque à la poudre mauve contre le premier ministre Tony Blair, survenue hier midi en pleine Chambre des communes, soulève d'importantes questions sur la qualité des mesures de sécurité mises en place au palais de Westminster.

En ces temps d'alerte au terrorisme chimique et biologique, le calme exemplaire affiché par les membres du Parlement lors de l'incident confirme au moins une chose : le flegme britannique n'est pas qu'un mythe.

M. Blair s'adressait aux Communes quand un projectile l'a atteint à l'épaule droite. Un mystérieux nuage de poussière mauve s'est élevé au-dessus de la Chambre. Le premier ministre, un peu confus, a conservé son sang-froid ; la salle s'est vidée pendant qu'une équipe de décontamination se précipitait sur les lieux.

M. Blair a quitté la Chambre en souriant, échangeant même une blague avec le leader de l'opposition conservatrice. Son veston était couvert de poudre mauve.

L'auteur de l'attaque était membre de Fathers for Justice, un groupe de pères réclamant un plus grand accès à leurs enfants après une séparation. « Je n'ai pas vu ma fille depuis cinq ans ! » a vociféré Ron Davies, père de deux enfants ; du haut de la galerie des visiteurs, avant de lancer son assaut contre M. Blair.

Le projectile était inoffensif : c'était, en fait, un condom rempli de farine imbibée de teinture mauve — la « couleur internationale de l'égalité », a expliqué par la suite le groupe de pression adepte des coups d'éclat. En novembre, un membre du groupe avait perturbé la circulation automobile au centre de Londres en se perchait, déguisé en Spider-Man, au sommet d'une grue mécanique.

Mais tout cela, au moment de l'attaque, personne ne pouvait évidemment pas le savoir. L'affaire aurait pu être beaucoup plus grave. M. Blair a indiqué que l'incident avait des « im-

plications sérieuses » et a exigé une révision des mesures de sécurité.

Plusieurs députés ont reconnu qu'ils n'auraient pas dû quitter les Communes après l'attaque. « Si cela avait été un agent chimique ou biologique, nous l'aurions propagé autour de Londres, a souligné l'ancien chef conservateur, Iain Duncan Smith. Avec une telle menace, on devrait sceller complètement les portes ».

Des sources du gouvernement ont admis à la BBC que les politiciens n'avaient aucune idée de la marche à suivre, et qu'ils n'auraient pas dû quitter le parlement.

Il y a un mois, le leader des Communes, Peter Hain, a fait approuver par ses collègues l'installation d'un écran hermétique de 3,2 millions de dollars, destiné à protéger les élus d'une éventuelle attaque terroriste au ricin ou au bacille du charbon. « Les particules commenceraient immédiatement à se propager dans la Chambre, avait expliqué le ministre. En quelques minutes la contamination serait totale. »

La protection des élus semblait si urgente que, pendant le congé de Pâques, une barrière temporaire a été érigée entre la galerie du public et la Chambre des communes, au coût de 1,5 million de dollars. Mais une petite section de la galerie, réservée aux notables et aux invités des politiciens, n'a pas été munie de barrière. M. Davies a profité de cette ouverture pour lancer le condom de farine.

M. Davies et son complice ont rapidement été appréhendés par la police. Les billets que les deux hommes s'étaient procurés pour assister à la période de questions avaient été mis aux enchères par la baronne Lynne Golding dans le cadre d'une campagne de financement pour un organisme de charité. Membre de la Chambre des lords, Lady Golding s'est confondue en excuses.

L'affaire est aussi embarrassante pour les responsables de la sécurité au palais de Westminster. Depuis le 11 septembre, les mesures de sécurité ont été resserrées à l'intérieur et à l'extérieur du parlement qui borde la Tamise, au centre de Londres. Outre la barrière temporaire, des caméras ont été installées dans la galerie du public, et des blocs de ciment ont été posés autour du parlement pour empêcher un éventuel terroriste de percuter l'immeuble au volant d'une camionnette remplie d'explosifs.



Les célébrations d'un mariage ont tourné au deuil à Makr el-Dib, dans l'ouest de l'Irak, après que l'armée américaine eut bombardé ce village situé près de la frontière avec la Syrie. Le raid a fait une quarantaine de victimes. Sur cette image vidéo, un homme pleure l'un des morts.

PHOTO REUTERS/AL ARABIYA

## Premier soldat condamné pour les exactions en Irak

D'APRÈS AFP

BAGDAD — Une cour martiale à Bagdad a prononcé hier la première condamnation pour les sévices infligés à la prison d'Abou Gharib, et d'autres militaires pourraient être mis en cause, ont annoncé devant le Sénat à Washington les plus hauts responsables de l'armée américaine en Irak.

Le Pentagone a aussi informé la Commission des Forces armées du Sénat de la découverte d'un nouveau cédérom contenant des photos de sévices, a déclaré le président de cette commission, le sénateur républicain John Warner.

Le soldat américain Jeremy Sivits, premier des sept accusés à comparaître, a été condamné par une cour martiale spéciale à un an de prison et devra quitter l'armée pour « mauvaise conduite » après avoir purgé sa peine.

Ce simple soldat de 24 ans, qui a

plaidé coupable, a reconnu avoir maltraité des détenus en groupe, participé à un plan d'humiliation de prisonniers et manqué à son devoir début novembre 2003.

Il a avoué avoir forcé un prisonnier à rejoindre une pile d'autres détenus entassés sur le sol et avoir photographié un autre garde en train de faire semblant de frapper l'un de ces hommes.

Trois autres GI également accusés dans l'affaire ont refusé de plaider lors de l'ouverture d'une série d'audiences préliminaires.

L'unique juge, le colonel James Pohl, a convoqué les sergents Javal Davis, 26 ans, et Ivan Frederick, 37 ans, ainsi que le caporal Charles Graner, 35 ans, pour le 21 juin.

Le procès a été largement ouvert à la presse, notamment arabe, l'armée américaine souhaitant prouver qu'elle était sans concessions lorsqu'il s'agit de punir des agissements contraires aux règlements.

Interrogés par la commission sénatoriale, le chef du Commandement central américain, le général John Abizaid, le commandant des forces américaines en Irak, le général Ricardo Sanchez, et le responsable des prisons de la coalition en Irak, le général Geoffrey Miller, ont indiqué que d'autres militaires pourraient avoir à répondre de leurs actes.

Abizaid et Sanchez ont indiqué qu'ils assumaient leurs responsabilités dans le scandale. « Sans aucun doute, nous avons fait des erreurs », a déclaré le général Abizaid.

Mais le général Sanchez a assuré que, si le renseignement militaire avait le contrôle tactique de la prison, il n'y avait pas eu d'ordre pour impliquer les gardes de la police militaire dans les interrogatoires.

L'armée a enquêté sur quelque 75 cas d'abus présumés contre des détenus en Afghanistan et en Irak, a indiqué Abizaid, qui a nié l'existence de mauvais traitements généralisés.

## Giuliani défend les « héros » du 11 septembre



RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — « INSULTE », hurlait la une du *New York Post*, hier matin, au lendemain de la première journée d'audience de la Commission d'enquête sur le 11 septembre 2001 à New York.

Le tabloïd populaire réagissait aux déclarations d'un commissaire républicain, John Lehman, qui avait qualifié de « scandaleuse » l'impréparation des secours new-yorkais. Le jour des attentats terroristes, le plan d'urgence de la Ville n'était même « pas digne des scouts », avait précisé l'ancien membre de l'administration Reagan.

Lehman appuyait ses dires sur un rapport préliminaire de la Commis-

sion, qui relève plusieurs manquements dans la réponse des autorités new-yorkaises face à la catastrophe qui a détruit les tours du World Trade Center (WTC) et tué 2749 personnes.

Manque de communication radio et de coordination entre le 911 et les secours sur le terrain. Manque de communication entre les policiers et les pompiers. Défaillances du système de communications téléphoniques d'urgence.

Les erreurs sont nombreuses et elles ont probablement coûté des vies. Le rapport de la Commission révèle notamment que les opérateurs du numéro d'urgence ne savaient pas que les chefs de pompiers avaient décidé d'évacuer les tours, car la Ville de New York ne disposait pas de moyens de relayer cette information.

Au World Trade Center, personne n'a dit aux occupants qu'il fallait évacuer les tours. Un des rescapés, Brian Clark, président de la société Euro Brokers Relief Fund, se souvient avoir entendu par le système de so-

norisation le message suivant : « Votre attention s'il vous plaît, le Bâtiment 2 est sûr. Il n'est pas nécessaire d'évacuer le bâtiment 2. »

Scandaleux, a dit mardi le commissaire Lehman, provoquant cette réplique de Thomas Von Essen, chef des pompiers lors du drame : « Vous semblez dire que tout a été de travers. Il est scandaleux que vous fassiez une telle déclaration. »

Le *New York Post* est évidemment du même avis, qui illustre sa une d'hier avec la photo d'un pompier agenouillé dans les ruines des tours. « Cet homme est un héros de New York, ce n'est pas un scout », disait le sous-titre de la page.

La table était mise pour la deuxième journée d'audience, qui mettait en vedette Rudolph Giuliani, dont le leadership a été universellement reconnu dans les heures et les jours qui ont suivi les attentats.

À la fois calme et passionné, l'ancien maire de New York a défendu hier matin les « héros » de sa ville, tout en reconnaissant que de « terribles erreurs » ont été commises le 11

septembre. Ces erreurs, il les a attribuées au caractère inédit de la tragédie. « Notre ennemi n'est pas parmi nous, ce sont les terroristes », a déclaré Giuliani. Soulevant les applaudissements des spectateurs, il a ajouté : « La responsabilité incombe clairement à une source unique : les terroristes qui ont tué nos proches. »

Quant à la Ville, elle a réagi « brillamment », selon Giuliani. Les pompiers et les policiers n'ont pas tourné le dos aux citoyens, ils se sont portés à leur secours, a précisé l'ancien maire, qui a vanté en outre la coordination entre les secours.

Ce jour-là, « personne n'a privilégié son ego, a-t-il dit. Nous avons eu une histoire d'héroïsme, une histoire de fierté, une histoire d'entraide ».

Mais John Lehman, ex-secrétaire de la marine, est quand même revenu à la charge, demandant à plus d'une reprise pourquoi la Ville n'avait pas une chaîne de commandement « claire ». À la fin, Giuliani a répondu : « Le maire est responsable. Tous les services municipaux relèvent de lui. Le maire est responsable. »

Et d'ajouter, en s'adressant à la Commission : « Je vous demande de considérer le fait que personne n'avait jamais eu à faire face à un tel attentat. »

L'actuel maire de New York, Michael Bloomberg, a témoigné à la suite de Giuliani. Il a défendu le nouveau plan d'urgence de la Ville, tout en appelant à des réformes dans le financement fédéral des mesures anti-terroristes.

La veille, des commissaires avaient critiqué le plan de Bloomberg, l'un d'eux le qualifiant de « confus ».

Les deux journées d'audience se sont déroulées dans un auditorium de la New York University, dans Greenwich Village. Comme la veille, environ une centaine de parents des victimes du 11 septembre ont assisté hier à la séance. Pendant le témoignage de Giuliani, l'un d'eux a interrompu la procédure pour reprocher aux commissaires de poser des questions faciles à l'ancien maire.

Malgré les manquements de la Ville, les commissaires se sont tous relayés pour vanter la manière dont Giuliani a su gérer le drame.

La Commission, qui avait tenu en mars et avril des audiences très médiatisées à Washington, doit remettre son rapport à la fin de juillet.

**Rabais de**  
**50%**  
**sur toutes les lentilles**

vaut pour les lentilles double foyer ou à foyer progressif ou solaires d'ordonnance à l'achat de n'importe quelle monture

Certaines restrictions s'appliquent. Demandez les détails aux associés aux ventes.

Place Montreal Trust	514.982.9339
Centre Rockland	514.737.9055
Carrefour Angrignon	514.367.5033
Promenades St. Bruno	450.441.4671
Fairview Pointe Claire	514.426.3622
Carrefour Laval	450.681.4255
Les Galeries d'Anjou	514.354.2622

Lunettes d'ordonnance sans TPS. Au Québec, les lunettes (montures et lentilles) sont vendues par l'optométriste indépendant ou l'ophtalmologiste voisin du magasin LensCrafters®. Examen de la vue offert.

# Manmohan Singh désigné premier ministre de l'Inde

Cet économiste d'origine sikhe sera le premier non hindou à diriger le pays

RENÉ SLAMA  
AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW DELHI — L'ancien ministre des Finances Manmohan Singh, un économiste de 71 ans, a été chargé officiellement hier par le président de la République, au lendemain du renoncement de Sonia Gandhi, de former le nouveau gouvernement de l'Inde.

Issu de la communauté sikhe, Singh devient le premier non hindou à diriger l'Inde depuis l'indépendance en 1947. Il a aussitôt déclaré que son

gouvernement fonctionnerait avec « le soutien et les conseils de madame » Sonia Gandhi, qui restera présidente du Parti du Congrès et du groupe parlementaire de cette formation malgré les attaques virulentes du parti hindouiste défait, le BJP, contre ses origines italiennes.

Singh avait été désigné peu auparavant « à l'unanimité » candidat du Congrès au poste de premier ministre après le refus catégorique, réitéré hier, de M<sup>me</sup> Gandhi d'assumer ces fonctions.

La veuve de l'ancien premier minis-

tre Rajiv Gandhi a accompagné Manmohan Singh chez le président Abdul Kalam, et semblait très soulagée après l'entretien. Le sourire aux lèvres, elle a dit que le gouvernement de l'Inde serait « en de bonnes mains avec M. Singh ». Elle a confié que la « pression énorme » de ces derniers jours l'avait « quelque peu déprimée ».

« Je suis heureux d'informer la nation que je formerai le prochain gouvernement », a annoncé Singh à l'issue d'un bref entretien avec le chef de l'État. Il a promis qu'il ferait de

l'Inde « un modèle de réformes économiques » qui offriront « de nouvelles chances aux pauvres et aux déshérités » en vue du développement du pays de plus d'un milliard d'habitants qui ambitionne d'être une superpuissance d'ici 15 ans.

Arrivé en tête aux législatives, le Congrès sera soutenu au Parlement par la gauche et des partis régionaux. Singh a indiqué qu'il avait transmis au président Kalam « les lettres de soutien » des partis alliés au Congrès.

Appelée l'Alliance progressiste unie, cette coalition devrait compter

20 formations, y compris le Congrès, et devrait disposer de plus de 300 sièges, soit la majorité absolue, à la Chambre basse du Parlement, qui en compte 545.

Ancien gouverneur de la Banque centrale, Singh a été ministre des Finances de 1991 à 1996. Considéré comme un réformiste, il est apprécié des milieux d'affaires aussi bien en Inde qu'à l'étranger. Il doit succéder à Atal Behari Vajpayee, 79 ans, chef du BJP. La date de sa prestation de serment n'a pas été officiellement annoncée mais toute la classe politique s'attend à une cérémonie avant la fin de la semaine.

Dans des déclarations à la chaîne de télévision privée *Aaj Tak*, Manmohan Singh a déclaré que les marchés financiers n'avaient rien à craindre d'un gouvernement soutenu par les communistes. Il a promis des mesures en faveur de la croissance qui tourne actuellement autour de 8 %.

« Tout le monde souhaite que notre pays progresse vite mais la pauvreté doit être aussi éradiquée », a-t-il ajouté.

# Washington sermonne Pékin

D'APRÈS AFP

WASHINGTON — La Maison-Blanche a fermement condamné hier l'avertissement lancé par les autorités chinoises à Taiwan, estimant que les termes employés par Pékin n'avaient pas leur place « dans le discours du monde civilisé ».

« Nous rejetons les parties de l'avertissement chinois qui menacent de recourir à la force pour résoudre les différences entre Pékin et Taipei », a déclaré le porte-parole de la présidence américaine, Scott McClellan.

« Les menaces, je cite, d'écraser Taiwan ou de l'ensevelir dans une mer de feu n'ont pas de place dans le discours du monde civilisé et

Pékin ne fait que porter tort à sa propre cause en les utilisant », a-t-il poursuivi.

« Ils sont particulièrement malvenus en cette période délicate. Et ils nécessitent que nous réaffirmions fermement nos obligations au titre de la Loi sur les relations avec Taiwan », a-t-il souligné.

La Chine a promis d'« écraser » toute tentative d'indépendance de Taiwan, « quel qu'en soit le prix », alors que le président réélu taïwanais Chen Shui-bian doit prêter serment.

Les dirigeants de Taiwan ont le choix entre reconnaître que l'île fait partie de la Chine et « jouer avec le feu en poursuivant sur la voie du séparatisme », a affirmé Pékin dans un communiqué publié par *Chine Nouvelle*.



Il vous a tenue au chaud tout l'hiver. Gardez-le au frais cet été.

Jusqu'au 31 mai, profitez d'une réduction de 25 % sur le prix courant des services de fourrures.

Les fourrures Holt Renfrew offrent des services d'entreposage professionnel, de remise à neuf et de transformation de fourrures. Que ce soit un manteau, une veste ou une étole, l'entreposage chez-nous garantit les meilleurs soins professionnels qui soient pour vos fourrures. Des fourrures lustrées pendant des années!

Appelez dès aujourd'hui pour prendre des dispositions et informez-vous au sujet des futures cliniques de retouche.

FOURRURES  
**HOLT RENFREW**

1300, RUE SHERBROOKE OUEST (514) 842-0914 WWW.HOLTRENFREW.COM

3220203A

Collection MOOREA par BARONET

**Fontaine**  
Meubles Décor

on paie la **TPS**

www.meublesfontaine.com

30 ans

9780, Sherbrooke Est, Montréal  
■ 514 352-3913

du samedi 8 mai  
au lundi 24 mai

322824A 322825

**LOTS BONIS!**



**TIRAGES LES JEUDIS:  
6, 13, 20, 27 mai**

Beaucoup de chances  
d'être chanceux!



MISE SUR TOI  
1 866 505-JEUX

**18 ans +**

www.loto-quebec.com

## MONDE

# Côte d'Ivoire: trois ministres de l'opposition limogés

D'APRÈS AFP

ABIDJAN — Le président ivoirien Laurent Gbagbo a démis par décret trois ministres de l'opposition au sein du gouvernement de « réconciliation nationale », dont le leader des ex-rebelles Guillaume Soro, a annoncé la télévision nationale.

Le décret, daté du 18 mai, « met fin aux fonctions » de Guillaume Soro, ministre d'État chargé de la Communication et secrétaire général des Forces nouvelles (ex-rébellion), Patrick Achi, ministre des Infrastructures économiques et membre du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, ex-parti unique), et Youssouf Souma-

horo, ministre de l'Enseignement technique, également issu des FN.

Ils sont remplacés à titre intérimaire par trois autres membres du gouvernement, tous issus du Front populaire ivoirien (FPI), le parti de Gbagbo.

Selon la télévision, le décret a été signé par Gbagbo « sur proposition du premier ministre », Seydou Diarra.

Les accords de paix de Linas-Marcoussis, signés en janvier 2003 en France par les partis politiques et les rebelles, « nous obligent à respecter un équilibre dans la formation du gouvernement, ils ne lient pas le sort de la République à des individus », avait estimé le président ivoirien dans un discours la veille.

Leader de l'ex-rébellion qui contrôle la moitié nord de la Côte d'Ivoire, Soro est depuis longtemps la « bête noire » de Gbagbo, dont il a réclamé le départ après la répression meurtrière par les forces de l'ordre d'une manifestation interdite de l'opposition le 25 mars à Abidjan. Il avait appelé la communauté internationale à « enlever du pouvoir » Gbagbo pour

permettre le retour à la paix.

Quant à Patrick Achi, jeune baron du PDCI qui assurait la fonction de porte-parole du gouvernement de réconciliation nationale, il avait engagé une vive polémique avec le camp présidentiel à propos d'une concession du terminal à conteneurs du port autonome d'Abidjan à une filiale du groupe français Bolloré.

Fin février, Achi avait déclaré « nul et non avenu » le contrat de concession « gré à gré » (en dehors de tout appel d'offres), dans un courrier adressé à la direction de Bolloré. Peu après, le PDCI avait décidé de boycotter le conseil des ministres pour protester contre la gestion du pouvoir par le FPI.

Cet été, éclatez-vous  
à La Ronde pour une heure ou  
pour toute la journée avec un  
**PASSEPORT-SAISON**



Passeport individuel  
au prix promotionnel de **65,20 \$**  
valable jusqu'au 6 juin  
sur présentation du coupon-rabais.

À surveiller :  
promotions exclusives  
aux détenteurs de  
passeport-saison



Faut s'éclater dans la vie.

En complétant votre préinscription sur [laronde.com](http://laronde.com),  
vous courrez la chance de gagner un Game Cube de Nintendo.

Renseignements : [www.laronde.com](http://www.laronde.com) - (514) 397-2000

Pour s'y rendre, prenez le métro :

☉ Jean-Drapeau (autobus 167) • ☉ Papineau (autobus 169)

Passeport individuel  
Faut s'éclater  
dans la vie.

Seulement  
**65,20 \$\***

sur présentation de ce bon  
(prix courant 73,90 \$\*)

Ce bon de réduction sera honoré les 15, 16, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31 mai ainsi que du 1<sup>er</sup> au 6 juin 2004, à la billetterie de La Ronde. Limite d'un coupon par personne. Non monnayable. Ne peut être jumelé à aucune autre offre promotionnelle. Taxes en sus. Quantité limitée.



\*Prix sujet à changement sans préavis.

Passeport familial  
Faut s'éclater  
dans la vie.

Seulement  
**155,62 \$\***

(2 adultes de 18 ans  
et plus et 2 enfants  
de 11 ans et moins)

Ce bon de réduction sera honoré les 15, 16, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31 mai ainsi que du 1<sup>er</sup> au 6 juin 2004, à la billetterie de La Ronde. Limite d'un coupon par personne. Non monnayable. Ne peut être jumelé à aucune autre offre promotionnelle. Taxes en sus. Quantité limitée.



\*Prix sujet à changement sans préavis.

## LE TOUR DU GLOBE

COLOMBIE

### Drogues dans la marine

Trois personnes, dont un sous-officier, ont été arrêtées un mois après la découverte de fortes quantités de drogues sur le navire-école joyau de la Marine colombienne, le *Gloria*. Le sous-officier Juan Carlos Solano Fontalvo, sa soeur Claudia Solano Fontalvo et un autre homme, John Alexander Ramirez Diaz, ont été arrêtés dans les villes de Carthagène et de Cucuta. Le 16 avril, 16,5 kg d'héroïne et 10 kg de cocaïne avaient été découverts dans la salle des machines du trois-mâts ancré dans le port de Cartagena de Indias, sur la côte caraïbe, entraînant la suspension de tout l'équipage. Le sous-officier est soupçonné d'avoir permis à une réseau proche des paramilitaires d'extrême droite, dont faisait partie Ramirez, de se servir du navire pour transporter de la drogue. *d'après AFP*

ARABIE SAOUDITE

### Réformateurs inculpés

Trois réformateurs saoudiens, détenus depuis deux mois, seront traduits en justice après le rejet d'une proposition de compromis présentée par les prisonniers pour être libérés, a indiqué hier l'épouse de l'un d'eux. « Ali Al-Demaini, Matrouk Al-Faleh et Abdallah Al-Hamed ont été informés par leur avocat qu'ils seront traduits en justice », a déclaré Fawziya Al-Ouyouni, l'épouse de Demaini, après avoir rendu visite à son mari dans son lieu de détention à Ryad. Les trois figuraient parmi une douzaine d'activistes arrêtés le 16 mars et dont la moitié furent relâchés deux jours plus tard après s'être engagés à ne plus appeler publiquement à des réformes. Trois autres avaient été relâchés fin mars. *d'après AFP*

TCHÉTCHÉNIE

### Explosion d'une mine

Un soldat russe a été tué et un autre blessé hier en Tchétchénie après que leur véhicule eut touché une mine qui a explosé, a annoncé un responsable du Commandement des forces russes dans le Caucase du Nord. L'explosion de la mine dans la région

de Shali, dans le sud de la Tchétchénie, a été suivie d'une fusillade. Cet incident fait suite à la mort de 12 soldats russes lundi dans deux accrochages dans le centre et le sud de la république, et à l'attentat suicide qui a coûté la vie au président pro-russe de Tchétchénie Akhmad Kadyrov le 9 mai. *d'après AFP*

NÉPAL

### 34 tués dans des combats

Au moins 29 maoïstes et cinq soldats ont été tués hier dans des combats au Népal, paralysé par une grève générale lancée la veille par la rébellion, a déclaré un responsable de l'armée. Vingt-cinq rebelles et deux soldats ont été tués dans le district de Chitwan, et quatre rebelles et trois soldats dans deux engagements dans le sud-ouest du royaume hindou himalayen. Ces informations n'ont pu être confirmées de source indépendante. Il est possible que d'autres rebelles aient été tués dans une attaque lancée par un hélicoptère militaire. L'armée népalaise a reçu l'ordre de tirer à vue au premier jour de la grève de trois jours lancée, selon des médias officiels. La rébellion maoïste, qui a fait plus de 9600 morts depuis 1996, a décrété la grève pour soutenir les partis démocratiques réclamant le retour d'un gouvernement élu. *d'après AFP*

HAÏTI

### Militaires du Paraguay

Le Paraguay enverra 200 militaires dans le cadre de la force de maintien de la paix des Nations unies en Haïti, a-t-on appris hier. Ces soldats seront intégrés au contingent brésilien qui partira pour Haïti en juin. Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité fin avril une résolution prévoyant la création d'une force de paix pour Haïti, comprenant 6700 militaires et 1622 policiers civils, pour une période initiale de six mois débutant le 1<sup>er</sup> juin. Le Brésil, qui commandera la force de Casques bleus, enverra 1200 hommes, le Chili 578, l'Uruguay 540 et l'Argentine environ 500. Au moins trois personnes, dont deux policiers, ont été blessées mardi à Port-au-Prince au cours d'une manifestation de partisans du président déchu Jean-Bertrand Aristide. *d'après AFP*



présente  
un Tour la Nuit  
vendredi 4 juin 2004

## QUAND ON AIME, ON VOIT DES ÉTOILES

Entre l'atmosphère du Plateau-Mont-Royal, les beautés du cimetière Notre-Dame-des-Neiges et les vues spectaculaires et changeantes qu'offre la douce montée du mont Royal par le chemin Olmsted, un Tour la Nuit vous propose une balade magique.

Un prélude idéal à un vendredi soir différent !



Aussi à la Féria...

20<sup>e</sup> Tour de l'Île, 6 juin Tour de l'Île des Enfants, 30 mai

Opération vélo-boulot, 31 mai au 4 juin

Défi métropolitain, 29 mai

Inscrivez-vous dès maintenant !

514 521-TOUR 1 800 567-8356  
[www.velo.qc.ca](http://www.velo.qc.ca)

Québec

Montréal

énergie 94.3

CITE  
107.3 FM

LA PRESSE

Dial

# Henri Massé vous répond

Nous vous invitons, le week-end dernier, à poser vos questions au président de la FTQ. Voici quelques-unes de celles-ci, accompagnées des réponses de M. Massé.

## Le discours syndical est souvent hargneux

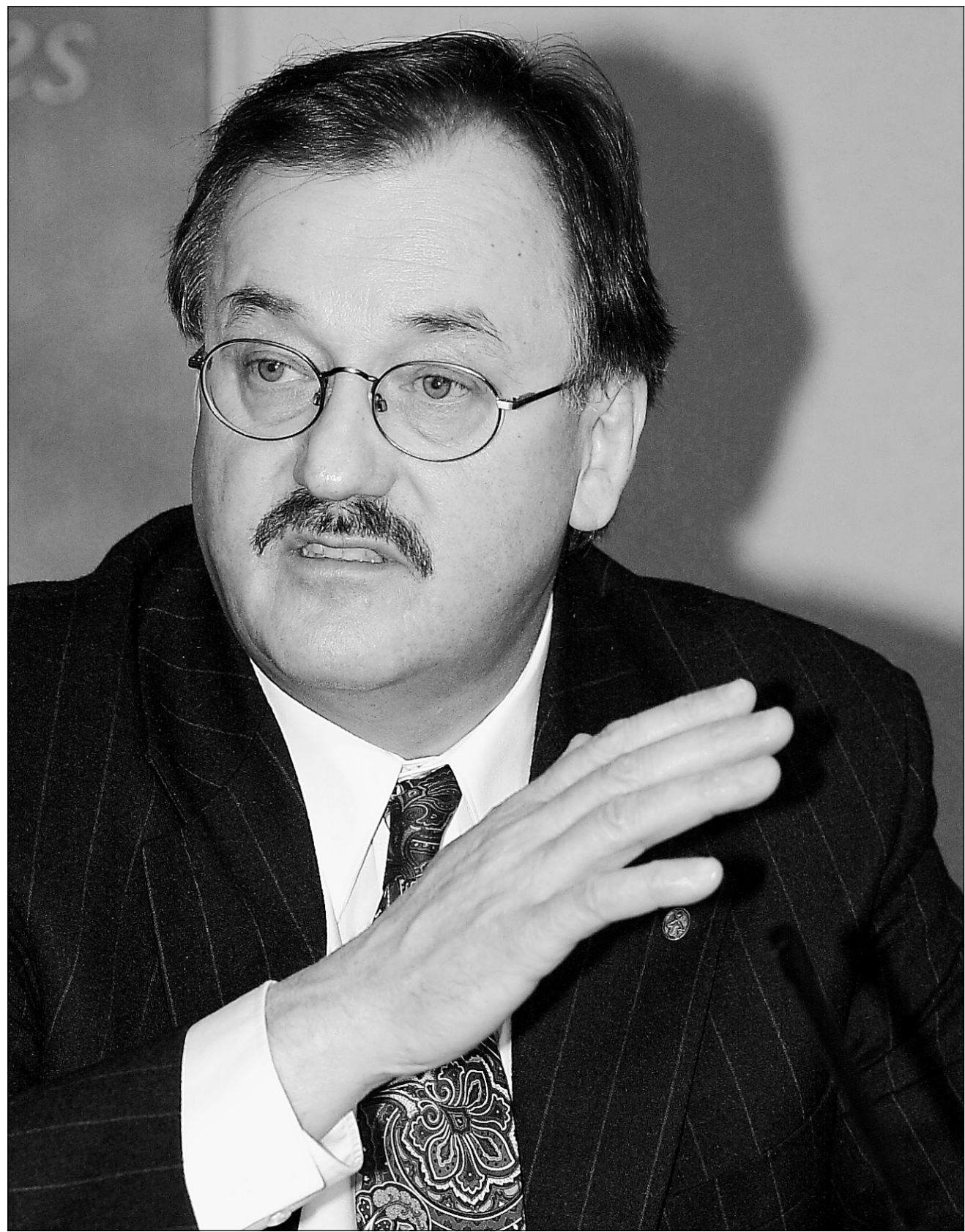
Voici mes questions à M. Massé :  
 1) Ne pensez-vous pas que vos discours hargneux et à la limite de la propagande haineuse (« J'suis en crise », « Ils vont avoir une guerre nucléaire », « Les libéraux démolissent l'État »), incitent vos membres aux exactions qu'ils ont commises récemment comme des saccages de biens publics et des barrages sur les routes qui nuisent aux citoyens, paralysent l'économie et empêchent des réunions gouvernementales de se tenir. Je pense aussi à une manifestation en particulier où des syndiqués ont envahi un hôpital pour enfants en hurlant comme des possédés.  
 Pensez-vous que vos moyens sont démocratiques et justifiés ?  
 2) Pourquoi les coûts des grands chantiers de construction où les syndicats font la loi, souvent en faisant régner la terreur, coûtent-ils plus du double, quand ce n'est pas du triple ?  
 3) Pourquoi y a-t-il autant de chicanes sur les grands chantiers entre syndicats concurrents, à la Gaspésia entre autres, alors qu'un chef de chantier, pour ne pas se faire lyncher par vos syndiqués, a dû quitter les lieux sous escorte policière ? N'est-ce pas la preuve que tout ce que vous voulez, ce sont les cotisations des syndiqués ?  
 4) Pensez-vous que les syndicats devraient être responsabilisés en étant obligés de payer tous les coûts et bris que leurs manifestations causent aux citoyens ? Ils devraient même avoir l'obligation de demander un permis et de payer pour ce permis avant toute manifestation. Sous peine d'être interdite, celle-ci devrait obligatoirement se dérouler dans l'ordre et le respect le plus total.

Fleurette Riverin  
Saguenay

### Il faut être franc

Madame Riverin,

*Dire parfois crûment ce que l'on pense, ce n'est pas de la propagande haineuse mais de la franchise. Mais vous me prêtez des propos que je n'ai pas tenus : je n'ai jamais parlé de « guerre nucléaire ». De grâce, je fais déjà, selon vous, assez de mauvaises déclarations, ne me prêtez pas celles des autres !*  
*Oui, nous avons fait quelques gestes malheureux, à cinq ou six occasions, et je m'en suis excusé publiquement. Mais il ne faudrait pas passer sous silence les centaines d'autres manifestations pacifiques de nos membres. Le 1<sup>er</sup> mai, près de 100 000 travailleurs et travailleuses étaient dans la rue à Montréal et rien n'a été cassé.*  
*En Europe, lorsque les syndicats subissent des attaques comme celles qui nous frappent, ils paralysent le pays, parfois pendant plusieurs jours. Quand on se regarde, on peut parfois se désoler, quand on se compare on se console.*  
*Vous nous prêtez beaucoup trop de pouvoir. Ce gouvernement a été élu démocratiquement et il ne nous appartient pas de le démettre. Mais presque 70 % de la population continue d'exprimer à son égard une nette insatisfaction, ne l'oubliez pas.*  
*Le point sur la construction : sur les chantiers que j'ai visités encore récemment, le climat est bon entre les organisations syndicales. Quant à la productivité, elle est meilleure au Québec qu'en Ontario, au Canada et même aux États-Unis selon toutes les études répertoriées par la Commission de la construction du Québec.*  
*Concernant les dépassements de coûts à la Gaspésia, nous souhaitons que l'enquête fasse toute la lumière, notamment sur l'évaluation des coûts au départ et les contrats accordés en fast track alors que les plans et devis n'étaient même pas terminés. Il est facile pour certains commentateurs de tout mettre sur le dos des travailleurs, y compris les coûts du métro de Laval qui ont triplé avant même le début des travaux !*



Henri Massé, président de la Fédération des travailleurs du Québec

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

## Abolir la formule Rand

Faut-il prendre au sérieux les cris de protestation des grands chefs syndicaux ? Sont-ils en train de défier le gouvernement, sont-ils assez forts pour prendre le pouvoir à leur tour ?  
 Après mûre réflexion, il m'apparaît une solution des plus simples pour régler cet affrontement. Il faut légiférer tout de suite pour abolir totalement l'application de la formule Rand. Ce qui veut dire : redonner la liberté de choisir aux employés forcés par la loi actuelle de payer des contributions syndicales. Il faut permettre aux employés d'être libres de dire oui ou non à l'appartenance syndicale, sans risque d'aucunes représailles.  
 Le pari, c'est d'équilibrer les forces en jeu. Il est prévisible qu'ainsi une réduction marquée du nombre de syndiqués forcera les chefs à diminuer leur arrogance et à cesser d'encourager les abus de leurs membres. Le bien général est

prioritaire au bien particulier des groupements syndicaux.

Roger A. St-Louis

### Tous profitent des syndicats

Monsieur St-Louis,

*Notez que certain dirigeants d'entreprise sont de plus en plus riches, avec parfois des rémunérations scandaleuses, alors que le pouvoir d'achat des salariés perd du terrain malgré 10 années de croissance économique et que l'emploi se précarise. Quant à la formule Rand, qui existe depuis près de 60 ans, c'est une formule juste et équitable : tous les salariés, syndiqués ou non, bénéficient des gains faits par le syndicat, il est donc normal qu'ils y cotisent. Le syndicat a également l'obligation de défendre tous ses cotisants.*

## Les syndicats doivent évoluer

Il y a belle lurette que pour moi, syndicat n'égale plus protection des travailleurs, mais bien protection d'intérêts purement personnels et cirque médiatique. « Nous parlons au nom de XXX mille personnes pour dénoncer le gouvernement... », clament souvent les dirigeants syndicaux. Mais pour qui se prennent-ils ? À ce que je sache, il n'y a que les élus municipaux, provinciaux et fédéraux qui peuvent à juste titre prétendre parler au nom de la population du Québec. Moi qui suis pourtant assez socialiste, j'ai une pensée haineuse envers les syndicats qui pensent régner en maîtres sur le Québec en brandissant des pancartes et en empêchant tout le monde d'aller travailler.  
 Je pense qu'il est grand temps que les syndicats évoluent et se modernisent eux aussi : bloquer la circulation sur l'autoroute pouvait avoir eu un certain impact favorable en 1920. En 2004, il faut discuter zen et faire des compromis !

Jennifer Tercing  
Terrebonne

### Pas en mon nom

Ce n'est pas tant la stratégie syndicale qui me dérange que les mots employés. Les chefs syndicaux, comme d'autres dirigeants d'ailleurs, ont la détestable habitude de se prononcer AU NOM DE LA POPULATION. Or, à ce qu'il me semble, jamais ladite population ne les a mandatés pour parler en son nom. Donc, mesdames, messieurs, protestez, manifestez,

revendiquez, c'est votre droit, mais de grâce, faites-le au nom de vos membres qui vous paient et non en mon nom.

Thérèse Trudel  
Ex-syndiquée retraitée  
Saint-Hubert

### Des bienfaits grâce aux syndicats

Mesdames Tercing et Trudel,

*La FTQ n'a jamais prétendu parler au nom de toute la population, sauf qu'avec nos membres et leurs familles nous représentons plus d'un million et demi de personnes. Nous ne nous générons donc pas pour dire ce que nous pensons. Si nous nous étions abstenus de participer aux grands débats publics, je suis sûr que, comme aux États-Unis, nous n'aurions pas encore de systèmes publics de santé et d'éducation qui permettent à tous de s'instruire et de se faire soigner gratuitement. Par ailleurs, pour aider à développer notre économie, nous avons mis la main à la pâte en créant le Fonds de solidarité FTQ afin de maintenir et créer des emplois chez nous. Nos membres mettent aussi la main à la pâte en payant leurs impôts pour soutenir les programmes publics de santé, d'éducation, de sécurité du revenu, etc. Notre régime d'imposition est le plus progressif, et donc le plus juste, en Amérique du Nord et personne dans nos rangs ne le remet en cause. Environ 40 % des Québécois — les plus démunis — ne paient pas d'impôt, ceux qui travaillent à de meilleures conditions doivent en payer plus. Il y a fort à parier que si notre taux de syndicalisation était de 14 % comme aux États-Unis, ce régime prendrait le bord. Voilà une réalité que ceux qui nous traitent de corporatistes ne devraient pas oublier.*

## Le bras armé du PQ!

Est-ce que les syndicats perturbent les activités des grands chantiers de construction ? Bien sûr que si ! Ne l'ont-ils pas toujours fait ? Sur tous les chantiers, petits et grands ? Ne perturbent-ils pas quotidiennement le fonctionnement de toutes les entreprises dans lesquelles ils réussissent à s'infiltrer ?  
 Est-ce que la stratégie syndicale d'opposition systématique aux politiques du gouvernement Charest est justifiée ? Bien sûr que si ! Autrement, les syndicats ne joueraient pas efficacement leur rôle essentiel de bras armé du PQ ! Car, après tout, chacun sait que « syndicaux » et péquistes marchent main dans la main depuis toujours.

Dans le secteur public, les péquistes ont favorisé le développement d'une fonction publique omniprésente et omnipotente. Or, cette enflure est évidemment profitable aux syndicats qui cherchent à toujours grossir leurs rangs. Et le secteur privé ? *Who cares !*  
 Comme le signalait le professeur Réjean Breton, de l'Université Laval, dans une société imprégnée des idéologies nationalo-syndicales comme le Québec, il n'y pas de place pour les idées nouvelles, la liberté, les différences, la compétence et l'excellence. Seuls comptent l'ancienneté et la sécurité d'emploi, les droits acquis, l'uniformité, la conformité, Tout autant de valeurs et de principes

véhiculés et protégés par les syndicats avec, pendant trop longtemps, l'assistance de leurs amis du PQ au pouvoir. Tout autant de valeurs et de principes, de vaches sacrées, que le Parti libéral a osé envisager de remettre en question dans ses promesses électorales.

Jean-Luc Bilodeau  
Sainte-Foy

### Trop de « romans savon »

Monsieur Jean-Luc Bilodeau

*Je crois, monsieur, que vous avez lu trop de « romans savon ». Le fait d'être syndiqué n'empêche pas d'avoir une tête sur les épaules.*

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAUX

## Un leurre

apratte@lapresse.ca  
ANDRÉ PRATTE

À la veille de la campagne électorale fédérale, Jean Charest et Gilles Duceppe tiennent exactement le même discours au sujet du déséquilibre fiscal. Cela n'a rien d'étonnant : ce sujet a maintenant sa place au panthéon des consensus québécois. Voilà une bonne raison de se méfier.

La thèse du déséquilibre fiscal est extrêmement séduisante à prime abord. Cependant, plus on étudie la question, plus on réalise que cette thèse est fondée sur des affirmations incomplètes et sur des hypothèses douteuses.

1) Le gouvernement du Québec, comme celui des autres provinces, réclame qu'Ottawa soit

**Plus on étudie la question, plus on réalise que la thèse du déséquilibre fiscal est fondée sur des hypothèses douteuses.**

aussi généreux qu'autrefois en matière de financement de la santé. Cette exigence fait fi d'une réalité brutale : à l'époque, le fédéral empruntait pour payer ses dépenses, notamment ses transferts aux provinces. C'est pourquoi il était dans le rouge jusqu'au cou.

2) Les provinces réclament que le fédéral augmente sa contribution à 25 % des coûts de la santé, de l'aide sociale et de l'éducation (notez en passant qu'on ne parle pas seulement de santé...). Cela représenterait pour Ottawa des dépenses supplémentaires de quelque 14 milliards par année ! Cette somme dépasse de loin les surplus actuels du gouvernement canadien. Ces surplus, d'ailleurs, ne doivent pas faire illusion : en raison du poids énorme de la dette, la situation financière du fédéral n'est pas beaucoup plus reluisante que celle des provinces.

3) Les gouvernements provinciaux se plaignent d'être étranglés à la fois par la croissance des coûts de santé et par la pingrerie d'Ottawa. Or, après des compressions pénibles qui ont permis au fédéral de se sortir du trou, Ottawa a très substantiellement accru ses transferts aux provinces, et s'est engagé à le faire encore au cours des prochaines années. Ainsi, entre 2001-2002 et 2007-2008, donc en six ans, la contribution fédérale aura augmenté de 10 milliards !

4) Le consensus québécois s'appuie en grande partie sur les projections du Conference Board. Selon ces calculs, le gouvernement du Canada s'achemine vers des surplus gigantesques, tandis

que les gouvernements provinciaux glisseront dans l'abîme des déficits. Il se peut que ces projections se vérifient. Mais pour l'instant, les chiffres faramineux mentionnés — un surplus de 78 milliards pour le fédéral en 2020 — reposent sur des hypothèses douteuses.

Selon une de ces hypothèses, les transferts du fédéral pour la santé ne croîtraient pratiquement plus à compter de 2010. Pour le Québec, ces transferts seraient gelés à 2,3 milliards pendant une décennie entière. L'évolution passée des transferts fédéraux rend un tel scénario hautement improbable.

C'est en partie en raison de cette hypothèse qu'à partir de 2010, le surplus annuel du fédéral est supposé augmenter rapidement. Le Board fait ensuite une autre hypothèse douteuse : la totalité de ces surplus seront versés à la dette. De sorte qu'en une décennie, la dette du fédéral s'affaiblirait de 560 milliards à 130 milliards !

De son côté, toujours selon les projections du Board, le Québec subirait une dynamique inverse, des déficits annuels croissants venant alourdir la dette, le service de la dette forçant une augmentation des déficits. Selon l'étude faite pour la commission Séguin, ce cercle vicieux devait s'enclencher dès 2001-2002. En 2003-2004, Québec devait enregistrer un déficit de plus de 2 milliards ; en réalité, il ne fut que de 364 millions. En 2004-2005, le Board prévoyait un déficit de plus de 2,5 milliards ; le budget Séguin annonce un déficit de... zéro.

Tout cela ne signifie pas que l'État québécois est dans une situation financière confortable ; mais cela montre que les projections du Conference Board doivent être prises avec un grain de sel.

Le déséquilibre entre Ottawa et les provinces est moins fiscal que politique. Grâce à sa marge de manoeuvre budgétaire — qui existe bel et bien même si elle n'est pas aussi imposante que ne le soutiennent les provinces —, le gouvernement fédéral cherche à se mêler de plus en plus de la gestion des systèmes de santé. Le fait que ceux-ci relèvent des compétences constitutionnelles des provinces préoccupe les juristes ; ce qui devrait inquiéter les citoyens, c'est que les prétentions du fédéral risquent de provoquer les blocages et les lourdeurs dans un secteur qui a au contraire grand besoin d'innovation et de flexibilité.

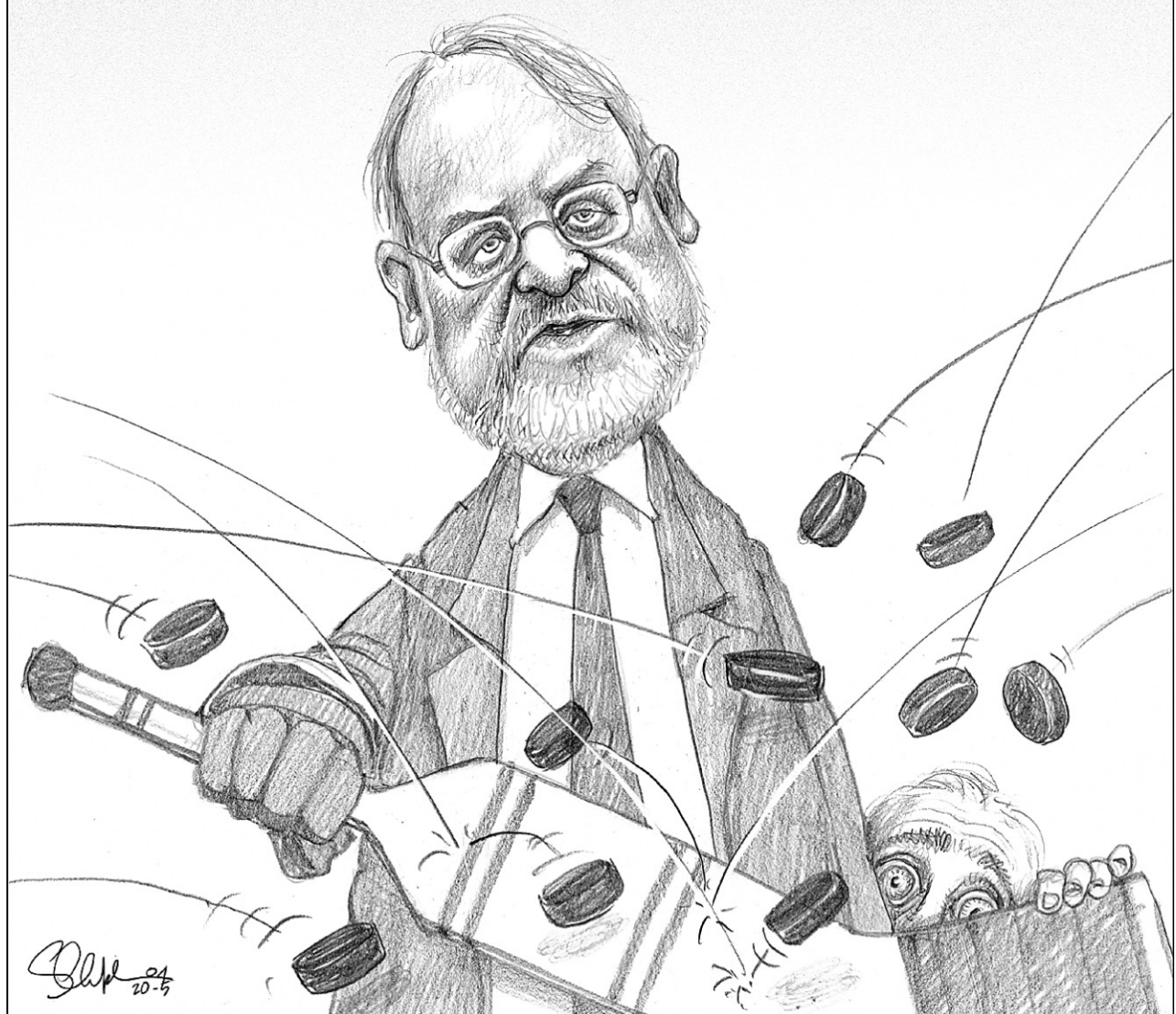
L'obsession du déséquilibre fiscal occulte un problème beaucoup plus important : l'écart entre la croissance rapide des coûts de la santé et celle des revenus des gouvernements, provinciaux ET fédéral. C'est à ce déséquilibre-là que les provinces devraient s'attaquer, au lieu d'agiter le leurre du déséquilibre fiscal.

tiré par la retraite.

Nommé pour la première fois en 1987 par le président Ronald Reagan, Alan Greenspan en a vu de toutes les couleurs. Amorçant sa carrière avec le crack boursier d'octobre 1987, le grand argentier aura par la suite traversé tous les cycles économiques. Il y eut d'abord la récession du début des années 90, suivie de la plus longue période d'expansion de l'histoire économique américaine, ce qui a conduit à l'éclatement de la bulle spéculative et à l'arrivée subéquente d'une autre récession. En abaissant radicalement les taux d'intérêt et en les maintenant à des niveaux que les Américains n'avaient pas connus depuis 45 ans, Alan Greenspan aura réussi à relancer l'économie en misant sur la consommation des ménages.

Les défis qui attendent M. Greenspan sont tout aussi importants. Le président de la Réserve fédérale doit maintenant tenir compte des pressions inflationnistes qui recommencent à se faire sentir, tout en s'assurant que sa politique monétaire ne fera pas dérailler la reprise qu'il a contribué à créer. Le président de la Fed a déjà préparé le terrain pour une hausse des taux d'intérêt. Mais quand ? Impossible de le savoir avec quelqu'un comme M. Greenspan.

## POURQUOI LES LIBÉRAUX ONT-ILS RECRUTÉ KEN DRYDEN?



serge.chappleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES

&gt; Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

## Oui et non

Madame Françoise David,

Madame Françoise David, votre idée d'un nouveau parti politique plus à gauche et écologiste est intéressante et, dans la conjoncture actuelle, je n'hésiterais pas à plonger avec vous si ce n'était d'associer ce nouveau parti au féminisme. Pourquoi je me joindrais à un autre parti de type « guerrier » ? N'avez-vous donc pas vu les ravages que le Parti québécois a causés au Québec avec son obsession de l'indépendance, sa foutue guerre de sentiments qui nous a divisés plutôt que de nous rapprocher les uns et les autres ? Je foncerai avec vous les pieds joints si vous vous détachiez de votre passé de « féministe ». Ce dont on a besoin, c'est que les hommes et les femmes travaillent ensemble et apprennent à s'aimer, à se soutenir et à mieux se comprendre — certainement pas de continuer à se battre. Je dis oui pour une belle solidarité sociale pour tous, mais pas de cette manière à sens unique et biaisée par l'esprit de vos luttes passées. Enlevez le mot « féministe » de votre vocabulaire politique et je fonce avec vous pour essayer de mettre sur pied un nouveau parti plus... humanisé.

Pierre Girard  
Longueuil

## Une nouvelle option pour les citoyens

Enfin, du nouveau ! Certains diront que ce n'est pas la première fois qu'un nouveau mouvement politique voit le jour et que ce n'est pas un de plus qui les remettra de leur *écoeurantité* aiguë vis-à-vis des choses de l'État. Le fait est que les convergences idéologiques entre partis

« traditionnels », en ce qui a trait au rôle de l'État face aux marchés, avaient vraiment de quoi décevoir. Il restera maintenant à la nouvelle formation de baser ses objectifs sur une politique réaliste et de demeurer lucide. Par exemple, nous avons tous besoin d'un environnement plus sain ; cependant cette lutte environnementaliste doit utiliser de justes moyens fondés sur des réalités. Ainsi, il faudrait éviter que ce parti ne sombre dans un dogmatisme du style « anti-OGM à tout prix »... La démocratie québécoise ne peut que bénéficier de l'entrée en scène d'un parti qui vise autre chose que l'incitation au profit individuel ou pour qui l'article premier est une abstraction anachronique comme la création d'un État-nation. En favorisant la recherche du bien-être de tous les citoyens d'aujourd'hui et de demain, cette formation propose de s'acquitter des rôles sains d'un gouvernement : ceux permettant d'optimiser le bien-être de la population. Déjà le simple fait de parler de la souveraineté du Québec comme étant un simple moyen et non plus comme une fin est très rafraîchissant.

Martin Chaput  
Laval

## « Y avait oublié ton nom... »

Cette semaine, dans un discours de Paul Martin, on pouvait entendre : « J'ai besoin du Québec » ! N'y a-t-il pas une chanson de Félix Leclerc qui dit : « La veille des élections, il t'appelait son fiston. Le lendemain, comme de raison, y avait oublié ton nom. » ?

Louise Gagné  
Montréal

## La relève pénalisée

Je trouve aberrant ce programme d'aide aux devoirs. Il ne peut y avoir de véritable aide si le gouvernement ne peut payer des enseignants pour aider les jeunes enfants qui en ont besoin. C'est de là que part le décrochage scolaire, car si l'enfant en difficulté à l'école n'a personne pour l'aider, il se décourage et ne veut plus aller à l'école. On le retrouve alors analphabète à l'âge adulte. C'est terrible que le gouvernement ne prenne pas ses responsabilités envers nos enfants, car ce sont eux qui assureront la relève.

Nicole St-Yves  
Animatrice auprès des personnes analphabètes

## Déception préélectorale

Quelle déception préélectorale d'apprendre que les contributions annoncées récemment par M. Martin pour lutter contre le sida ne sont pas de l'argent neuf mais seront puisées dans le budget de l'ACDI. Bono et les Canadiens se sont fait passer un sapin ! C'est d'autant plus navrant que le budget de l'ACDI vient à peine de commencer une remontée, mais si lente que l'objectif de 0,7 % du PNB ne sera atteint qu'en 2039. Il ne reste plus au président de l'ACDI, M. Paul Thibault, qu'à choisir quels programmes il devra sabbler. Pourvu qu'il ne touche pas aux programmes de santé, de nutrition et d'éducation de base. Et évidemment pas aux programmes contre le paludisme et la tuberculose. En effet, ces deux dernières maladies tuent presque autant de personnes que le sida ; de plus, la tuberculose est contagieuse et revient en force avec des souches résistantes aux antibiotiques. Très inquiétant. (...)

Pamela Walden-Landry  
Montréal

## La retraite peut attendre

mboisver@lapresse.ca  
MICHÈLE BOISVERT

L'annonce de la nomination d'Alan Greenspan pour un cinquième mandat à titre de président de la Réserve fédérale américaine n'a pris personne par surprise, George W. Bush avait déjà indiqué, en avril 2003, son intention de garder M. Greenspan en poste jusqu'en 2008. Cette nomination doit maintenant être sanctionnée par le Sénat, ce qui n'est finalement qu'une formalité, le choix de M. Greenspan, 78 ans, faisant l'unanimité.

Tant chez les politiciens que chez les financiers, aux États-Unis comme ailleurs dans le monde, le nom d'Alan Greenspan inspire toujours, après 17 ans en poste, le respect et l'admiration. Cette nomination s'imposait donc d'elle-même. Le président Bush aurait été bien mal venu de priver l'économie américaine du talent et de l'immense expérience de M. Greenspan, d'autant plus que ce dernier ne semble pas du tout at-

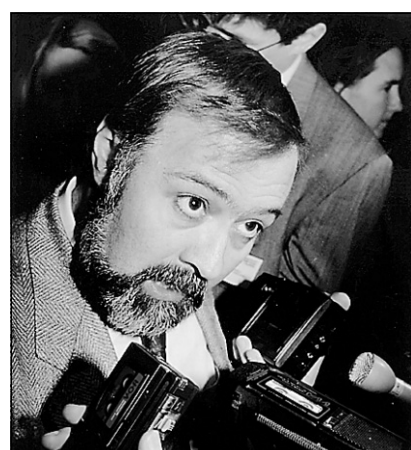
## Une grande perte pour le Québec

Le décès de Serge Turgeon constitue une grande perte pour le Québec. Il était un homme d'honneur et de convictions. Il était un exemple au Québec pour la qualité de la langue française qu'il parlait. Sa voix était agréable à écouter. Il était de la trempe de M. Henri Bergeron, il savait capter l'attention des gens.

Christine Brazeau-Gauvreau

## Immortaliser son nom

Alors que j'étais étudiante à l'école secondaire dans le quartier Ahuntsic, dans les années 1964-1965 et 1966, j'ai eu le privilège d'avoir M. Turgeon comme professeur d'histoire. Il avait l'art de rendre intéressante et

PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE ©  
Serge Turgeon

de nous faire aimer, par ses présentations dynamique et son humour, la matière ardue qu'il

Diane Dumouchel

## De l'obsession ethnique



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Le mouvement de défusions municipales — cette boîte de Pandore ouverte par les libéraux — est déjà assez pénible sans qu'on ait besoin des déclarations incendiaires des Diane Lemieux et des Gerald Larose, qui font tout pour raviver des tensions linguistiques que rien dans la réalité ne laisse présager.

M<sup>me</sup> Lemieux, la critique péquiste en matière municipale, n'avait rien d'autre à dire, sur un mouvement de défusion qui apparaît beaucoup plus fort que prévu, que de ressortir, en termes désespérément simplistes, la vieille rengaine antianglaise : « Dans l'est de Montréal, ils vont dire : *Cou'don, dans l'Ouest, ils ne nous aiment pas ? Pourquoi ils veulent pas être avec nous ?* »

En fait, « dans l'est de Montréal », il n'y a eu que Diane Lemieux pour réagir de la sorte. Au contraire, on note — et c'est dommage — un manque flagrant d'intérêt des résidents de la ville centrale pour la sauvegarde de la mégaville.

Loin de se sentir, comme le prétend M<sup>me</sup> Lemieux, « victimisés » par les menaces de défusion, les francophones de Montréal-la-petite regardent passer le train sans passion. La passion, elle est dans le camp des défusionnistes, et elle parle français autant qu'anglais, elle est à Sillery aussi bien qu'à Westmount, et à Boucherville autant qu'à Pointe-Claire.

Non seulement M<sup>me</sup> Lemieux est-elle la seule personne (à part M. Larose) à voir un affrontement linguistique dans cette révolte de contribuables qui déborde largement de l'île de Montréal, elle prédit déjà que la défusion entraînera la « rupture » entre les deux communautés ! Cet enthousiasme pour les scénarios catastrophe est suspect : M<sup>me</sup> Lemieux saliverait-elle déjà à l'idée d'une nouvelle guerre linguistique susceptible d'apporter de l'eau au moulin de la Cause ?

Mais la pauvre aura beau essayer, elle n'arrivera jamais à égaler Gerald Larose dans l'art de transformer un nid-de-poule en cratère nucléaire et une fronde municipale en guerre cosmique.

Faisant décidément flèche de tout bois, le président du Conseil de la souveraineté s'en est pris sauvagement à Robert Libman, membre du conseil exécutif de Montréal, l'accusant d'être en proie à une « obsession ethnique (qui) s'apparente à une forme de racisme ».

Qu'avait donc fait M. Libman pour s'attirer de telles insultes ? Avait-il prêché la défusion en lançant des messages de haine contre les francophones ?

Au contraire ! Le conseiller des arrondissements de Côte-Saint-Luc, Hampstead et Montréal-Ouest, allant assez courageusement contre l'opinion prédominante de ses commettants, s'efforçait au contraire de défendre la mégaville. À ces fins, il donnait l'autre jour une entrevue au *Chronicle*, un hebdo du West Island, entrevue dans laquelle il fournissait des raisons pour voter contre la défusion.

À ses lecteurs anglophones, M. Libman expliquait que les non-francophones et les habitants de la banlieue ouest sont « au coeur de l'action » dans la mégaville ; 40 % des membres du conseil municipal sont non francophones ; sept des 11 membres du comité exécutif le sont également, et les réunions du caucus du parti au pouvoir se font en anglais à 60 %.

On peut tiquer sur la dernière statistique, mais l'argument est de bonne guerre quand on veut convaincre des anglophones de résister aux sirènes des défusionnistes. En fait, l'essentiel des propos de M. Libman correspond en tous points aux arguments que faisaient valoir les partisans francophones de la fusion pour convaincre la minorité anglophone de sortir de ses ghettos de banlieue.

Il faut avoir l'esprit vraiment tordu pour voir dans ces propos une « obsession ethnique » proche du « racisme ». Ce n'est pas de l'obsession ethnique que d'être soucieux des intérêts de sa communauté linguistique. À ce compte-là, que dire des innombrables textes péquistes qui parlent des intérêts des francophones sans jamais faire allusion à ceux des autres ? Quant à l'allusion au « racisme », c'est une remarque qui déshonore son auteur lorsqu'elle est brandie sans motif sérieux.

M. Larose a sommé le maire Tremblay de se dissocier des propos de M. Libman, lesquels sont pourtant d'excellents « arguments de vente » en faveur de la mégaville. Espérons que M. Tremblay ignorera cette missive hystérique.

Où est le drame à ce que 40 % des conseillers soient non francophones ? Cela reflète assez bien la composition démographique de l'île. Où est le drame à ce qu'une légère majorité au comité exécutif ne soit pas d'origine canadienne-française ? M. Larose croit-il que les membres bilingues de minorités ethniques et culturelles devraient être exclus des postes de commande ? C'est là qu'elle serait, l'« obsession ethnique ».

Le seul point qui pourrait à la rigueur déclencher quelque agacement est l'affirmation selon laquelle 60 % des réunions du caucus se font en anglais. Même à supposer que cela soit exact, ce n'est pas un scandale. Les conseillers ont bien le droit de parler la langue qu'ils veulent dans leurs réunions privées. L'important est que la langue officielle de Montréal reste le français.

# Obéir aux ordres

## Qui est responsable des mauvais traitements infligés aux détenus irakiens ?

JAMES RON



L'auteur est responsable de la chaire de recherche sur les conflits et les droits de la personne à l'Université McGill.

Depuis que le scandale des mauvais traitements infligés aux prisonniers irakiens fait les manchettes, les commentateurs mettent l'accent sur la question de la responsabilité. Les sévices ont-ils été exécutés à l'initiative des gardiens eux-mêmes ? Ont-ils été ordonnés par des supérieurs ? Si c'est le cas, jusqu'à quel échelon faut-il remonter ?

Cette question est d'une importance vitale étant donné qu'elle sape potentiellement la justification actuelle de la guerre, soit que les États-Unis ont envahi l'Irak pour promouvoir les droits de la personne.

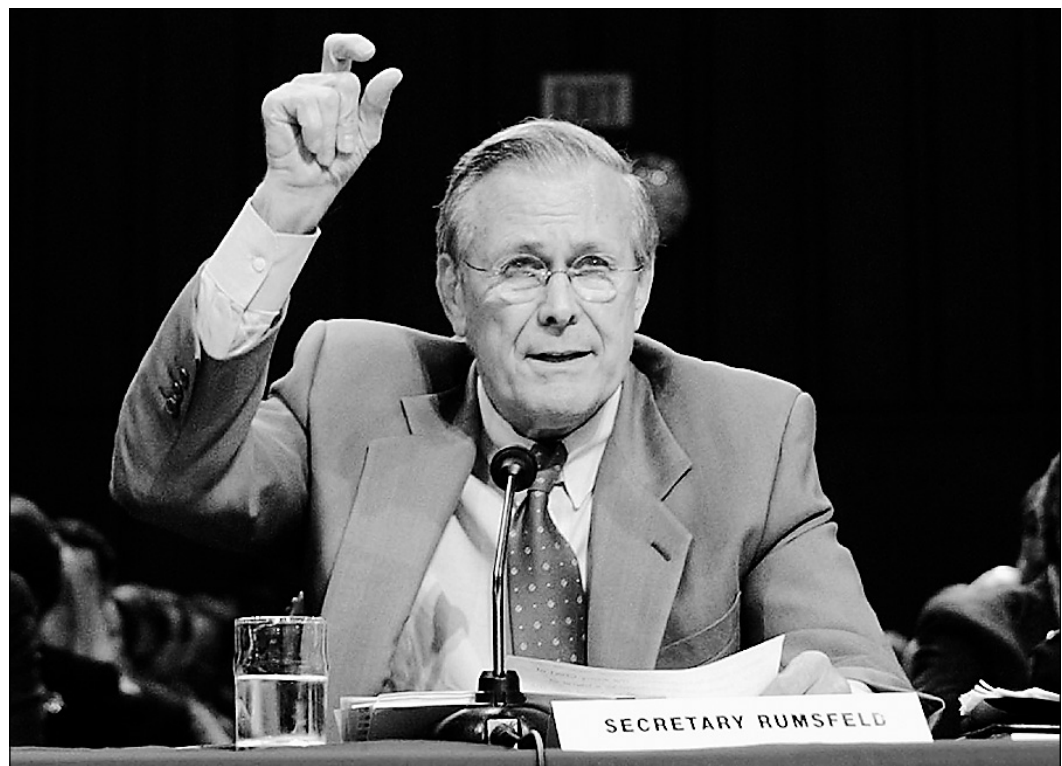
Le week-end dernier, le *New Yorker* rapportait que le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, avait secrètement autorisé « la contrainte physique et les humiliations sexuelles » contre les détenus. Et selon le *New York Times* de dimanche dernier, les soldats américains accusés de sévices soutiennent qu'ils n'ont fait qu'obéir aux ordres.

Les responsables américains rejettent de telles allégations et soutiennent qu'il est inconcevable que leurs chefs donneraient des ordres pour battre des victimes sans défense, obliger des prisonniers à se masturber ou leur passer une laisse comme à un chien.

Qui dit la vérité ?

### Une notion difficile à saisir

J'ai étudié les cas de torture et d'autres sévices en temps de guerre pendant 12 ans, en premier lieu à titre d'enquêteur de Human Rights Watch et plus tard à titre de sociologue. Je me rends de plus en plus compte que la notion de responsabilité est difficile à saisir. Les ordres peuvent se présenter sous de nombreuses formes et les



Donald Rumsfeld

PHOTO REUTERS

quide astringent sur les plaies ouvertes pour augmenter la douleur.

Des interrogateurs israéliens, individuellement, avaient ordonné ces sévices, mais qui leur avait donné leurs instructions ? Au début, la torture avait été autorisée par les grands responsables israéliens de la sécurité, mais une fois que des réformes eurent été mises en place à la fin des années 1980, la responsabilité devint de plus en plus floue.

Personne ne voulait assumer les responsabilités, mais mon informateur semblait certain que ses actions avaient été autorisées.

D'autres cas furent encore plus difficiles à trancher. Des entrevues menées auprès de dizaines d'Israéliens ayant participé à la répression de manifestations de Palestiniens en 1988, par exemple, ont permis

comportement. Cependant, le personnel de rangs inférieurs affirmait en toute honnêteté avoir obéi aux ordres. Ils avaient reçu des instructions exprimées en termes vagues, accompagnées de signes de tête affirmatifs, et ils ont réagi du mieux qu'ils le pouvaient.

### Épuration ethnique

Je suis tombé de nouveau sur des questions de responsabilité lorsque j'ai étudié l'affaire d'épuration ethnique en Bosnie. Le leader serbe Slobodan Milosevic a nié avec force avoir jamais ordonné les atrocités bosniaques en 1992-93, et les enquêteurs internationaux qui se sont penchés sur les crimes de guerre ont eu bien du mal à démontrer le contraire.

Ma recherche m'amène à penser que Milosevic n'a probablement jamais donné d'instructions explicites pour tuer, violer et torturer, mais il a créé une atmosphère propice à de tels comportements. Les mauvais traitements spécifiques ont été le fait de paramilitaires réagissant à des signaux tacites émanant de Belgrade.

En interrogeant les hommes et les femmes accusés d'avoir torturé des détenus irakiens, les responsables militaires américains sont en quête d'ordres écrits, concrets, pour commettre de tels actes. S'ils ne trouvent pas de telles preuves, ils en concluront probablement que les tortionnaires ont agi de leur propre gré.

Cependant, lorsque les questions se réduisent à des aspects aussi pointus, elles révèlent peu de choses. Pour comprendre pourquoi les crimes de guerre surviennent, il faut fouiller plus profondément et dévoiler le réseau complexe de signaux et de compréhensions tacites qui motivent le comportement des soldats.

Il est peu probable que les autorités américaines aient jamais ordonné les sévices particuliers que l'on a vus en photos, mais on peut penser qu'il ont créé un sentiment chez leurs subordonnés voulant qu'une torture de cette nature soit justifiable.

Il se peut que de vagues prétentions touchant des ordres tacites et l'état d'esprit des militaires ne tiennent pas la route lors de contre-interrogatoires en cour, mais la vérité se trouve souvent dans de telles formulations vagues.

**Il est peu probable que les autorités américaines aient jamais ordonné les sévices particuliers que l'on a vus en photos, mais on peut penser qu'il ont créé un sentiment chez leurs subordonnés voulant qu'une torture de cette nature soit justifiable.**

soldats réagissent souvent à des suggestions tacites plutôt qu'à des commandements explicites.

Le caractère vague des instructions données explique pourquoi les récits suivant de mauvais traitements souvent ne concordent pas du tout. Les soldats qui affirment n'avoir fait qu'obéir aux ordres sont convaincus de dire la vérité comme c'est le cas d'officiers supérieurs qui rejettent la responsabilité sur d'autres.

Il y a une décennie, j'ai interrogé un ancien policier militaire israélien qui a admis avoir battu des prisonniers palestiniens en 1988 au moment de la première révolte contre Israël.

Mon informateur m'a dit que lorsque les prisonniers palestiniens refusaient de répondre aux questions, les interrogateurs lui ordonnaient d'utiliser de la violence. « Des tas de prisonniers se retrouvaient avec des fractures aux bras, aux jambes, avec des dents brisées », racontait-il, et lorsque les coups ne suffisaient pas, on versait du li-

d'apprendre qu'une foule de sévices qu'ils avaient infligés l'avaient été à la suite de vagues instructions de « battre les émeutiers » allié à une grande distribution de bâtons.

Cependant, un officier supérieur israélien a soutenu qu'il n'avait jamais indiqué quand, précisément, les bâtons devaient servir, laissant aux soldats, pris individuellement, le soin de décider de la meilleure manière d'agir.

Certains ont utilisé leur bâton uniquement lorsque les Palestiniens résistaient à leur arrestation, mais d'autres ont sauvagement battu des prisonniers bien longtemps après qu'ils eurent été ligotés et laissés sans défense. Dans d'autres cas, des individus n'ayant rien à voir avec les manifestations furent jetés au sol et frappés par des soldats enrégés désireux d'assouvir leur colère.

Au cours d'interrogatoires, les grands responsables israéliens ont soutenu avec raison qu'ils n'avaient jamais ordonné un tel

# Un parti propre ?

## Depuis toujours, le Bloc québécois vit dans la contradiction

NESTOR TURCOTTE



L'auteur est un militant indépendantiste de longue date.

Le Bloc québécois nous propose un parti propre. Un parti sans faille. Un parti rutilant, blanc comme neige. « On est différents » parce qu'on est propre. Et on est propre, donc « on est différents ».

Le slogan du Bloc québécois, pour attirant et original qu'il soit, peut devenir très dangereux. Et si on trouvait un peu ou davantage de malpropreté chez un ou plusieurs candidats du Bloc québécois, dirait-on encore qu'il est un parti propre, enfin, plus propre que l'autre grand parti qu'il taxe de parti sale ? Il est facile pour le Bloc québécois de pavaner et d'afficher une vertu qu'il peut difficilement mettre en pratique, n'ayant jamais exercé ou étant certain

de ne jamais exercer le pouvoir dans le gouvernement central. Quant on est certain de ne jamais devenir le champion de la vertu civique, en exerçant le difficile pouvoir que leur confient les citoyens, il est facile de dénoncer les travers des opposants et d'écrire le catéchisme de la morale parfaite.

Le Bloc québécois se veut propre. D'accord. S'il est si propre que cela, alors qu'il entre au Québec, abandonne ses privilèges d'opposition dans le pays voisin, et cesse de profiter de l'argent des contribuables venant d'un gouvernement qu'il veut détruire à plus ou moins brève échéance. Avec de grasses pensions à l'horizon.

On est pour la vertu chez les autres. Il est difficile de la vivre pour soi. Le Bloc vit dans la contradiction. Il n'est pas aussi propre qu'il en a l'air lorsqu'on sait qu'un bon nombre de ses candidats actuels auront été chercher, à la fin du mandat (1993 à 2008, ça fera 15 ans... dans l'opposition) des pensions payées par un gouvernement qu'il honnit de jour en jour. Sans compter les salaires payés pendant la mé-

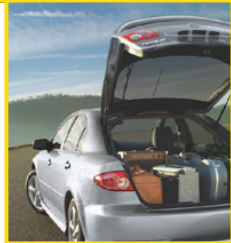
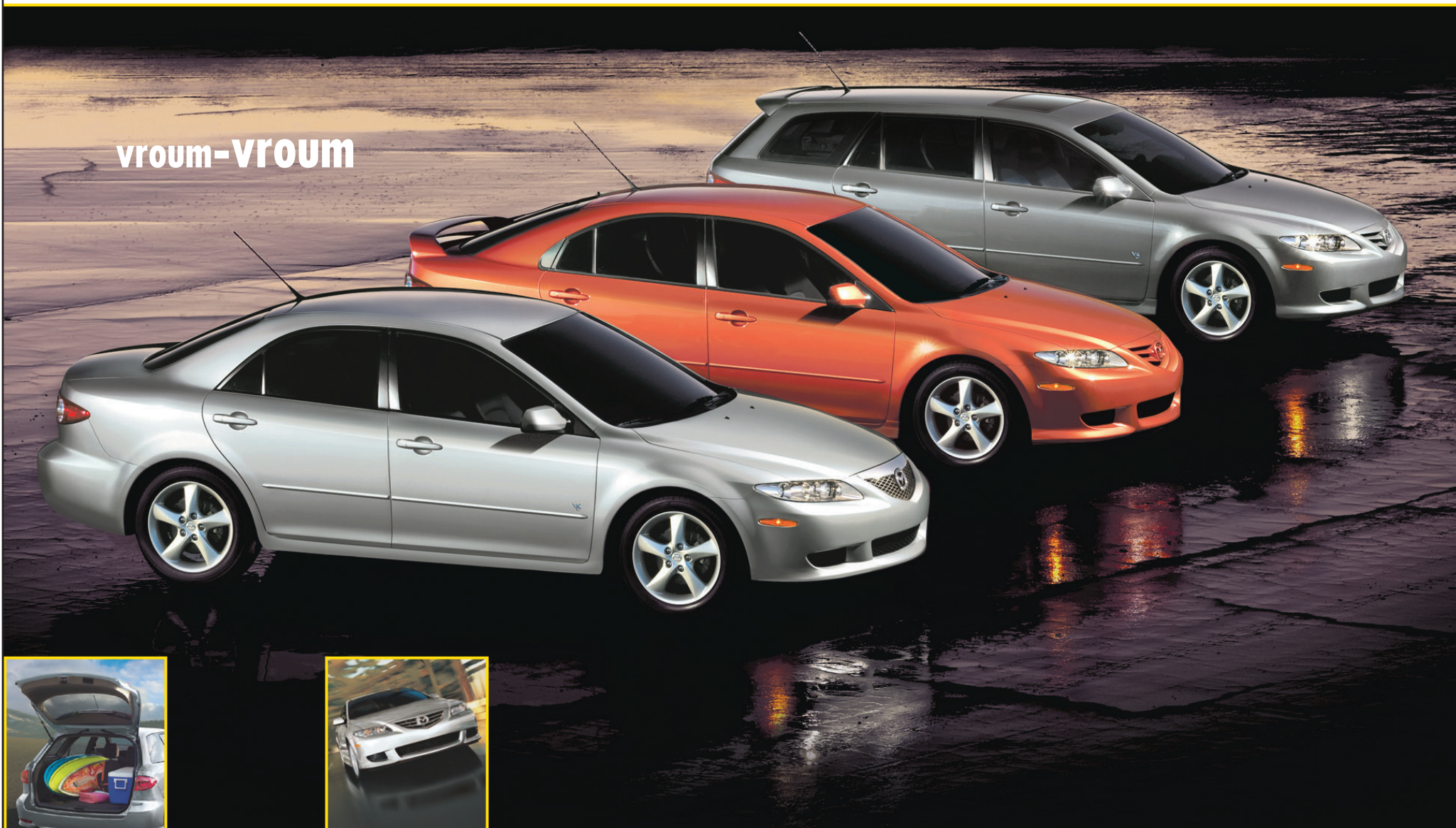
me période. Une moyenne de plus de 100 000 \$ par année, pendant 15 ans, font de ces gens des millionnaires et plus, d'un régime qu'ils veulent quitter au plus vite, si on se fie à leurs discours tonitruants. Drôle de vertu ! Drôle de justice ! Y a-t-il moyen d'être propre autrement ?

« On est différents », donc il nous faut un parti propre. Et on veut un parti propre parce qu'« on est différents » ! La logique voudrait que le Bloc donne l'exemple en se comportant autrement dans les circonstances. Habilement, il essaiera, lors de la prochaine élection, et cela pour une quatrième fois, (souvenons-nous que le Bloc québécois avait fait profession de voeu temporaire) de montrer qu'il est le meilleur défenseur du Québec. Si c'est pour la cause qu'il pense défendre, l'indépendance du Québec, les résultats ne sont pas très concluants, après trois mandats dans l'opposition. Il faut donc en déduire que c'est pour une autre raison qu'il reste à Ottawa. Et le dire tout haut ne serait sans doute pas très... propre, vous en conviendrez avec moi !

BERLINE | SPORT | FAMILIALE SPORT

# Mazda 6

vroum-vroum



## CONÇUES POUR MORDRE LA ROUTE. ET TRANSPORTER TOUT CE QUE VOUS VOULEZ.

CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE : • Moteur 4 cyl. de 2,3 L à DACT et 16 soupapes ou moteur V6 de 3,0 L à DACT et 24 soupapes • Freins à disque assistés aux 4 roues • Freins antiblocage • Système antipatinage • Climatiseur • Glaces, verrouillage des portes et rétroviseurs à commande électrique • Télédéverrouillage • Sièges arrière à dossiers 60-40 rabattables avec accoudoir central • Colonne de direction inclinable et télescopique • Régulateur de vitesse avec commandes montées sur le volant



ASSOCIATION DES JOURNALISTES  
AUTOMOBILE DU CANADA  
Prix AJAC Voiture de l'année 2004  
Meilleur véhicule à vocation familiale



Modèle GT-V6 illustré

**mazda 6** GS 2004

Achetez à partir de

**24 395 \$\***

-OU- Louez à partir de

**319 \$**

par mois, pour 48 mois\*\*  
Transport et préparation inclus  
**0\$** comptant  
dépôt de sécurité



Modèle GT-I4 illustré

**mazda 6** SPORT - 5 PORTES 2004

Achetez à partir de

**25 495 \$\***



Modèle GS-V6 GFX illustré

**mazda 6** FAMILIALE SPORT 2004

Achetez à partir de

**26 995 \$\***



NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.  
**GARANTIE LEADERSHIP MAZDA**  
Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.  
**ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA**  
Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



# mazda

www.mazda.ca



Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLOMÉS.  
\* Offres réservées aux particuliers et portant sur le prix de base des berlines Mazda6 GS-H, 2004 (modèle G1-D5-4A400), des Mazda6 Sport GS-H, 2004 (modèle G6-2S-4A400) et des Mazda6 Familiale Sport 2004 (modèle G5D5-4A400) neufs. Frais de transport et préparation (925\$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPM) en sus. \*\* Offres soumises à l'approbation de crédit Mazda Canada inc. Limite de 80 000 km. Frais de 8 c le km additionnel. Location avec limite de 100 000 km disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPM) en sus.  
Les modèles illustrés peuvent différer et sont illustrés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre au louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 15 mai 2004.